

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE DROIT

LE CRÉDIT
AGRICOLE MUTUEL INDIGÈNE
en
INDOCHINE FRANÇAISE

Thèse pour le Doctorat en Droit
(sciences économiques)

présentée et soutenue le 1^{er} Mars 1939, à 13 h. 30

par

CAMILLE AUPHELLE

Président : **M. MAUNIER**

Suffragants : **M. PIROU**

— **M. JAMES**

IMPRIMERIE GEORGES PETIT

6, Rue des Martyrs. 6

PARIS - 9^e

1939

Thèse Paris
1939.

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE DROIT

LE CRÉDIT
AGRICOLE MUTUEL INDIGÈNE
en
INDOCHINE FRANÇAISE

Thèse pour le Doctorat en Droit
(sciences économiques)

présentée et soutenue le 1^{er} Mars 1939, à 13 h. 30

par

CAMILLE AUPHELLE

Président : M. MAUNIER

Suffragants : M. PIROU

— M. JAMES

IMPRIMERIE GEORGES PETIT

6, Rue des Martyrs. 6

PARIS - 9^e

1939

47803

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



LE CRÉDIT
AGRICOLE MUTUEL INDIGÈNE
en
INDOCHINE FRANÇAISE

Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

En Extrême-Orient, le crédit joue en agriculture un rôle considérable qui n'a pas d'équivalent en Europe. Il est à la base de tout travail de production ou de transformation, de toute tractation. Il joue pour des sommes importantes et infimes. Il est presque toujours usuraire et, pour cette raison, il est une cause de misère permanente pour les classes pauvres et le principal obstacle au progrès.

L'Indochine Française n'échappe pas à cette règle.

*
**

Limitée au Nord par les riches provinces de la Chine méridionale, à l'Est et au Sud par la mer, à l'Ouest par le Siam et la Birmanie, l'Union Indochinoise s'étend sur une superficie de 740.000 km², très supérieure à celle de la France qui n'est que de 551.000 km².

Elle est constituée par un bloc de chaînes et de plateaux qui s'élève jusqu'à plus de 3.000 mètres à la frontière de Chine et en bordure duquel les fleuves ont étalé leurs deltas. Ce sont les deux fleuves les plus longs qui ont bâti les deux grandes plaines du pays : le fleuve Rouge (1.200 km.), celle du Tonkin au Nord : le Mékong (4.200 km.), celle de la Cochinchine et du Cambodge au Sud. Entre ces deux régions, l'Annam comporte le long de la mer de Chine, un chapelet de deltas beaucoup plus restreints, séparés des plateaux et des vallées du Laos, par une échine boisée et de traversée souvent difficile, la « Chaîne Annamitique ».

L'ensemble du pays compte environ 21.500.000 habitants, soit à peu près la moitié de la population française (41.840.000 habitants). La densité moyenne du peuplement y est de 29 habitants au km², bien inférieure à celle de la

France (76), mais supérieure à celle de la plupart des colonies françaises. Cette densité est d'ailleurs extrêmement inégale suivant les régions, ce qui fait que les chiffres précédents ne sauraient donner une idée, même approchée, du peuplement exact du pays. Tandis que les montagnes — et elles sont nombreuses et très étendues — comptent moins de 5 habitants au km², les deltas de l'Indochine septentrionale (Tonkin et Nord Annam) en nourrissent souvent plus de 500 ; *les trois quarts* de la population indochinoise sont rassemblés dans les plaines maritimes, sur *un dixième* de la superficie du pays.

C'est que l'Indochine Française est un pays essentiellement agricole (les cultures y représentent en valeur les sept dixièmes de la production et des exportations) et les zones agricoles correspondent essentiellement aux deltas et aux plaines inondables propices à la culture du riz, — principale richesse du pays.

D'ailleurs, les grandes villes y sont peu nombreuses : Hanoï, Haïphong, Nam-Dinh au Tonkin ; Hué en Annam ; Saïgon-Cholon en Cochinchine, et Pnom-Penh au Cambodge. En dehors de ces villes, les centres urbains sont peu importants : *la presque totalité de la population indochinoise — environ 90 % — est rurale.*

**

Cette masse paysanne comprend, à côté des ouvriers agricoles qui, dénués de tout capital, vivent péniblement au jour le jour grâce à leur salaire et qui n'ont réellement de quoi satisfaire leur faim qu'au moment des grands travaux, en particulier à l'époque des moissons ou encore en s'expatriant vers les régions peu peuplées et dépourvues de main-d'œuvre comme l'Ouest Cochinchinois ou les plateaux de l'Annam ; toute une variété d'agriculteurs, depuis le simple exploitant jusqu'au grand propriétaire.

Parmi ceux-ci, les petits propriétaires sont les plus intéressants car ils sont les plus nombreux et constituent le facteur économique le plus important du pays. Leur situation

n'est pas brillante ; ils ne possèdent généralement qu'un très faible capital. La plupart n'ont que le matériel nécessaire pour la récolte et la préparation des rizières, les semences, parfois deux ou trois porcelets. Ceux un peu plus importants possèdent une vache, quatre ou cinq porcelets, le matériel agricole, et une dizaine de piastres comme capital de roulement et rien de plus.

Les moyens et grands propriétaires ont une situation bien meilleure. Ils forment dans toute l'Indochine et, avant tout, en Cochinchine, une classe bien caractéristique ; c'est parmi eux que se recrutent les notables, et ce sont eux qui dirigent le village indigène, véritable cellule sociale du pays. La plupart du temps, ils ne cultivent pas eux-mêmes leurs terres. Ils ont alors recours soit à des salariés, soit à des métayers. En Cochinchine par exemple, ils groupent sur leurs exploitations de nombreuses familles de Ta-Dien et ils confient à chacune d'elles, un lot de terrain d'une superficie variant de 5 à 20 hectares. Ils n'en retirent, dans ces conditions, — sauf les très grands propriétaires de Cochinchine — qu'un revenu fort maigre et, souvent, il leur est difficile de joindre les deux bouts.

D'ailleurs, tous, grands et petits, sont à la merci de la nature qui, presque chaque année, s'acharne par des catastrophes sans cesse renouvelées à ruiner les récoltes, à détruire les misérables habitations, à décimer le bétail du pauvre paysan Indochinois, principalement en Annam et au Tonkin.

La côte Indochinoise est, en effet, soumise à l'action destructrice des typhons qui, se formant dans la région des Philippines, l'abordent parfois avec violence en détruisant tout sur leur passage. D'autre part, les pluies torrentielles de l'été gonflent si brusquement les fleuves que, certaines années, les eaux submergeant ou rompant les digues provoquent des inondations désastreuses qui obligent les *nhaqués* (1) à fuir en abandonnant leur bétail et leurs récoltes. On a de la peine à réaliser l'importance de ces catastrophes, si fréquentes en Indochine. Des centaines de milliers de pauvres gens doivent

(1) Paysans.

du jour au lendemain évacuer leur village, démunis de tout. Ils mourraient de faim sans les efforts conjugués des sociétés de bienfaisance et du Gouvernement — un fonds spécial de prévoyance a été institué par un décret du 25 juillet 1935, pour remédier à ces situations navrantes — qui apportent à ces malheureux le minimum nécessaire pour attendre des jours meilleurs.

Tout dernièrement encore — en 1937 — au Tonkin, 225.000 hectares de rizières ont été submergés; on a compté environ 732.000 sinistrés, une trentaine de morts, hommes, femmes et enfants, et les dégâts se sont élevés à plus de 11.000.000 de piastres.

On conçoit aisément que, dans ces conditions, le petit propriétaire ait toujours besoin d'argent, surtout si l'on considère qu'il doit payer un impôt très élevé eu égard à son capital (2 à 3 piastres par an) et qu'il engage souvent, pour des questions « de face » ou par respect des rites, des dépenses parfois considérables sans songer au lendemain. Tout est prétexte à ces prodigalités qui, en définitive, placent le paysan Indochinois dans la situation de perpétuel débiteur : les fêtes traditionnelles, les anniversaires, les enterrements, les élections locales, etc... Quelque misérable que soit le nhaqué, il lui faut, à ces occasions, dépenser le plus possible. La fête du Têt (premier jour de l'an annamite), en particulier, est le gouffre où disparaît par avance le fruit du travail de toute la famille pendant l'année qui commence ce jour-là parmi la joie des visites rituelles, des festins et des éclatements de chapelets de pétards chinois.

Pour satisfaire son besoin d'argent, le petit propriétaire emprunte où il peut, à n'importe quel taux. « S'il emprunte avec un tel manque de retenue, c'est qu'il a l'intention de ne pas rendre ; il espère bien qu'une circonstance quelconque interviendra qui lui ôtera le souci de rembourser et frustrera son créancier ; car, si le paysan tonkinois est un bon contribuable (c'est une source d'honneurs, d'avantages, de préséances dans le village que de payer ses impôts sans retard), c'est

un très mauvais débiteur. » (1) Ce caractère détermine une nouvelle cause de son endettement : l'usure. « Dans tous les pays où elle sévit, l'usure est née de la mauvaise foi du débiteur (2) qui contraint le prêteur à exiger des intérêts énormes pour se couvrir des pertes qu'il subit. En Afrique du Nord, l'indigène musulman empruntait à n'importe quel taux à l'usurier juif parce qu'il était bien résolu à ne pas rembourser et qu'il espérait bien qu'une catastrophe quelconque, dont la plus souhaitable était la mise à sac du quartier juif, lui éviterait de rembourser. » (3)

La plupart du temps, les petits propriétaires ne peuvent pas obtenir directement du crédit, ils doivent alors s'adresser aux autorités communales qui garantissent au créancier le remboursement. Aussi, celles-ci prélèvent-elles un super intérêt, le taux atteignant alors 10 à 12 % *par mois*.

Si, par extraordinaire, ils arrivent à trouver directement du crédit sans avoir recours aux autorités de leur village, c'est qu'ils s'adressent à un voisin ou à un ami, ou encore c'est qu'ils vendent à réméré les quelques arpents de terre qu'ils possèdent. Ici encore, les conditions sont très dures ; elles varient de 60 à 100 % par an. M. Gourou, dans son ouvrage sur « les paysans du delta tonkinois » signale même que, dans la province de Bac-Ninh, des prêts de paddy faits au dixième mois et remboursables au cinquième mois de l'année suivante portent 100 % d'intérêt pour cette période de six mois, parce que les paddy du cinquième mois sont moins estimés que ceux du dixième.

A ce taux, le paysan qui commence à emprunter éprouve la plus grande peine à rembourser. S'il veut comprendre, avant qu'il ne soit trop tard, dans quel engrenage il s'est engagé, il pourra peut-être se libérer, mais à condition de vendre au plus vite une partie de ses biens pour sauver le reste du désastre, de même qu'il est nécessaire, lorsque la gan-

(1) Pierre Gourou. — Les paysans du Delta Tonkinois, p. 378, Paris 1936.

(2) En partie seulement, croyons-nous.

(3) Pierre Gourou, op. cit.

grène s'est mise dans un membre, qu'une prompte amputation intervienne pour sauver le corps.

Quant aux moyens et grands propriétaires s'ils ont moins besoin d'avoir recours au crédit, leur système d'exploitation par l'intermédiaire d'ouvriers agricoles ou de métayers qui grèvent sérieusement le budget de leurs entreprises leur permet tout juste, en année normale, de couvrir leurs dépenses. Mais qu'arrive une catastrophe quelconque, et les voilà à la recherche du crédit et, plus leur besoin d'argent est grand, plus les usuriers, toujours à l'affût de bonnes affaires, deviennent exigeants. Si les intéressés n'amortissent pas alors au plus vite ces emprunts, les voilà, à leur tour, pris dans l'engrenage, et ils deviendront bientôt, s'ils ne sont pas aidés, les métayers de leurs créanciers.

Cet accaparement des terres par les prêteurs d'argent est plus répandu encore qu'on ne le croit généralement. Il s'observe surtout dans les pays surpeuplés (Thaï-Binh) ou ravagés périodiquement par les inondations (Hung-Yen).

En résumé, la situation matérielle des agriculteurs en Indochine — la presque totalité des habitants — exception faite pour les très riches propriétaires de Cochinchine, voisine presque continuellement la misère. Comme le note M. Yves Henry dans son étude sur « le crédit populaire et commercial aux Indes néerlandaises », « il n'est pas de Français venu en Indochine qui, s'étant penché vers le paysan, n'ait été frappé par sa situation précaire ou profondément remué par l'état misérable dans lequel le plongent, à l'occasion, les fléaux habituels à l'agriculture. Le nhaqué est l'esclave à la fois de la nature et des hommes. La sécheresse et les épizooties, les inondations et les typhons, l'usure enfin, le trouvent dépourvu de tout moyen de lutte ou de réparation. Combien de pages écrites sur le vif, déjà, ont témoigné de l'intérêt que nos compatriotes n'ont cessé de porter aux populations rurales qui forment la masse du peuple et sont le principal facteur de la puissance économique du pays ! »

Dès la conquête, l'administration française s'est efforcée, par tous les moyens, d'alléger la misère du paysan indochinois.

Elle s'est attaquée avec succès, grâce au corps des médecins coloniaux, aux épidémies qui décimaient la population du pays. C'est ainsi que, pour le choléra par exemple, alors qu'on enregistrait, en 1927, 33.000 cas, il n'y avait plus en 1936 que 70 cas ; pour la peste, il y avait 1.106 cas en 1921 et 34 cas seulement en 1936 ; pour la variole, 1.724 décès en 1929, 147 en 1936, etc... De même, elle a lutté contre les épizooties qui, maintenant, tendent à disparaître ; elle s'est efforcée de rénover les races locales en important des reproducteurs étrangers ; d'améliorer l'agriculture à l'aide de méthodes modernes d'engrais et de sélection des graines ; le commerce et l'industrie en créant de nouveaux besoins aux indigènes et en orientant les produits locaux vers des débouchés jusqu'alors inconnus d'eux. Si elle n'a pu lutter contre les typhons, elle a fait tout ce qui était en son pouvoir pour combattre les inondations en renforçant les digues et la sécheresse, en multipliant les barrages et les canaux d'irrigation, etc...

Après s'être attaquée aux fléaux de la nature, la colonisation française se devait d'entreprendre la lutte contre cet autre fléau : *l'usure*.

Tout fut mis en œuvre pour la combattre ; les textes et les règlements se sont multipliés sur ce point jusqu'à ces dernières années. Mais, pas plus que dans beaucoup d'autres pays, cette interdiction officielle de l'usure ne devait donner les résultats qu'on en attendait. En Indochine comme ailleurs, les usuriers continuèrent leur trafic rémunérateur, en dépit de la loi. Il ne restait plus, à la disposition des autorités, qu'un seul moyen de les réduire : leur faire concurrence en mettant à la portée de tous du crédit à un prix raisonnable.

L'idée devait donc naître d'une organisation du Crédit agricole. Toutefois, dans le passé, l'expérience que l'on possédait de ces questions était bien élémentaire. Même en France, les tentatives se multipliaient sans orientation précise, laissant planer un doute sur la réussite de semblables entre-

prises. Il était, en effet, indispensable de découvrir un mécanisme de nature à aplanir les principales difficultés inhérentes au crédit agricole, à savoir la faiblesse économique de la plupart des cultivateurs et la nécessité d'une longue attente jusqu'à la réalisation de la récolte.

L'essai fut tenté et ce sera précisément le but de cette étude de montrer comment l'effort français s'est manifesté en vue de la réalisation de ce programme, quelles difficultés il a eu à vaincre et quels sont les résultats qu'il a obtenus.

TITRE PRÉLIMINAIRE

HISTORIQUE DU CRÉDIT AGRICOLE INDIGÈNE EN INDOCHINE

CHAPITRE PREMIER

LES PRETS SUR RECOLTE

SECTION I

Prêts aux indigènes de Cochinchine ;

l'arrêté du 21 avril 1876

Le premier essai de Crédit aux agriculteurs indigènes de l'Indochine a été réalisé en Cochinchine, sous forme de prêts sur les récoltes et réglé par l'arrêté local du 21 avril 1876 modifié, par la suite, par les arrêtés locaux des 21 janvier 1886 et 23 janvier 1888, ainsi que par l'arrêté général du 11 janvier 1897.

Il s'agissait de distribuer du crédit à bas prix à la fois pour donner une impulsion nouvelle à l'agriculture et combattre l'usure, « la plus grande plaie de ce pays ». Il fallait, en outre, tenir compte du fait que peu d'agriculteurs indigènes

pouvaient, à cette époque, offrir des garanties suffisantes pour contracter des emprunts sur leurs récoltes. La solution adoptée par les auteurs de l'arrêté du 21 avril 1876 satisfaisait ces deux points de vue opposés.

En effet, en vertu de ce texte, des prêts — en principe à court terme — pouvaient être accordés par la Banque de l'Indochine aux cultivateurs de Cochinchine par l'intermédiaire des administrateurs dont la signature emportait, pour la Banque, garantie de la Colonie. La Colonie, pour se garantir à son tour, exigeait que les demandes soient transmises par les communes pour tous ceux de leurs inscrits qui le désiraient. Ces derniers donnaient, en garantie de leur engagement, leur récolte ou, à défaut de celle-ci, le fonds lui-même.

Le montant des prêts accordés à un emprunteur ne devait pas dépasser le tiers estimé de la valeur de la récolte, et les prêts devaient être, sous la responsabilité de la commune, remboursés par les emprunteurs dans un délai de cent vingt jours. Toutefois, les intéressés pouvaient obtenir, s'ils la sollicitaient, une prorogation de délai jusqu'à la récolte. La culture du riz étant, à cette époque, la culture presque exclusivement pratiquée par la Cochinchine, l'arrêté de 1876 spécifiait que cette prorogation serait étendue jusqu'au 15 mars de chaque année, au profit des propriétaires de rizières. Ces dernières dispositions ne devaient d'ailleurs pas rester longtemps en vigueur. En effet, l'arrêté du 23 janvier 1888, dans l'intérêt de l'emprunteur lui-même, décida de fixer la date de l'échéance, sans faire état de la date du contrat, à la fin des travaux agricoles. S'inspirant de ces considérations, ce texte disposait que l'emprunteur devait prendre désormais l'engagement de rembourser le prêt total fait par la Banque, le 15 mai de chaque année, et ce, quelle que soit la date à laquelle le prêt avait été consenti.

Quant au taux de l'intérêt exigé, primitivement fixé à 15 0/0, il fût progressivement ramené à 8 0/0, dont 2 0/0 étaient ristournés par la Banque de l'Indochine à la Colonie en couverture de sa garantie.

Prêts aux indigènes des provinces de l'Annam-Tonkin

§ 1. — *L'arrêté du 11 janvier 1897.*

A l'heure où était inauguré le système des prêts sur récolte cautionnés par l'administration, on ne pouvait songer à en étendre l'application en dehors des limites de la Cochinchine, sur des territoires où nos troupes s'efforçaient encore péniblement d'établir notre souveraineté. Le traité de Saïgon du 15 mars 1874, s'il nous conférait certaines prérogatives sur l'empire d'Annam, ne le plaçait pas encore, en effet, sous notre suzeraineté. D'ailleurs, la Chine, vers laquelle se rapprochait la cour de Hué, s'opposait obstinément à tout protectorat de la France sur ce pays.

Après même que furent signés, à la suite de campagnes très dures, les traités du 25 août 1883, 6 juin 1884 et 30 juillet 1885, la pacification devait encore durer une dizaine d'années.

Enfin, après les conventions complémentaires du 20 juin 1895, aucun trouble grave ne venant plus mettre obstacle aux progrès de notre expansion, le moment parut favorable d'entreprendre notre effort en vue d'améliorer le sort des paysans de l'Annam et du Tonkin. « Et c'est ainsi que, avant de tenter l'initiation de cet agriculteur indigène à nos procédés modernes de culture, on songea tout d'abord à lui procurer l'instrument qui, dans bien des cas, lui serait le plus indispensable, l'argent, et pour cela mettre à sa disposition, comme on l'avait fait depuis si longtemps dans les provinces cochinchinoises, les fonds de la Banque de l'Indochine » (1).

En fait, le 11 janvier 1897, le Gouverneur Général de l'Indochine signait un arrêté autorisant les communes de l'Annam et du Tonkin à contracter au nom et pour le compte de leurs inscrits, des emprunts à la Banque privilégiée de la Colonie. C'était étendre à ces pays de protectorat l'institution des prêts sur récolte telle qu'elle fonctionnait en Cochinchine. Le Ministre des Colonies lui-même le notait en transmettant,

(1) A. Cuniac. — « Le crédit agricole en Indochine ». Thèse, Paris 1904, op. cit.

le 14 août 1896, le projet d'arrêté au Directeur de la Banque :
« Ainsi que vous vous en rendez compte, précisait-il, cet arrêté n'est que la reproduction presque littérale de la réglementation des prêts sur récoltes effectués en Cochinchine... ».

§ 2. — *L'arrêté du 25 septembre 1898.*

Ce texte ne devait d'ailleurs pas rester longtemps en vigueur. A peine deux ans après sa promulgation, il était en effet rapporté et remplacé par l'arrêté du 25 septembre 1898 pris par M. Paul Doumer alors Gouverneur Général de l'Indochine.

Ce n'était pas une réorganisation fondamentale qu'apportait ce nouveau texte ; il reprenait en effet les règles essentielles du système inauguré en 1876 dans les provinces de Cochinchine et qui fonctionnait depuis dix-huit mois en Annam et au Tonkin.

Les conditions dans lesquelles étaient introduites les demandes de prêts par l'intermédiaire des communes étaient les mêmes que pour la Cochinchine mais la garantie de la Colonie était explicitement donnée, sur chaque demande, par les Résidents chefs de province pour les prêts inférieurs ou égaux à 150 piastres et par le Résident Supérieur pour les sommes plus élevées.

Les prêts étaient consentis pour une durée maxima de six mois. Ils pouvaient cependant être prorogés en cas de mauvaises récoltes, inondations, ou toute autre éventualité, sans que la durée totale du prêt pût toutefois excéder une année. Cette faveur était subordonnée à l'appréciation du chef de province qui, sur une simple requête du demandeur transmise par le maire et certifiée par deux notables, pouvait accorder, après enquête, la prolongation sollicitée, sans que le pétitionnaire ait à venir lui-même au chef-lieu.

Quant au taux annuel de l'intérêt, il était fixé à 8 0/0, dont 2 0/0 étaient, ici encore, ristournés par la Banque de l'Indochine à la Colonie en compensation de l'engagement de sa responsabilité. La moitié de cette ristourne était d'ailleurs transmise, conformément aux dispositions de l'arrêté du 25 septembre 1898, aux budgets provinciaux.

Les recouvrements étaient faits dans chaque village par les notables. Le processus en était le suivant : les chefs de province étaient informés des sommes à recouvrer dans leur circonscription par un état que la Banque de l'Indochine leur adressait quinze jours avant l'échéance des prêts. A leur tour, ils invitaient les notables des villages intéressés d'avoir à récupérer les sommes qui étaient arrivés à échéance. Un délai de rigueur de trente jours était alors accordé aux emprunteurs pour se libérer du principal et des intérêts de leur dettes. Dès le lendemain de l'expiration de ce délai, les chefs de province établissaient les bilans de chaque commune et informaient la Résidence Supérieure et le Trésor du chiffre des sommes restant à recouvrer.

C'est alors que l'engagement de garantie pris par l'administration du protectorat produisait son plein effet : un mandat budgétaire était émis, au profit de la Banque, pour parer le compte des remboursements.

Mais comme cet engagement de l'administration retombait sur la commune, les notables assumant, en fin de compte, toute la responsabilité de l'opération, ceux-ci étaient autorisés à se couvrir directement sur les emprunteurs. Un nouveau délai de grâce de quinze jours était alors accordé aux débiteurs, et, passé ce délai, si le paiement n'avait pas été effectué, les récoltes pouvaient être vendues d'office sur le vu d'un ordre de la Résidence. Si leur valeur était insuffisante pour couvrir le montant des sommes restant dues, le fonds lui-même pouvait être mis en vente et le prix être affecté en atténuation ou jusqu'à concurrence du montant total de la dette — principal et intérêts.

SECTION III

Les résultats de l'Institution

§ 1^{er}. — Son échec.

Les résultats de cette organisation, réalisée dans le cadre purement administratif, mal adaptée aux besoins des cultivateurs, furent décevants.

Beaucoup de prêts furent détournés de leur destination par les autorités mandarinales ou les personnes interposées ; des gages fictifs furent donnés ; les recouvrements se firent mal et, les communes n'ayant pu rembourser, la Colonie dût verser à la Banque de l'Indochine des sommes importantes au lieu et à la place des débiteurs récalcitrants ou de mauvaise foi.

En Cochinchine surtout l'institution avait été déviée de son but. L'obligation de remboursement dans un délai très court avait été vite perdue de vue. L'aval de la Colonie n'était pas, dans ces conditions, resté théorique et, en 1915, un prélèvement de 40.000 piastres dût être effectué sur la caisse de réserve pour rembourser à la Banque de l'Indochine certains prêts non amortis. Aussi, le 16 octobre 1916, le Ministre des Finances attirait-il l'attention du Ministre des Colonies sur cette situation préjudiciable au plus haut point aux finances locales.

Afin de protéger les intérêts de la Colonie, on décida alors que lorsque des demandes de prorogation seraient reconnues bien fondées, il y aurait lieu d'exiger une affectation hypothécaire. Ce souci de l'intérêt public modifia entièrement l'objet des prêts sur récolte et leur conféra le caractère de véritables prêts à long terme. Cette transformation eût pû se justifier si l'agriculture n'avait pas disposé d'autres moyens de crédit. Mais, à cette date, la situation avait complètement changé en Cochinchine du fait de l'installation de nombreux établissements bancaires et surtout de la création des sociétés indigènes de crédit agricole mutuel (S. I. C. A. M.) que nous étudierons plus loin.

Malgré l'établissement de tout ce système d'organisations officielles ou privées, le vieil arrêté du 21 avril 1876 était demeuré en vigueur. Il était invoqué par certains propriétaires fonciers ou par des sociétés se livrant à des cultures permanentes qui, après avoir épuisé tous les moyens de crédit, avaient recours à l'aide pécuniaire du Gouvernement local. Aussi, au 31 décembre 1934, restait-il dû 276.000 piastres de capital et 42.000 piastres d'intérêt qu'il était impossible de faire rembourser par les débiteurs.

§ 2. — *Sa suppression.*

Les services que les arrêtés du 21 avril 1876 et 25 septembre 1898 étaient susceptibles de rendre apparaissaient donc comme hors de proportion avec les risques qu'ils faisaient courir aux différents budgets locaux, ces textes ne recevant plus d'application pratique que dans la mesure où ils étaient détournés de leur rôle initial. Créés pour venir en aide aux individualités peu initiées au mécanisme du crédit moderne et dont la somme des intérêts anonymes devait représenter l'intérêt général, ils étaient invoqués par des sociétés constituées précisément sur le crédit ; ayant pour objet les cultures annuelles, ils étaient appliqués aux cultures permanentes ; au lieu de contribuer au développement de l'agriculture, les prêts étaient utilisés parfois à des fins toutes autres que l'administration se trouvait dans l'impossibilité de contrôler. Et plutôt que l'intérêt général, ils servaient des intérêts particuliers assez discutables qui souvent n'avaient eu que le mérite de savoir invoquer avec insistance des précédents contestables.

A la suite de ces vicissitudes, cette forme de crédit a dû être supprimée.

Pour le Tonkin et le Nord-Annam, l'arrêté du 25 septembre 1898 a été abrogé par celui du 21 juillet 1927 afin d'éviter toute confusion avec l'institution du crédit mutuel agricole que ce dernier texte créait.

Pour la Cochinchine, cette réglementation a été abrogée tout dernièrement par un arrêté en date du 28 mars 1935.

Il ne faut pas se dissimuler cependant que malgré la suppression de cette institution, les prêts sur récolte actuellement consentis et restés en souffrance, seront remboursés avec difficulté par les emprunteurs dont la situation s'avère singulièrement précaire.

Cet échec, évident depuis de nombreuses années, a amené l'administration indochinoise à chercher autre chose pour résoudre la question si importante du crédit agricole. C'est ainsi qu'on en vint à tenter de l'organiser en se basant sur le principe de la mutualité.

CHAPITRE DEUXIEME

LE CREDIT AGRICOLE MUTUEL INDIGENE

L'association coopérative de crédit est née en Allemagne. Elle s'est ensuite répandue dans toute l'Europe centrale avec une rapidité étonnante. De là, elle a gagné les pays balkaniques et la Russie des tzars.

Dans ces différentes régions, malgré la situation misérable et le faible développement intellectuel des milieux ruraux qui rendaient particulièrement malaisée l'acclimatation de l'institution, le succès a été surprenant. C'est que la coopération est singulièrement efficace dans les pays pauvres où les capitaux sont rares et où le développement de l'usure favorise tout naturellement les groupements de ce genre. « Ceux-ci renforcent considérablement en effet le crédit de leurs adhérents à raison à la fois de la solidarité instituée entre eux et du contrôle mutuel qu'ils exercent. Par voie de conséquence, ces associations trouvent accès auprès des établissements de crédit et, de plus, elles attirent les dépôts des épargnants dans des conditions telles qu'il leur est le plus souvent facile de faire à leurs sociétaires des prêts de campagne à des taux relativement modiques. Les associations bien gérées peuvent faire mieux encore. Grâce à des prélèvements sur les bénéfices annuels, elles peuvent se constituer d'importants « fonds de réserve » ce qui leur permet de pratiquer « l'autofinancement » et dès lors, n'ayant plus d'intérêt à servir à quiconque, elles sont à même de prêter à leurs adhérents à des taux véritablement infimes ». (1)

D'Europe, les caisses de crédit agricole mutuel ont gagné l'Extrême-Orient. Il y a eu, en effet, dans cet ordre d'idées, des réalisations parfaites, en particulier au Japon, dans les Indes britanniques et dans les Indes néerlandaises qui sont des pays où la masse rurale est presque aussi arriérée qu'en Indochine Française.

(1) G. Khérian : « Le rôle de la coopérative dans l'Union indochinoise », *La revue indochinoise juridique et économique*. Hanoï 1937.

On peut donc dire, avec M. Kherian, que « c'est être réaliste que d'affirmer la portée universelle du remède coopératif dans la lutte contre l'usure, et ceci en dépit des contingences géographiques, raciales ou religieuses (1) ».

En présence de ces expériences réalisées dans les régions les plus différentes, il était logique que les gouvernants indochinois qui se trouvaient en face d'un problème résolu d'une manière satisfaisante dans tous ces pays par le moyen de la coopération, songeassent, après l'échec des prêts sur récolte, à utiliser le même procédé pour atteindre le même résultat. Il faut noter cependant qu'à l'instar de ce qui s'est produit dans presque toutes les possessions coloniales (en particulier à Java), le mouvement coopératif ne s'est pas développé en Indochine par l'action spontanée des intéressés. C'est la puissance publique qui a pris l'initiative de la création de divers organismes qu'elle continue non seulement à financer, mais encore à diriger dans une très large mesure.

D'ailleurs, le problème n'a pas reçu des solutions identiques en Cochinchine et dans les autres pays de l'Union Indochinoise. Cette constatation nous amène à étudier d'abord l'historique des institutions de Cochinchine qui sont les plus anciennes et à n'aborder qu'ensuite l'historique des caisses de crédit agricole mutuel des autres pays de l'Union : Tonkin, Annam et Cambodge.

SECTION I

Historique du Crédit Agricole Mutuel indigène en Cochinchine.

§ 1. — *La mise en application de la loi du 5 novembre 1894*

A. — *Le régime de cette loi.* — Dès le début de ce siècle, la propagande en faveur du mouvement coopératif s'est manifestée en Cochinchine. Des hommes comme M. Duchemin s'en firent les ardents défenseurs. Bientôt, l'idée attei-

(1) G. Khérian, op. cit.

gnait les sphères officielles qui, dans le même temps, constataient l'échec du vieil arrêté du 21 avril 1876 sur les prêts sur récolte.

C'est ainsi que, en 1907, 1910, 1911, le Conseil Colonial émit le vœu que l'administration tentât, à titre d'expérience, de constituer, dans une province, un syndicat agricole avec caisse de crédit suivant la forme prévue par la loi du 5 novembre 1894 rendue applicable aux colonies par son dernier article, mais qui ne fut promulguée en Cochinchine que par l'arrêté du Gouverneur Général en date du 11 juillet 1908.

Cette loi, modifiée à plusieurs reprises puis finalement abrogée en France par la loi du 5 août 1920 mais qui est restée, après cette date, en vigueur en Cochinchine — solution très contestable d'ailleurs — dispose :

1° Que des sociétés de Crédit agricole, ayant exclusivement pour objet de faciliter et de garantir les opérations concernant l'industrie agricole, peuvent être constituées soit par la totalité des membres d'un ou plusieurs syndicats professionnels agricoles, soit par une partie seulement des membres de ces syndicats ;

2° Que ces sociétés peuvent recevoir des dépôts de fonds en compte courant avec ou sans intérêts ; se charger, relativement aux opérations concernant l'industrie agricole, des recouvrements et des paiements à faire pour les syndicats ou pour les membres de ces syndicats ; qu'elles peuvent notamment contracter les emprunts nécessaires pour constituer ou augmenter leurs fonds de roulement ;

3° Que le capital social de ces sociétés doit être formé à l'aide de souscriptions des membres de la société ; que ces souscriptions forment des parts qui peuvent être de valeur inégale ; que ces parts sont nominatives et ne sont transmissibles que par voie de cession aux membres du syndicat et avec l'agrément de la société ;

4° Que ces sociétés seront des sociétés commerciales dont les livres devront être tenus conformément aux prescriptions du code de commerce ; qu'elles seront enfin exemptes du droit de patente ainsi que de l'impôt sur les valeurs mobilières.

En bref, cette loi permettait, sur une base solide, la création de sociétés de crédit agricole mutuel. Malheureusement, à cette époque, les syndicats n'étaient pas autorisés en Indochine ; il fallut, dès lors, commencer par les rendre légaux.

Deux arrêtés du Gouverneur Général intervinrent à cet effet et complétèrent l'arrêté du 12 juin 1907 qui avait déjà autorisé la création en Cochinchine de sociétés de prévoyance, de secours et de prêts mutuels.

Ce fut d'abord l'arrêté du 11 juillet 1908 qui autorisa la création de syndicats professionnels en Cochinchine. Puis, surtout, l'arrêté du 8 novembre 1912 qui réglementa, dans cette même colonie, la constitution des syndicats agricoles.

Aux termes de ce dernier texte, les syndicats agricoles devaient avoir exclusivement pour objet l'assistance mutuelle agricole dans les formes reconnues par la loi, savoir : prêts, achats d'instruments, travaux d'amélioration et de développement de la culture et, généralement, tous moyens susceptibles d'étendre la puissance agricole du pays.

L'arrêté du 8 novembre 1912 précise également que le Gouverneur de la Cochinchine peut autoriser la constitution de syndicats agricoles indigènes entre :

1° Propriétaires, usufruitiers ou usagers de rizières ou autres biens fonciers agricoles, exploitant ces biens pour eux-mêmes ou pour autrui ;

2° Régisseurs, fermiers, métayers et, en général, tous agriculteurs cultivant un hectare de terre au minimum et étant inscrits, depuis deux ans au moins, sur les rôles d'un village ; les femmes pouvant faire partie des différents syndicats agricoles et le même indigène pouvant être membre de plusieurs syndicats agricoles sans pouvoir toutefois faire partie de plus d'un comité de direction.

Avec l'existence des syndicats agricoles, il devenait possible de faire fonctionner, en Indochine, les organismes qui étaient prévus par la loi du 5 novembre 1894.

En fait, dès 1912, une caisse de crédit agricole mutuel était organisée à Mytho. Elle comportait une forme de prêts dont le remboursement était garanti par la récolte de l'em-

prunteur déposée dans les magasins de la société, ce qui n'était pas autre chose que du warrantage agricole.

L'usage de cette garantie fut régularisée par suite de la promulgation en Indochine, le 9 juillet 1916, du décret du 6 mai 1915 rendant applicable dans cette colonie la loi du 30 avril 1906 sur les warrants agricoles. D'après cette loi, « tout agriculteur peut emprunter sur les produits agricoles ou industriels de son exploitation qui ne sont pas immeubles par destination, y compris le sel marin et les animaux lui appartenant, soit en en conservant la garde dans les bâtiments ou sur les terres de cette exploitation, soit en en confiant le dépôt aux syndicats, comices et sociétés agricoles dont il est adhérent, ou à des tiers convenus entre les parties... Le produit warranté reste, jusqu'au remboursement des sommes avancées, le gage du porteur du warrant ».

Malgré l'intervention de cette législation, l'essai de prêts sur warrantage agricole tenté à Mytho aboutit à un échec complet. Il fallut renoncer à persévérer dans cette voie.

La création du *nantissement agricole* réalisé par l'arrêté du Gouverneur Général en date du 28 novembre 1918 — modifié par les arrêtés du 2 mars 1919 et du 27 mai 1932 — et approuvé par le décret du 22 mars 1919, vint alors donner aux caisses de crédit agricole mutuel de Cochinchine l'instrument qui devait assurer leur développement.

Ce texte dispose en effet que les membres des syndicats et des caisses de crédit agricole indigènes, régulièrement constitués en Cochinchine, qui désirent obtenir des prêts de ces syndicats, de ces caisses ou de leurs adhérents peuvent consentir en garantie un nantissement sous seing privé à court terme de leurs biens immeubles dit « nantissement agricole ».

Ce nantissement agricole doit, pour être valable, être fait en double exemplaire et être inscrit sur le « diâbô » (registre foncier indigène) de la situation des biens ; il est, dans ces conditions, opposable aux tiers au même titre que le nantissement ordinaire et l'hypothèque. Un exemplaire doit d'ailleurs être conservé aux archives de l'Inspection intéressée.

L'arrêté du 28 novembre 1918 prévoit, en outre, que ces

actes de nantissement ne sont assujettis au droit d'enregistrement que lorsqu'ils sont produits en justice et que, dans ce cas, les frais d'enregistrement sont ceux perçus pour les billets de dette. Par contre, ces mêmes actes sont passibles du droit de timbre des effets de commerce à moins qu'ils ne soient le complément d'un billet à ordre négociable.

Notons enfin qu'en cas de non paiement à l'échéance, l'acte de nantissement est exécutoire par lui-même, la procédure suivie pour l'exécution étant la procédure au droit commun indigène qui est beaucoup plus rapide et nettement moins coûteuse que la procédure française.

Ce texte, on s'en rend compte, apportait aux sociétés de crédit agricole mutuel des avantages considérables. Dès lors, le droit réel ainsi constitué en leur faveur pour assurer la sécurité des capitaux qu'elles utilisent n'est plus seulement une hypothèque, il est autrement fort. En vertu du nantissement immobilier, la société qui prête sous cette garantie est mise en possession de l'immeuble donné en gage et le retient, jusqu'à ce qu'elle soit intégralement payée en capital et intérêts, contre tout réclameur, propriétaire, acheteur, adjudicataire, etc... Elle peut revendiquer, jusque-là, par préférence, le produit de toute vente judiciaire mais à titre d'acompte sur le montant de sa créance. Elle possède autant de garanties, en d'autres termes, qu'un gérant de mont de piété sur le gage qu'il détient en garantie de son avance.

Ajoutons ici que le nantissement agricole en Cochinchine — sur lequel il nous faudra revenir lorsque nous étudierons les institutions actuelles de cette colonie — a été complété, par la suite, par les articles 130 à 145 et 271, 272 et 275 du décret du 21 juillet 1925 rendus applicables sur tout le territoire de la Cochinchine par le décret du 24 mai 1932, et ceci quel que soit le statut des détenteurs des propriétés et des bénéficiaires de nantissements.

A la suite de la promulgation de l'arrêté du 28 novembre 1918, les syndicats agricoles et les caisses de crédit se multiplièrent en Cochinchine. Il en fut créés successivement à Soctrang, Longxuyèn, Cantho en 1918 ; Bac lieu en 1919, Tra-Vinh en 1920, Sadec en 1921, Vinhlong en 1922, Gia-

dinh en 1923, Bentre en 1924, Chaudoc, Gocong, Bienhoa, Cholon et Tan An en 1926. Elles étaient bientôt au nombre de 20.

B. — *Ses résultats.* — Ces organismes de crédit, soumis au régime de la loi de 1894, fonctionnèrent comme de véritables sociétés commerciales. Leur gestion notamment fût assurée par un conseil d'administration purement indigène et, en fait, entièrement laissé aux indigènes influents à qui revenaient nécessairement les postes d'administrateurs. Aussi, les petits propriétaires et les fermiers furent-ils écarté du bénéfice du crédit distribué par ces organismes. Or, la puissance publique se proposait — nous l'avons vu — de délivrer le peuple du joug des usuriers en lui procurant, à intérêt très faible, des fonds que devaient grossir sans cesse les souscriptions des sociétaires dont on espérait l'accroissement.

En fait, d'ailleurs, ces souscriptions étaient demeurées fort modestes et les fonds prêtés provenaient presque en totalité de la puissance publique, soit directement — comme les redevances annuelles de la Banque de l'Indochine ou les fonds prélevés à la Caisse Locale des Retraites — soit indirectement — comme le produit du réescompte par la Banque de l'Indochine, des effets souscrits par les sociétaires et portant à la fois l'aval d'une S.I.C.A.M. (1) et la garantie du Gouvernement de la Cochinchine.

Chose extraordinaire, comme le fait remarquer si justement M. Kherian (1), « les millions de piastres ainsi avancées pour combattre l'usure avaient eu très souvent cette conséquence paradoxale de fournir de nouvelles armes aux usuriers. En effet, les membres des conseils d'administration des S. I. C. A. M. s'étaient servis royalement sans oublier leurs parents et amis. Disposant ainsi de sommes empruntées à un taux minime pour l'Indochine, toutes ces personnes les avaient prêtées à des taux énormes à leur clientèle habituelle. »

Nous nous trouvions en présence, comme les Hollandais

(1) S.I.C.A.M. abréviation usuelle en Cochinchine pour désigner les sociétés indigènes de crédit agricole mutuel.

(1) G. Khérian, op. cit.

à Java, les Américains aux îles Philippines, de cette habitude invétérée des indigènes de l'Extrême-Orient pour qui le manie-
ment de l'autorité et de l'argent doit toujours être une source
de profits qu'il s'agisse de fonctionnaires, de notables ou de
propriétaires terriens. En fait, toute l'histoire du crédit agri-
cole en Cochinchine, établit, d'une façon constante, que l'in-
tervention des indigènes, dans la gestion d'organismes de ce
genre, chaque fois qu'elle n'a pas été contrôlée de près, a tou-
jours abouti au prélèvement de commissions aussi nombreuses
qu'excessives.

D'autre part, les sociétaires des S.I.C.A.M. qui auraient
dû consacrer les sommes empruntées à l'usage exclusif de
leurs exploitations agricoles leur avaient parfois donné les
utilisations les plus fantaisistes. Les uns construisaient de
véritables palais, d'autres fondaient des journaux, d'autres
encore installaient des usines n'ayant aucun rapport avec
l'agriculture, etc.

Enfin, l'absence de régime foncier dans certaines pro-
vinces avait permis à certains débiteurs de mauvaise foi de
produire des titres de propriété apocryphes. Aussi, lorsqu'il
s'était agi de récupérer certaines avances, on n'avait plus
trouvé personne devant soi.

Tout cela s'était finalement traduit par une énorme con-
grégation de crédit de l'ordre de plus de 10 millions de pias-
tres avec cette circonstance aggravante qu'environ 5 millions
pouvaient être considérés comme irrémédiablement perdus et
devaient rester à la charge du budget local de la Cochinchine
qui avait donné sa garantie pour le réescompte des effets des
sociétés de crédit agricole mutuel.

Ces excès auraient pu incontestablement être évités dans
une large mesure — même compte tenu de la griserie collec-
tive d'une période de prospérité sans précédent qui a fait que
nulle part on n'a pu éviter complètement certaines impruden-
ces en matière d'octroi de crédit — si on avait pris soin d'éta-
blir un faisceau de freins et de barrages contre les faiblesses
humaines.

§ 2. — *L'arrêté du 28 janvier 1928.*

L'expérience, cependant, ne fût pas vaine ; chacun se rendit bientôt compte que des réformes s'imposaient de toute urgence.

1° Il fallait tout d'abord choisir sérieusement les directeurs de ces établissements de crédit en insistant sur le double plan de la compétence et de la moralité ;

2° Il était, en second lieu, indispensable, pour réduire la clientèle des usuriers, d'attirer, dans les S.I.C.A.M., les cultivateurs modestes et, pour y réussir, il fallait adopter une procédure à la fois simple, rapide et non coûteuse pour l'octroi des prêts modiques ;

3° Enfin, il fallait limiter le montant maximum des prêts et, surtout, augmenter considérablement, de façon à le rendre véritablement efficace, le contrôle de l'emploi des fonds de chacune des sociétés indigènes de crédit agricole mutuel de Cochinchine.

La nécessité de ces réformes n'échappa pas au législateur indochinois ; un arrêté du Gouverneur Général en date du 28 janvier 1928 modifié et complété par la suite par les arrêtés des 23 janvier 1930, 26 février 1931, 5 août 1931, 26 février 1934 et 23 mars 1935 — fût pris en vue d'adapter les S.I.C.A.M. à cette situation nouvelle.

Ce texte et les arrêtés subséquents, tout en maintenant les principes de la loi du 5 novembre 1894, — qu'ils ne pouvaient modifier et qui n'étaient d'ailleurs pas responsables des excès constatés dans la gestion des S.I.C.A.M., — réorganisent cependant l'institution. En particulier, des organes de contrôle sont créés ; c'est ainsi que les sociétés indigènes sont désormais placées sous le contrôle du Gouverneur Général de l'Indochine, du Gouverneur de la Cochinchine et de leurs représentants ; chacune d'elles est, de plus, soumise au contrôle de l'Administrateur Chef de la Province sur le territoire de laquelle elle exerce son activité et ses opérations sont étroitement surveillées par une commission provinciale. Ces différentes autorités peuvent demander, à toute époque de l'année, communication des livres, pièces comptables, et, d'une

manière générale, tous les renseignements concernant le fonctionnement de ces organismes.

De plus, un contrôle permanent de ces sociétés est désormais assuré, sous les ordres directs du Gouverneur de la Cochinchine, par un Inspecteur des Affaires Politiques et Administratives qui exerce les attributions d'Inspecteur Local du Crédit Agricole. Ce haut fonctionnaire est d'ailleurs assisté, dans l'exercice de cette fonction, d'une commission composée, comme nous le verrons plus loin, des notabilités les plus qualifiées en matière de crédit agricole.

Enfin, l'arrêté du 26 février 1934, pris par M. Graffeuil, alors Gouverneur Général intérimaire de l'Indochine, a eu, pour effet, de renforcer encore le contrôle administratif sur l'action des dirigeants des S.I.C.A.M. Ce dernier texte dispose, en effet, que les membres élus des conseils d'administration des sociétés indigènes de crédit agricole mutuel de Cochinchine ne peuvent entrer en fonctions qu'après agrément formel du chef de cette colonie ; qu'en cours de mandat, ils peuvent être destitués par arrêté du Gouverneur de la Cochinchine qui peut, dans ce cas, soit faire procéder à de nouvelles élections, soit nommer une commission administrative de cinq membres qui est alors présidée par le chef de la province intéressée ou par son délégué.

Ce même texte prévoit, en outre, que la responsabilité personnelle des membres du Conseil d'administration demeure engagée en cas de faute personnelle grave, notamment en cas de violation des statuts ou des arrêtés réglementant le fonctionnement des S.I.C.A.M.

Par ailleurs, l'arrêté du 28 janvier 1928 et les textes subséquents établissent une classification des prêts par nature et ramènent à 8.000 piastres, puis à 5.000 piastres, le montant maximum des prêts individuels, et à 12.000 piastres le montant total des prêts cumulés.

§ 3. — *L'arrêté du 5 août 1932*

L'effort réglementaire pour lutter contre les abus s'était manifesté avec netteté dans ces différents textes. Mais il n'était

pas encore complet ; il fallait, en effet, doter les S.I.C.A.M. d'une organisation de nature à empêcher les imprudences les plus graves et permettre à l'administration de suivre au jour le jour et de guider l'action de ces sociétés en vue d'apurer leur situation compromise par la crise et les abus des années précédentes.

Aussi, le Gouverneur de la Cochinchine écrivait-il, le 31 août 1931 et le 6 juillet 1932, au Gouverneur Général de l'Indochine pour lui proposer la création d'une caisse centrale dans cette colonie : « La nécessité est reconnue depuis longtemps en Cochinchine de grouper et de centraliser l'action des vingt sociétés provinciales indigènes de crédit mutuel agricole qui consentent des prêts aux agriculteurs avec la garantie du Gouvernement. Si l'expérience entreprise par la création de ces sociétés provinciales a donné, d'une manière générale, des résultats satisfaisants, il a été constaté cependant que ces sociétés isolées sans liens entre elles n'ont qu'une action restreinte. Chacune de ces sociétés présente, en outre, un certain esprit de particularisme provincial et leur activité, dans les difficiles circonstances actuelles, nécessite une coordination qui apparaît de jour en jour comme des plus indispensables. »

« Il est certain que la solidarité des sociétés de crédit mutuel en Cochinchine serait singulièrement renforcée et rendue plus puissante le jour où, au lieu d'être limitée à un nombre restreint d'adhérents et dans le cadre d'une province, elle s'étendrait sur la totalité du territoire de la Cochinchine et l'ensemble des cultivateurs qui, de plus en plus, recourent aux services de la mutualité agricole. »

« Cette nécessité s'affirme impérieuse à l'heure actuelle. Nombre de ces sociétés se trouvent en face d'engagements vis-à-vis de la Banque d'émission qu'il leur serait difficile de tenir si elles étaient laissées à elles-mêmes. Le budget de la Colonie serait donc amené à se substituer à elles en application de l'engagement de garantie assumé par le budget local de la Cochinchine... Seule, une centralisation des ressources permettra à ces sociétés d'apurer leur situation. »

A la suite de cette intervention pressante, un arrêté du Gouverneur Général de l'Indochine, en date du 5 août 1932,

intervint organisant une caisse centrale du crédit agricole mutuel en Cochinchine avec triple prérogative :

- 1° D'autoriser tous les prêts supérieurs à 3.000 piastres ;
- 2° De centraliser les actifs des S.I.C.A.M. ;
- 3° D'exercer sur elles une véritable tutelle et d'orienter leur action en vue d'obtenir un apurement rapide de leur situation.

L'arrêté du 5 août 1932 complétait ainsi heureusement l'organisation du crédit agricole mutuel indigène en Cochinchine. C'est en combinant ses dispositions avec celles contenues dans la loi du 5 novembre 1894, l'arrêté du 28 janvier 1928 et les arrêtés subséquents qu'on en est arrivé aux institutions qui fonctionnent encore actuellement en Cochinchine et que nous étudierons plus loin en détail.

SECTION II

Historique du Crédit Agricole Mutuel Indigène en Annam, au Tonkin et au Cambodge

Le crédit agricole mutuel indigène permettant de mettre à la disposition des agriculteurs des pays de l'Union Indochinoise autres que la Cochinchine (Laos excepté) un crédit à long, moyen et court terme, a été organisé fort tard. On avait jugé, pendant de nombreuses années et malgré l'échec de l'arrêté de 1898 sur les prêts sur récolte en Annam et au Tonkin, que ces différentes régions étaient trop arriérées pour qu'une organisation de crédit mutuel puisse y réussir. Aussi, lorsque les premiers essais furent tentés, les institutions qui furent créées purent-elles bénéficier largement de l'expérience déjà acquise en Cochinchine : ce fût, sans doute, là une des raisons de leur rapide succès.

§ 1. — *Les arrêtés du 4 septembre 1926 et du 21 juillet 1927* *Le crédit populaire mutuel agricole.*

C'est à M. le Gouverneur Général Alexandre Varenne que revient l'honneur de la création du crédit mutuel agricole indi-

gène dans ces différents pays. C'est lui, en effet, qui voulut et signa l'arrêté du 4 septembre 1926 dans le double but de combattre l'usure et de mettre à la disposition des paysans Tonkinois, Annamites et Cambodgiens, particulièrement des petits propriétaires, un crédit qu'aucune institution bancaire ne pouvait leur fournir en raison de la trop grande dispersion des risques. Ce texte se bornait d'ailleurs à poser le principe de l'organisation du crédit sur la base de la mutualité dans ces différentes régions.

Au début, il avait paru préférable, en effet, d'organiser le crédit agricole comme une administration dépendant des services généraux de l'agriculture. Les modes de fonctionnement de cette institution pouvaient, de la sorte, être révisés par simple décision du Gouverneur Général, ce qui a permis de perfectionner d'année en année les méthodes pratiquées en profitant de l'expérience acquise. C'est d'ailleurs dans ce même but d'éviter de cristalliser l'institution dans une forme insuffisamment adaptée aux circonstances que l'organisation du crédit populaire mutuel a été réalisée par arrêté du Gouvernement Général et non pas par décret.

Bientôt, d'ailleurs, un arrêté, en date du 21 juillet 1927, vint préciser l'organisation et le fonctionnement de l'institution. Ce texte donne aux banques provinciales la forme de sociétés civiles à capital variable, ce qui leur confère la personnalité civile ; il stipule que ces sociétés doivent être régies par des statuts conformes à l'arrêté organique pour pouvoir bénéficier des avantages offerts par le crédit populaire agricole ; il trace ensuite le cadre dans lequel les banques doivent évoluer, par le moyen de dispositions d'ordre général concernant leur création et leur fonctionnement ; il indique les pouvoirs respectifs du conseil d'administration, du directeur de la Banque et du chef de province ; la constitution et les pouvoirs de l'assemblée générale ; les opérations que les banques sont autorisées à faire ; les conditions des prêts et la nature des garanties exigées, la déclaration et la répartition des bénéfices ; la composition des fonds des banques ; l'attribution des avances ou emprunts sur le compte spécial du crédit populaire agricole et la gestion de ce compte ; enfin, le contrôle des opérations et des banques.

§ 2. — *Le décret du 20 mai 1933.*

A. — *L'office central.* — Cet arrêté du 2 juillet 1927, très complet, ne donnait cependant pas au crédit populaire mutuel agricole indigène en Annam, au Tonkin et au Cambodge, sa forme définitive. En effet, ce n'est qu'en 1933 qu'un décret — en date du 20 mai, promulgué en Indochine par arrêté du Gouverneur Général en date du 27 juin 1933 — a érigé le crédit agricole mutuel dans ces divers pays en office autonome — autonomie financière et personnalité civile — en créant « l'office indochinois de crédit agricole mutuel. »

Ce décret a été complété par des arrêtés du Gouverneur Général de l'Indochine en date du 10 octobre 1933 et du 30 août 1934. Le premier de ces textes qui avait été pris pour la mise en application du décret du 20 mai 1933 avait laissé apparaître de nombreuses imperfections. La création d'un office autonome n'avait pas échappé aux inconvénients des établissements similaires qui ne tardent pas à revendiquer une liberté d'action complète dans leurs méthodes de travail comme dans l'emploi de leurs moyens financiers. Repoussant la moindre ingérence du Gouvernement dans leurs affaires, ils tendent à devenir un Etat dans l'Etat.

Certaines des dispositions fixées par le décret du 20 mai 1933 avaient, en fait, été perdues de vue, et l'office ne se contentait plus de son rôle de répartiteur de fonds entre les caisses de crédit agricole et de contrôleur du fonctionnement de ces caisses ; dans un désir de centralisation excessif, l'office avait pris peu à peu la direction effective des sociétés de crédit agricole mutuel des diverses provinces.

L'arrêté du 30 août 1934 qui intervint alors a retiré la gestion financière au Directeur de l'office pour la donner au Directeur des Finances de l'Indochine constitué ordonnateur du budget de l'office qu'il est chargé de préparer et dont il contrôle l'exécution. Le budget et le compte administratif sont soumis par ses soins à la délibération du conseil d'administration, puis approuvés par le Gouverneur Général en Conseil de Gouvernement. La comptabilité financière de cet organisme est désormais tenue par le Trésorier Payeur Général, tandis

que le Directeur de l'office reste chargé de son administration et de sa direction technique.

Dans ces conditions, le Gouverneur Général peut surveiller de façon étroite la gestion de l'office dont il suit, par ailleurs, l'action par l'intermédiaire du Secrétaire Général du Gouvernement Général placé à la tête du conseil d'administration.

Ainsi donc, l'office est redevenu un organe de répartition des fonds, un organe de contrôle, mais il n'assure plus la direction effective des caisses provinciales de crédit agricole mutuel qui est désormais assumée, dans chaque province, par un agent placé sous l'autorité directe du chef de province, censeur de la caisse provinciale, et sous la surveillance du conseil d'administration de cette caisse.

Par ailleurs, l'arrêté du 30 août 1934 institue un corps d'inspecteurs des caisses provinciales chargés d'exercer sur celles-ci un contrôle direct et permanent. Accrédités auprès des chefs d'administration locale, ils assurent une étroite et constante liaison entre ces hauts fonctionnaires et l'office, complétant ainsi l'action du comité local du crédit agricole qui fonctionne, dans chaque pays de l'Union, sous la présidence du Résident Supérieur.

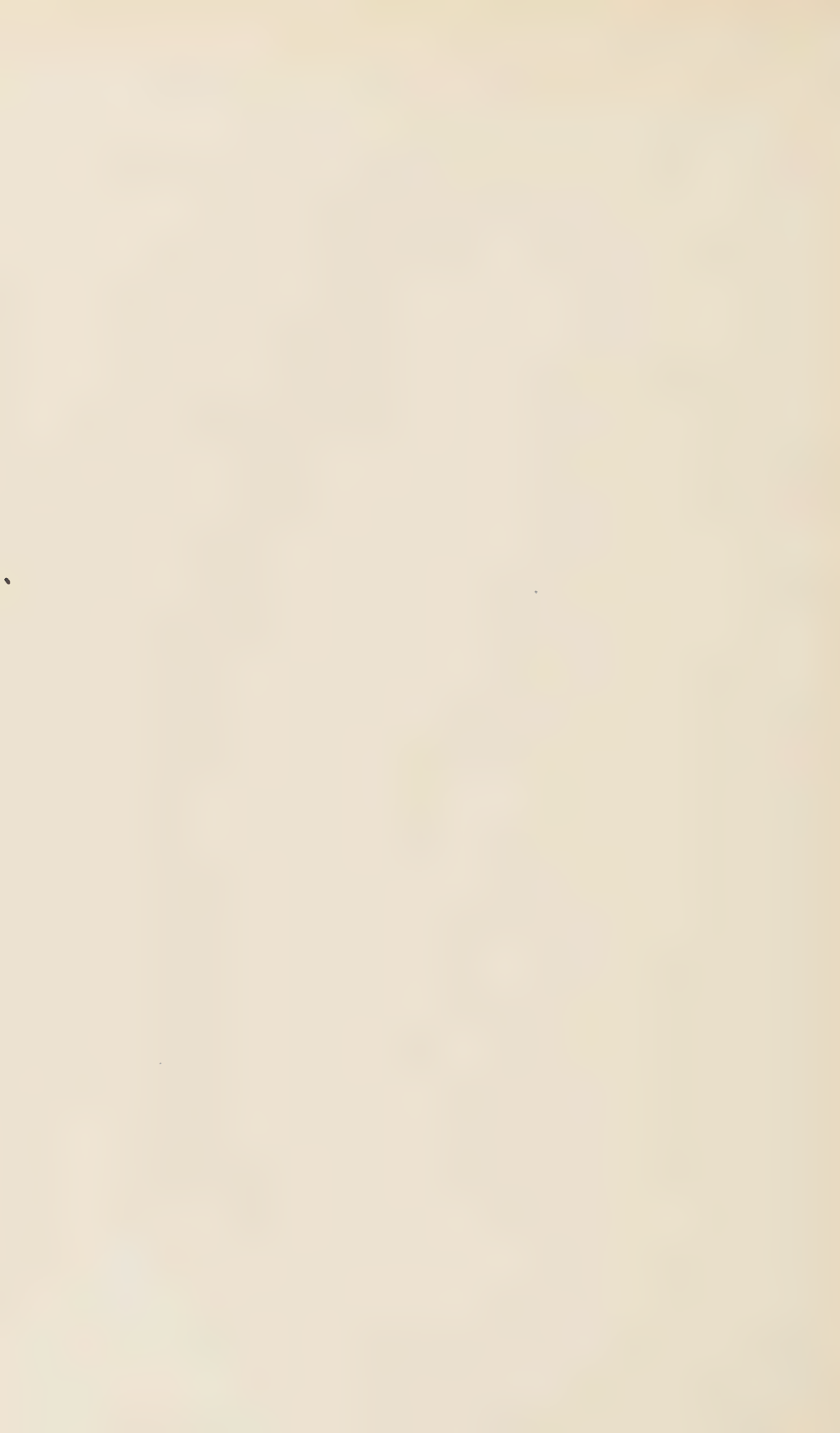
B. — *Les coopératives agricoles d'achat et de vente.*

Le décret du 20 mai 1933 prévoit enfin que certaines sociétés peuvent être affiliées aux caisses indigènes de crédit agricole mutuel. Ces sociétés sont les syndicats agricoles, les associations syndicales agricoles en général et surtout les coopératives agricoles d'achat et de vente.

Ces dernières associations présentent, comme nous le verrons dans la suite de cette étude, une importance toute particulière ; elles viennent heureusement compléter le crédit agricole mutuel indigène dans les pays de l'Union Indochinoise autres que la Cochinchine (il n'en existe, en effet, à l'heure actuelle, aucune dans cette colonie, bien que le décret du 20 mai 1933 y soit théoriquement applicable).

Les coopératives agricoles d'achat et de vente permettent, en effet, entre autres choses, de faire du crédit aux simples exploitants, métayers ou fermiers, incapables d'user du nantissement agricole et ne pouvant bénéficier que des war-rants.

Nous n'insisterons pas ici sur l'intérêt de ces institutions. Il nous aura suffi de le signaler brièvement pour pouvoir affirmer que le décret du 20 mai 1933, complété par l'arrêté du 30 août 1934 en ce qui concerne l'organisation de l'office indochinois du crédit agricole, donne, au crédit agricole indigène en Annam, au Tonkin et au Cambodge sa physionomie définitive.



TITRE PREMIER

LES INSTITUTIONS DE LA COCHINCHINE

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION

L'organisation actuelle du crédit mutuel agricole en Cochinchine comprend une Caisse Centrale et des Sociétés indigènes de Crédit agricole mutuel (S.I.C.A.M.).

Il existe, en outre, une Caisse française de Crédit agricole mutuel. Cette caisse est indépendante. Son étude ne fait pas partie de notre sujet ; aussi, nous contenterons-nous de signaler son existence en passant.

Dans les pages qui vont suivre, nous étudierons, en premier lieu, la Caisse Centrale et, ensuite, nous passerons à l'examen des Sociétés indigènes de Crédit agricole mutuel.

SECTION I

La Caisse Centrale

La Caisse Centrale de crédit agricole mutuel de Cochinchine a été créée, comme nous l'avons vu, par un arrêté du Gouverneur Général de l'Indochine, en date du 5 août 1932.

Ce texte dispose, en effet, que les sociétés indigènes de crédit agricole mutuel de Cochinchine (S.I.C.A.M.) sont autorisées à former entre elles une société centrale de crédit agri-

cole mutuel à capital variable et à responsabilité illimitée, dont la circonscription territoriale comprendra l'ensemble des provinces de la Cochinchine.

§ 1. — *Son but.*

Cette société centrale a essentiellement pour objet, dans le cadre de la loi de 1894 sur la mutualité et de la réglementation locale sur la matière, de concentrer les efforts de toutes les sociétés provinciales de Crédit agricole mutuel indigène, d'assurer une coordination nécessaire entre elles, de prendre en charge le passif de ces sociétés afin d'en assurer l'apurement et d'exécuter les opérations individuelles de prêts égaux ou supérieurs à 3.000 piastres.

La Caisse centrale ne se substitue pas aux S.I.C.A.M., elle se superpose à elles et constitue l'organe de coordination et de contrôle nécessaire.

§ 2. — *Ses opérations.*

En d'autres termes, la Caisse centrale a, sous le contrôle du Gouverneur de la Cochinchine, pour objet, toutes les opérations rentrant dans le cadre de la loi du 5 novembre 1894 et de l'arrêté du Gouverneur Général de l'Indochine, en date du 28 janvier 1928, et plus particulièrement :

a) Le contrôle permanent des opérations des sociétés de crédit agricole mutuel indigène de Cochinchine ;

b) La répartition entre ces sociétés des redevances, subventions, avances, etc., qui pourraient leur être consenties par le budget général, les banques ou les établissements publics ;

c) L'affectation des ristournes, secours et revenus qui pourraient lui être attribués ;

d) La prise en charge de tout ou partie du passif des S.I.C.A.M., son apurement et son règlement ;

e) Le contrôle, la gestion de tous les prêts, leur aménagement, leur recouvrement et règlement par voie amiable ou judiciaire, ainsi que toutes transactions ;

f) La répartition des redevances et avances à taux d'intérêts réduits en exécution des conventions avec la Banque d'émission ;

g) Elle est, en outre, autorisée à donner, par délégation permanente du Gouverneur de la Cochinchine, la garantie de la Colonie à la bonne fin des opérations de prêts effectuées par elle-même ou par les sociétés adhérentes avec son accord ; elle peut contracter des emprunts, recevoir des avances remboursables portant intérêts, ainsi que les subventions et contributions pouvant être attribuées à la mutualité agricole.

Les opérations de la Caisse centrale sont garanties par la responsabilité solidaire de toutes les S.I.C.A.M. ayant adhéré à ses statuts.

§ 3. — *Ses ressources.*

Les ressources de la Caisse centrale sont fournies :

a) Par le capital social — d'un montant minimum de 50.000 piastres — qui est constitué par des parts de 50 piastres qui sont souscrites exclusivement par les sociétés provinciales et par les adhérents de ces sociétés désireux d'obtenir des prêts supérieurs à 3.000 piastres et pour lesquels la possession d'une part a été déclarée indispensable.

Une circulaire du Gouverneur de la Cochinchine en date du 22 août 1932 est d'ailleurs intervenue pour fixer la participation de chacune des S.I.C.A.M. pour la constitution du capital initial de 50.000 piastres. Les parts attribuées ainsi à ces sociétés doivent rester leur propriété et les associer aux bénéfices de l'institution nouvelle.

b) Par la quote-part d'intérêt attribuée à la Caisse centrale sur chacun des prêts consentis par elle ou avec son aval ;

c) Par une fraction de réserve statutaire des sociétés adhérentes déterminée par le Gouverneur de la Cochinchine ;

d) Par les ristournes qui peuvent lui être attribuées ;

e) Par les dépôts de fonds qui lui sont confiés avec ou sans intérêts ;

f) Par les revenus dont elle a la gestion ;

g) Par toutes les ressources qui, sous forme de redevances, contributions, subventions, avances ou emprunts, pourraient lui être consenties par voie légale, réglementaire ou contractuelle.

Notons enfin que les bénéfices de la Caisse centrale doivent être consacrées en premier lieu à la constitution d'une réserve qui doit représenter au minimum 10 0/0 du volume total moyen des opérations des trois dernières années de fonctionnement.

§ 4. — *Son organisation administrative.*

A. — La gestion de la Caisse centrale est assurée par un *Conseil d'administration* composé comme suit :

a) D'un Inspecteur des Affaires Politiques, désigné par le Gouverneur de la Cochinchine, *président* ;

b) Du Directeur des bureaux du Gouvernement local ;

c) D'un représentant du Directeur des Finances de l'Indochine ;

d) De l'Inspecteur du Crédit Agricole ;

e) De trois Présidents de S.I.C.A.M., nommés pour deux ans par le Chef de l'Administration Locale.

La fonction d'administrateur est gratuite sauf, bien entendu, le remboursement des débours.

Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation de son Président aussi souvent qu'il est nécessaire. Ses délibérations sont consignées sur un registre spécial ; elles sont soumises à l'approbation du Gouverneur de la Cochinchine. Ses décisions sont prises à la majorité des voix ; en cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

L'arrêté du 5 août 1932 prévoit, en outre, dans son article 8, que, dans le courant du premier trimestre de chaque année, le Conseil d'administration de la Société centrale doit établir un rapport de gestion et un compte rendu des opérations qui sont adressés — avant le 1^{er} juin d'après les statuts de la Caisse centrale — au Gouverneur de la Cochinchine et

transmis par les soins de ce dernier au Gouverneur Général de l'Indochine.

B. — La *direction technique* de cette Caisse centrale est confiée à un fonctionnaire de l'ordre administratif dont la solde continue à être payée par le budget local.

Ce Directeur — nommé par le Gouverneur de la Cochinchine — remplit les fonctions d'administrateur-délégué ; il exécute, à ce titre, toutes les décisions du Conseil d'administration.

Le fait que la direction de la Caisse centrale soit confiée à un fonctionnaire présente un très gros intérêt, car il est symptomatique de l'état d'esprit qui a présidé à l'institution d'une Caisse centrale ; on a voulu suivre de plus près le fonctionnement du Crédit agricole mutuel indigène et assurer un contrôle parfait de toutes ses opérations.

C. — Une *Assemblée générale* ordinaire se réunit au moins une fois par an. Elle est composée de deux membres de chaque S.I.C.A.M. désignés par le Conseil d'administration de la Société. Elle est présidée par le Président du Conseil d'administration de la Caisse centrale assisté de deux scrutateurs choisis par elle.

L'Assemblée générale ordinaire prend connaissance des opérations effectuées pendant l'année écoulée et se prononce sur les questions qui lui sont soumises. Elle est chargée notamment d'examiner et d'approuver, s'il y a lieu, les comptes de l'exercice précédent ; elle approuve le montant de la somme à verser au fonds de réserve, les sommes irrecevables, le montant des amortissements à effectuer qui sont fixés par le Conseil d'administration ; elle délibère sur toutes les questions intéressant le fonctionnement de la société que lui soumet le Conseil d'administration.

Ses délibérations sont consignées sur un registre spécial et sont soumises à l'approbation du Chef de l'Administration locale.

Les Assemblées générales — ordinaires et extraordinaires — décident valablement sur les questions inscrites à l'or-

dre du jour si le nombre des présents atteint la moitié des associés, les procurations n'étant pas admises. Au cas où ce chiffre ne serait pas atteint, une seconde Assemblée générale serait convoquée dans un délai de vingt jours sans qu'aucun quorum soit exigé pour elle.

Dans tous les cas, les délibérations sont prises à la majorité des voix à mains levées et contre épreuve. Jamais on ne peut avoir recours au scrutin secret.

Les Assemblées générales extraordinaires sont convoquées, chaque fois que l'intérêt de la Société l'exige, par le Conseil d'administration de la Caisse avec l'autorisation du Gouverneur de la Cochinchine.

D. — Le *Contrôle des opérations* de la Caisse centrale est assuré d'abord par le Chef de l'Administration locale qui peut les suivre au jour le jour par l'intermédiaire du Président du Conseil d'administration et du Directeur de la Société qui sont placés directement sous ses ordres ; il peut les suivre grâce aussi à la nécessité de son autorisation pour toute une série d'actes et grâce enfin aux comptes rendus annuels qui doivent lui être faits par le Conseil d'administration et l'Assemblée générale.

Par ailleurs, la Commission centrale de surveillance, instituée par l'article 37 de l'arrêté du 28 janvier 1928 et dont nous parlerons plus loin, prend connaissance des affaires que lui soumet, pour avis, à *titre consultatif*, le Conseil d'administration de la Caisse. De plus, cette Commission centrale de surveillance contrôle les opérations de la Caisse centrale en faisant procéder, par un expert comptable, en fin d'année, à la vérification des livres et des écritures de cet organisme. Ce rapport de vérification annuel est communiqué à l'Assemblée générale et transmis au Gouverneur de la Cochinchine.

§ 5. — *Son statut juridique.*

La Caisse centrale a le droit d'ester en justice, en demande ou en défense et peut valablement représenter devant les tribunaux, sur délégation expresse, les S.I.C.A.M. pour la défense de leurs intérêts.

Pour faciliter le rôle de la Caisse centrale, lorsqu'il s'agit de prêts consentis ou avalisés par elle, ceux-ci sont toujours, d'accord parties, de la compétence exclusive des tribunaux de Saïgon.

Ceci dit, il est d'un intérêt pratique immédiat de déterminer si cette société est indigène ou française ou bien assimilée pour savoir quelle est la juridiction compétente, quel est le statut juridique qui sera appliqué en cas de litige.

Aussi bien, l'intérêt de cette question se rapporte-t-il autant aux sociétés indigènes de crédit agricole mutuel (S.I.C.A.M.) qu'à la Caisse centrale.

A. — Les textes organiques affirment nettement que les S.I.C.A.M. sont des sociétés indigènes. Ce n'est pas parce que la Caisse centrale comprend des fonctionnaires français ou que la Colonie donne sa garantie, que la Caisse centrale et les S. I. C. A. M. elles-mêmes relèveraient du statut français ; car, d'une part, les fonctionnaires susvisés n'agissent pas personnellement et, d'autre part, un Français peut fort bien être caution d'un indigène sans que, pour cela, ce dernier puisse prétendre rentrer sous le statut français.

B. — On ne peut pas non plus alléguer que les sociétés sont françaises parce que, constituées par des *sujets* français, elles ont leur siège social en Cochinchine, territoire français.

Comme le fait remarquer avec raison le professeur Solus dans son *Traité de la condition des indigènes en Droit privé*, « il faut se garder de résoudre, par les principes habituels de la nationalité, les questions touchant la qualité des indigènes ». (1) Car un tel système aboutirait à prétendre que, juridiquement, des sociétés indigènes ne peuvent exister en Cochinchine, alors que l'administration française s'est fait un devoir de maintenir au profit des indigènes, individus ou collectivités, leur statut personnel particulier.

C. — On ne saurait davantage soutenir que les S.I.C.A.M. sont des sociétés françaises parce qu'elles sont soumises à

(1) H. Solus, op. cit.

«diverses prescriptions imposées aux sociétés commerciales qui relèvent des juridictions françaises.

Les sociétés indigènes de Crédit agricole mutuel sont essentiellement assujetties à la réglementation locale toute particulière de l'arrêté du 28 janvier 1928. Pour les syndicats agricoles également, c'est un arrêté *spécial* du Chef de la Colonie en date du 8 novembre 1912 qui a réglementé leur constitution.

Les S.I.C.A.M. ne sont pas plus françaises que ne sont français les asiatiques qui font du commerce dans ce pays et qui, en leur qualité de commerçants, sont régis par la loi française ; la loi française ne s'applique à eux qu'en tant que leur activité relève de la matière commerciale ; mais, pour leurs actes civils, ils restent soumis à leur statut personnel. (Circulaire du 8 juin 1933 de M. le Gouverneur de la Cochinchine.)

La Cour de cassation a d'ailleurs (rég. 26 avril 1904 — Daresté 1904.3.121) tranché la question dans ce sens, et la Cour d'appel de la Cochinchine, dans ses arrêts des 10 mars 1905 et 21 septembre 1906, a jugé également que le décret du 27 février 1892, qui réglemente le commerce des Chinois, individus et sociétés, les soumet à certaines des dispositions du Code de commerce et de la loi de 1867 sans les soustraire aux juridictions indigènes.

La circulaire du 8 juin 1933 du Gouverneur de la Cochinchine précitée précise d'ailleurs que ce qui est vrai pour les Chinois, l'est également pour les sociétés soumises à notre loi pour leur activité commerciale seulement, mais agissant selon la loi indigène pour leurs actes civils. Ainsi, on n'a jamais exigé qu'une société chinoise, achetant un immeuble, le fasse transcrire ; elle le fait inscrire au diabol (registre foncier indigène), car l'acquisition d'un immeuble est, en elle-même, un acte civil.

Il y a d'ailleurs un commerce « asiatique » spécialement réglementé par le décret du 7 février 1892, et on n'a jamais discuté qu'il existe des sociétés chinoises ou indigènes.

Si les S.I.C.A.M. étaient des sociétés françaises, on ne

pourrait expliquer qu'elles puissent pratiquer des actes civils indigènes, tel que le nantissement fictif, puisque la loi française régit les relations de droit entre un Français et un indigène (art. 112, Décret du 16 février 1921 et décret du 25 mai 1895).

Il y aurait, en effet, contradiction à soutenir que les S.I.C.A.M. et la Caisse centrale sont des personnes juridiques françaises et à admettre qu'elles puissent contracter selon la loi indigène pour faire des nantissemments fictifs.

Si la loi du 5 novembre 1894 a reconnu aux sociétés de Crédit agricole le caractère commercial pour faciliter leur constitution et leur crédit, la législation n'a pas pour cela entendu conférer la commercialité à toutes leurs opérations ; ce sont des sociétés *sui generis* et l'on admet en général qu'elles continuent à faire des opérations civiles et que leurs actes ont le caractère civil ou commercial selon leur nature intrinsèque. Les S.I.C.A.M. ne sont donc pas nécessairement des sociétés commerciales et encore moins des sociétés françaises.

Comme l'indique le professeur Solus : « Le législateur colonial peut avoir été amené à prendre, relativement aux sociétés constituées aux colonies entre indigènes, certaines mesures d'ordre général, analogues à celles qui existent dans la métropole, afin de favoriser la régularité de la constitution des sociétés et de protéger, s'il y a lieu, l'épargne publique. Le fait de se conformer à cette législation n'implique donc pas nécessairement que la loi française ait été choisie comme loi du Contrat et que la société soit, du même coup, société française : elle est et reste société indigène purement et simplement, soumise à une réglementation spéciale qui émane du législateur colonial. » (1).

Il est évident d'autre part que la Caisse centrale comme les S.I.C.A.M., qui ne recherchent pas de bénéfices et ne pratiquent pas la spéculation immobilière (acheter pour revendre), font des actes civils quand elles consentent des nan-

(1) Solus : « Traité de la condition des indigènes en droit privé », op. cit.

tissements aux indigènes et aussi quand elles les réalisent pour se faire rembourser de leurs créances et que ces nantissements fictifs sont régis par la loi indigène.

Le Gouverneur Général a respecté en fait le statut personnel civil de la Caisse centrale et des S.I.C.A.M., en décidant qu'elles exécuteraient selon la procédure indigène de l'arrêté du 16 mars 1910.

Ajoutons encore avec monsieur Krautheimer, Gouverneur de la Cochinchine (circulaire du 8 juin 1933) que les « S.I.C.A.M. ne sont pas, à proprement parler, des sociétés mais essentiellement des associations agricoles ; elles constituent des groupes permanents de personnes qui poursuivent un but autre que celui de partager des bénéfices. Leurs statuts sont soumis à l'approbation du Chef de l'administration locale, leur capacité de contracter est restreinte, leur activité est sous la tutelle de l'Administration, leur gestion sous son contrôle direct. »

C'est qu'en réalité, les S.I.C.A.M. et la Caisse centrale sont des établissements publics auxquels le Gouvernement laisse une certaine liberté. L'Administration, en matière de Crédit, a jugé bon d'user des procédés de la gestion privée parce que la distribution du Crédit qui prend chaque jour une importance croissante n'est encore, en somme, qu'un service facultatif de l'Etat. L'Administration supplée à l'initiative privée insuffisante ou inexistante dans la mesure où elle l'estime utile, en apportant un concours financier indispensable, en assurant un contrôle corrélatif qui est salulaire, en fournissant les directives nécessaires.

Les considérations qui précèdent nous permettent donc de dire en concluant que la Caisse centrale et les S.I.C.A.M. sont bien, comme le précisent les textes, des sociétés indigènes qui relèvent, sauf dans le cas où elles effectuent des actes vraiment commerciaux, du statut juridique indigène.

*
**

Nous avons été amenés, au cours de la discussion précédente, à parler avant l'heure des S.I.C.A.M. ; il nous a paru

souhaitable de traiter en une seule fois cette importante question du statut juridique de la Caisse centrale et des sociétés provinciales. Au reste, nous allons étudier dès maintenant l'organisation de ces dernières sociétés.

SECTION II

Les SICAM

(Sociétés indigènes de Crédit agricole mutuel)

Dans leur état actuel, les S.I.C.A.M. sont règlementées par l'arrêté du 28 janvier 1928 — modifié par les arrêtés du 23 janvier 1930, 26 février 1931, 5 août 1931, 26 février 1934 et 23 mars 1935 — qui a réorganisé ces sociétés de Crédit dont la base était auparavant uniquement constituée par les lois du 5 novembre 1894 et 20 juillet 1901 promulguées en Indochine par l'arrêté du 11 juillet 1908.

L'arrêté du 28 janvier 1928 et les textes subséquents ont en effet, d'une part, précisé, codifié et condensé les dispositions éparses des divers arrêtés locaux ou des circulaires réglementant la matière et, d'autre part, accordé au Crédit agricole mutuel en faveur des indigènes de nouvelles et importantes facilités.

Par ailleurs, une distinction très nette a été établie, réglementairement comme en fait, entre le syndicat agricole et la société de crédit qui étaient jusqu'alors pratiquement confondus. Cette discrimination était des plus utiles. En effet, si la Société de Crédit est une émanation du syndicat agricole puisque, comme nous le verrons dans un instant, elle est constituée par les membres de ce dernier groupement, elle en diffère complètement par son objet qui est exclusivement de procurer à ses membres des facilités de crédit alors que le syndicat agricole constitue un organe de propagande et de protection des intérêts agricoles en général.

Il résulte de cette distinction que les conseils d'administration de ces deux organismes doivent être en principe distincts et élus séparément au cours d'assemblées générales

distinctes. Pratiquement, rien ne s'oppose, cependant, comme le précise la circulaire du Gouverneur de la Cochinchine en date du 2 juillet 1928, à ce que les mêmes personnalités fassent partie des bureaux des deux groupements et que leurs assemblées générales soient tenues le même jour et dans le même local, l'une succédant immédiatement à l'autre. Mais la comptabilité doit être tenue séparément pour chaque société, celle du syndicat agricole pouvant être établie en partie simple, celle de la société de crédit devant obligatoirement revêtir la forme commerciale en partie double, (telle qu'elle a été réglementée par la circulaire du Gouverneur de la Cochinchine du 15 avril 1926). Mais surtout le patrimoine des deux Sociétés ne doit jamais être confondu. cette nécessité est primordiale à l'égard des sociétés de crédit qui ont un caractère nettement commercial et dont l'avoir mobilier ou immobilier constitue le gage des opérations. Plus spécialement, il y a lieu de signaler qu'il est indispensable que la construction du siège social soit réalisée sur les fonds et au nom exclusif de la société de Crédit et non du syndicat agricole, ce dernier recevant l'hospitalité du siège social commun, étant entendu que celui-ci est la propriété exclusive de la société de Crédit.

§ 1. — *Le but des SICAM.*

Les sociétés indigènes de Crédit agricole mutuel de Cochinchine (SICAM), ont exclusivement pour objet de faciliter et de garantir les opérations concernant la production agricole effectuées par leurs sociétaires, les syndicats ou les membres des syndicats auxquels elles ont affiliées.

Elles sont toujours formées entre les agriculteurs d'une même province, c'est-à-dire, comme nous le verrons dans un instant, entre tous ceux qui possèdent des intérêts agricoles dans la province, même si leur résidence est fixée dans une autre circonscription.

Chaque société peut comporter plusieurs sections régionales agissant sous le contrôle du comité central et réparties sur le territoire de la province en vue de faciliter les opérations. Il y a un intérêt primordial à développer l'action de ces

sections, particulièrement dans les provinces étendues. Pratiquement, elles constituent de simples organes d'étude et de transmission des dossiers entre les emprunteurs et le comité central. Il paraît opportun de leur concéder dans les limites raisonnables, comme le recommande la circulaire du 2 juillet 1928 précitée, une certaine autonomie et de leur déléguer des pouvoirs de décision par exemple en matière de petits prêts et jusqu'à concurrence d'un chiffre global à déterminer dans chaque cas.

C'est en effet grâce à l'action de ces sections que les SICAM pourront réaliser le but principal qui leur est assigné, savoir la diffusion des prêts dans la masse, atteindre tous les cultivateurs.

Toutefois — et l'arrêté organique est formel sur ce point — seul le Conseil d'administration de chaque société a qualité pour la représenter et l'engager vis-à-vis des tiers.

§ 2. — *Conditions de Constitution.*

Ces sociétés peuvent être constituées par tout ou partie des membres des syndicats agricoles indigènes régis par l'arrêté du 8 novembre 1912, sous réserve toutefois que leurs statuts soient approuvés par le Gouverneur de la Cochinchine. Il est nécessaire, en particulier, pour que cette constitution devienne effective que le quart au moins du capital social soit versé et, avant toute opération, que les statuts avec la liste complète des administrateurs ou Directeurs et des sociétaires, indiquant leur nom, leur profession, leur domicile, l'association agricole à laquelle ils appartiennent et le montant de leur souscription, soient déposés en double exemplaire au Gouvernement local et au Greffe du Tribunal de la Justice de Paix dans le ressort duquel la société a son principal établissement, et que récépissé en soit donné.

§ 3. — *Conditions d'admission et de départ des sociétaires.*

A. — Pour faire partie de ces sociétés de Crédit, il faut, au préalable, être membre du syndicat agricole de la province.

A ce propos, signalons les facilités données par l'arrêté du 8 mars 1927 au point de vue de l'admission dans les syndicats agricoles. De ce texte, il résulte en effet que peuvent désormais faire partie de ces organismes les usufruitiers ou usagers de rizières ou autres biens agricoles exploitant eux-mêmes, les régisseurs, fermiers, tous agriculteurs cultivant un hectare de terre au minimum, et les femmes indigènes, dans les mêmes conditions, qu'elles soient ou non sous la puissance maritale. Les intéressés doivent cependant être inscrits sur les rôles d'un village. Il convient d'entendre par là non point le rôle de l'impôt personnel, mais l'un quelconque des rôles de contributions directes : foncier, patente, barques, etc... Il en résulte qu'il n'est pas nécessaire, pour faire partie d'un syndicat agricole — et partant d'une société de crédit agricole mutuel — de résider dans la province ou d'y avoir son principal établissement ; il suffit d'y avoir des intérêts agricoles justifiés par l'inscription sur un rôle d'impôt direct annamite.

Pratiquement donc, les cultivateurs indigènes, sans distinction de sexe, exploitant la terre à quelque titre que ce soit, peuvent faire partie d'une SICAM et bénéficier des prêts de ces institutions.

Le fait est important car, nous le verrons, la réglementation actuelle permet des petits prêts sans constitution de gage immobilier.

Notons enfin que l'admission des nouveaux membres est prononcée par le Conseil d'administration.

B. — Quant au départ de la société, il s'obtient par le moyen de la démission, ou il résulte d'une exclusion prononcée par le Conseil d'Administration.

Dans ces deux cas, comme en cas de décès, les sociétaires ou leurs héritiers ont droit au remboursement de leurs parts, en tenant compte que le capital ne peut, en aucun cas, être réduit au-dessous du chiffre de la fondation.

Ici, surgit une difficulté pour le remboursement des parts souscrites par les sociétaires décédés, démissionnaires ou objets d'une expulsion. En pareil cas, les sociétés de crédit ont tendance à rembourser immédiatement les sommes versées

aux sociétaires ou à ses ayant-droit. Ceci n'est pas conforme aux dispositions combinées de la loi du 5 novembre 1894 (art. 3 in fine) applicable aux sociétés de crédit agricole mutuel de Cochinchine et des articles 3 et 18 de l'arrêté du 18 janvier 1928. Les sociétaires, en effet, d'après ces textes, ne peuvent être libérés de leurs engagements qu'après la liquidation des opérations contractées antérieurement à leur sortie, les parts souscrites par eux demeurant jusque là affectées en privilège à la société pour toutes les obligations de ses sociétaires envers elle. Il résulte de ces dispositions, que la société a le droit et le devoir de conserver par devers elle le montant des parts des sociétaires démissionnaires, expulsés ou décédés pendant un délai de six ans après la date de leur sortie (art. 18 de l'arrêté du 28 janvier 1928).

§ 4. — *Leurs ressources.*

Les fonds nécessaires au fonctionnement des SICAM proviennent :

a) de leur capital social qui est composé par les parts des sociétaires. Le montant de chaque part est de 10 piastres dont la moitié est exigible au moment de la souscription, le surplus ne pouvant être appelé que par décision de l'assemblée générale (Statuts types).

Le nombre de parts est illimité ; leur propriété est établie par une inscription sur un registre spécial et par la remise d'un certificat signé de deux administrateurs constatant le nombre de parts souscrites et portant un numéro d'ordre.

Les parts ne peuvent être cédées qu'aux membres du syndicat agricole, avec l'agrément du conseil d'administration et de la direction de la Caisse Centrale. La cession s'opère par une déclaration inscrite sur le certificat signée du cédant, du cessionnaire ou de leur représentant, du délégué du Conseil d'administration et du Directeur de la Caisse centrale. Il est fait mention de la cession sur le livret des sociétaires.

b) du réescompte de leur portefeuille d'effets à un établissement de crédit agricole agréé par le Gouvernement local

Colonie garantit la bonne fin des opérations d'escompte par l'aval des billets de dette donné par l'autorité administrative.)

c) elles peuvent en outre recevoir en compte de dépôts à échéance avec ou sans intérêts :

— *librement*, les dépôts de fonds ou titres effectués par le syndicat professionnel auquel elles sont rattachées, les titres déposés en garantie par les membres de leur conseil d'administration, les titres donnés en nantissement pour la garantie des opérations de prêts ;

— *après autorisation du Gouvernement*, dans la limite d'un maximum déterminé pour chaque société, les dépôts de fonds effectués par toute personne ou collectivité (arrêté du 28 janvier 1928, art. 7).

En application de cette disposition du texte organique, deux circulaires du Gouvernement de la Cochinchine sont intervenues.

La première, en date du 5 septembre 1933, habilite les SICAM de Baria, Cholon, Giadinh, Gocong, Mytho et Vinhlong à recevoir des dépôts de fonds dans les limites suivantes :

Baria	50.000	piastres
Cogong	50.000	—
Cholong	100.000	—
Giadinh	100.000	—
Mytho	100.000	—
Vinhlong	100.000	—

La deuxième de ces circulaires, en date du 25 mai 1937, habilite toutes les autres SICAM de Cochinchine à recevoir des dépôts de fonds et ceci dans les limites indiquées ci-après :

Baclieu	100.000	piastres
Bentre	100.000	—
Bienhoa	50.000	—
Cantho	100.000	—
Chaudoc	100.000	—
Hatien	20.000	—

Longxuyen	100.000	—
Rachgia	100.000	—
Sadec	100.000	—
Soctrang	100.000	—
Tanan	50.000	—
Tayninh	50.000	—
Thudaumot	50.000	—
Travinh	100.000	—

Les taux d'intérêt à verser à ces dépôts sont, par ailleurs, fixés comme suit :

à 3 mois 3 % l'an
à 6 mois 3,5 % l'an
à 1 an 4 % l'an.

Cette même circulaire prévoit, en outre, que ces opérations de dépôts doivent être dirigées et suivies au jour le jour par la Caisse centrale, les caisses provinciales devant se borner à tenir des écritures très simples. Les fonds déposés, comme les fonds remboursés, doivent, le jour même de leur remise, être transmis à la Caisse centrale. De la sorte, les responsabilités des S.I.C.A.M. sont minimisées, et les opérations concernant les dépôts réduites, pour ces sociétés, à de simples transferts.

Ajoutons que, pour permettre à tous les riziculteurs de profiter de ce moyen de mettre en lieu sûr et dans des conditions avantageuses les modestes ressources dont ils peuvent disposer, le minimum des dépôts individuels a été fixé à 10 piastres. Aucun maximum n'a été indiqué.

§ 5. — *Leurs opérations.*

Les S.I.C.A.M. ne peuvent, en raison même de leur but, consentir des prêts qu'en vue d'opérations exclusivement agricoles. Leurs prêts sont donc limités aux formes ci-après :

A. — *A tous les sociétaires :*

a) Des prêts d'argent à moyen terme pour l'aménagement, la reconstitution ou le développement des propriétés. Ces prêts ne doivent pas, en principe, excéder 8.000 piastres, chif-

fre qui a d'ailleurs été ramené par des décisions du Gouverneur de la Cochinchine à 5.000 piastres, comme il y avait été autorisé par l'arrêté du 23 janvier 1930 qui modifiait, en partie, l'arrêté du 28 janvier 1928 ;

b) Ce même arrêté du 23 janvier 1930 prévoit, toutefois, que des prêts supérieurs à cette limite maximum peuvent être exceptionnellement accordés sous les conditions suivantes :

Ils ne pourront, en aucun cas, excéder 12.000 piastres et devront être garantis par un gage foncier de valeur telle que le montant du prêt n'excède pas 30 % de l'estimation du gage.

En outre, l'importance totale des prêts de cette catégorie consentis par une société agricole de crédit déterminée doit être inférieure à 25 % de la masse des prêts en cours.

Enfin, ces prêts doivent faire l'objet d'un examen spécial et d'un avis motivé de la Commission provinciale de surveillance et de la Commission centrale dont nous parlerons plus loin.

Ces deux premières formes de prêts (*a* et *b*) doivent être garanties par la constitution d'un gage foncier sous la forme d'un nantissement immobilier ou, exceptionnellement, d'un nantissement en valeurs mobilières. Ils doivent, en outre, être remboursés en cinq ans par amortissements annuels, dans les conditions déterminées par les statuts, et sous réserve des obligations particulières résultant des statuts de la banque agréée.

Enfin, en ce qui concerne les prêts d'un montant supérieur à 5.000 piastres et qui ne doivent pas être supérieurs à 30 % de l'estimation du gage, un barème de la valeur des terres est établi par les sociétés de crédit agricole qui est révisé périodiquement par elles sous le contrôle de la Commission permanente de surveillance. Ce barème permet une estimation rapide et aussi précise que possible du gage proposé.

B. — *Aux membres du syndicat agricole auquel la Société de Crédit est affiliée (faisant ou non partie par conséquent de la S.I.C.A.M.).*

a) Des prêts n'excédant pas 1.000 piastres pour l'acqui-

sition de matériel ou de cheptel, le paiement des salaires et tous autres besoins de leur exploitation ;

b) Des prêts n'excédant pas 2.000 piastres destinés à leur faciliter l'accession à la propriété.

Ces deux groupes de prêts, comme les précédents, devant être garantis par un nantissement sous seing privé, dit nantissement agricole et devant être remboursés en cinq ans par amortissements annuels dans les conditions indiquées plus haut.

c) Des prêts n'excédant pas 500 piastres consentis sur simple garantie personnelle ;

d) Des prêts sur warrantage agricoles.

Ces deux dernières formes de prêts d'une durée maxima de un an ne peuvent être pratiquées qu'après constitution par la Société intéressée de son fonds de réserve, sur autorisation expresse du Gouverneur et dans la limite de maxima déterminés par lui.

C. — *Les petits prêts pour favoriser l'accession des indigènes à la propriété* sont consentis, en principe, dans les mêmes formes et conditions que les prêts à moyen terme. Toutefois, les agriculteurs, concessionnaires à titre provisoire de terrains domaniaux d'une superficie égale ou inférieure à 10 hectares, dont l'octroi est régi par l'article 3, paragraphe 3, de l'arrêté local du 13 juin 1929 sur le régime des concessions en Cochinchine, peuvent, avec l'autorisation du Gouverneur et après avis de la section régionale de la Société indigène de crédit agricole mutuel, obtenir des prêts de cette société.

Le montant de chacun de ces prêts ne peut être supérieur à 300 piastres, tandis que le montant total des prêts de cette nature ne peut excéder, dans chaque province, un chiffre fixé, pour chacune d'elles, par le Gouverneur de la Cochinchine.

Pour garantir le remboursement du prêt, le concessionnaire, avec l'autorisation préalable du Gouverneur, consent à la Société de crédit un nantissement de sa concession dans les conditions fixées par l'arrêté du Gouverneur Général du 28 novembre 1918 approuvé par le décret du 22 mars 1919.

Toutefois, en cas de non remboursement du prêt à l'échéance, la Société de crédit peut, avec l'autorisation du chef de l'administration locale, procéder à la vente aux enchères de la concession. Dans ce cas, l'adjudication a lieu, l'agrément des personnes désirant y prendre part prononcé, et le produit de la vente réparti dans les conditions prévues par l'arrêté local sur l'aliénation des terrains domaniaux.

§ 6. — Conditions des prêts.

A. — *Garanties exigées* : Nous avons, pour plus de clarté, noté au passage, pour chacune des opérations de prêts que les S.I.C.A.M. sont autorisées à faire, les différentes garanties exigées pour que les prêts puissent être consentis. Nous n'y reviendrons pas. Nous nous bornerons à préciser deux points intéressants : en premier lieu, ce qu'est le warrantage agricole, et, en second lieu et surtout, ce qu'est le nantissement agricole, ce second point nous paraissant essentiel.

1° Le prêt sur warrantage agricole, nous l'avons vu dans le chapitre consacré à l'histoire de l'institution, a été pratiqué, à l'origine, par certaines sociétés de crédit — à Mytho particulièrement — et a subi un échec fort net. Les tentatives isolées faites par la suite dans quelques Caisses n'ont pas eu plus de succès. Ce système du warrantage agricole se rapproche d'ailleurs des prêts sur récoltes pratiqués à partir de 1876 en Cochinchine et qui se sont avérés si peu efficaces.

Quoi qu'il en soit, dans son état actuel, le warrantage agricole en Cochinchine est réglementé par la loi du 30 avril 1906, déclarée applicable en Indochine par le décret du 6 mai 1915. Les dispositions de cette loi sont passablement compliquées et d'application difficile, même dans la métropole. En outre, la pratique du prêt sur warrantage agricole nécessite des connaissances spéciales et rencontre des difficultés qui, en France, font généralement écarter cette forme de prêts par les sociétés de crédit agricole mutuel. Il semble bien, dans ces conditions, qu'elle n'ait été indiquée dans l'arrêté du 28 janvier 1928 qu'à titre de prévision pour l'avenir. Au reste, ce texte prévoit que les caisses de crédit agricole mutuel de

Cochinchine ne peuvent pratiquer cette forme de prêts que sur autorisation expresse du Gouverneur et, jusqu'à présent, ce haut fonctionnaire n'a pas cru que le moment était venu d'y recourir, si bien que cette faculté n'a jamais joué depuis 1928.

2° Quant au nantissement agricole, nous avons vu comment il avait été créé par l'arrêté du Gouverneur Général en date du 28 novembre 1918 — modifié par les arrêtés du 2 mars 1919 et du 27 mai 1933 — approuvé par le décret du 22 mars 1919. Nous avons signalé aussi comment cette réglementation avait été complétée par les articles 130 à 145 et 271, 272, 275 du décret foncier du 21 juillet 1925 rendus applicables dans toute l'étendue de cette colonie par le décret du 24 mai 1932, et ceci quel que soit le statut des détenteurs des propriétés et des bénéficiaires des nantissements. Nous n'y reviendrons donc plus, mais une question se pose : en quoi consiste ce nantissement immobilier ?

a) Le nantissement immobilier ou antichrèse peut être considéré comme étant une espèce de droit personnel de gage ou de rétention exercé par le créancier sur l'immeuble donné en garantie de sa dette par le débiteur.

Dans le système du Code civil, le droit de rétention du créancier nanti ne comporte ni privilège, ni droit de suite, il prime tout droit de préférence inscrit postérieurement à la transcription de l'acte d'antichrèse. Mais il n'est pas opposable au créancier hypothécaire antérieurement inscrit armé du droit de préférence et du droit de suite, ce qui revient à dire que le nantissement d'un immeuble déjà hypothéqué n'offre aucune garantie en ce qui concerne les droits du créancier illusoirement nanti ; c'est d'ailleurs, comme nous le verrons dans un instant, ce que le décret du 21 juillet 1935 établit sans discussion en proclamant dans son article 132 que le nantissement ne peut être établi au profit de plusieurs créanciers sur un même immeuble, qu'il ne peut non plus être établi sur un immeuble déjà hypothéqué.

En revanche, toujours sous le régime du Code civil, la situation du créancier nanti, régulièrement inscrit et premier inscrit est singulièrement forte. Il peut refuser de se dessai-

sir de l'immeuble, soit entre les mains d'un tiers acquéreur dont le titre n'aurait été transcrit qu'après la transcription de l'acte d'antichrèse, soit entre les mains d'un adjudicataire auquel cet immeuble aurait été attribué sur la poursuite des créanciers chirographaires ou des créanciers hypothécaires inscrits à une date postérieure à celle de la transcription de l'antichrèse.

Pour arriver à une adjudication valable, les créanciers qui poursuivent la vente en pareil cas doivent faire insérer dans le cahier des charges une clause obligeant l'acquéreur à payer le prix de l'adjudication entre les mains de l'antichrésiste qui n'est obligé de le recevoir et de se dessaisir de l'immeuble que si sa créance est arrivée à échéance et si le remboursement est intégral. A défaut de quoi, le créancier antichrésiste peut refuser de se dessaisir et continuer à percevoir les fruits jusqu'à l'échéance de sa créance et à son remboursement intégral.

Mais le créancier antichrésiste n'a pas d'autre droit que celui de conserver la détention de l'immeuble jusqu'à extinction de sa créance. Il s'ensuit que l'antichrésiste perd toute garantie s'il poursuit lui-même la vente de l'immeuble ou s'il consent à le délaisser lors de l'expropriation poursuivie par d'autres créanciers (Dalloz, Rép. Prat., V^o Nantissement, n^o 350 et suivants).

Dans le système du Droit indigène, le nantissement, tel qu'il est défini par l'ordonnance de la 20^e année de Ming-Mang, se rapproche beaucoup de l'antichrèse du Code civil dont la jurisprudence des tribunaux de Cochinchine lui applique les règles.

On a, à la vérité, beaucoup discuté sur la nature essentielle des diverses modalités de conventions par lesquelles les Annamites garantissent l'exécution de leurs obligations au moyen d'un gage immobilier. Mais il a toujours été reconnu que la mise en gage d'un immeuble, — qu'on l'assimile à la vente à réméré « mai lai thuc », au gage d'usage et de jouissance « Dien Co » ou même à l'hypothèque — donne, au créancier, le droit de conserver l'immeuble jusqu'à parfait paiement. La jurisprudence a été unanime à affirmer avec

force cette faculté de rétention (Cour de Saïgon, 9 janvier 1893 — 15 mai 1913, etc...) et a constamment appliqué le principe posé par le Code annamite que le débiteur ne peut reprendre son bien avant l'expiration du délai, et le délai passé qu'après l'entier acquittement de la dette — Code annamite, art. 89, Philastre C. A., n° 464 (voir L. Gallois-Montbrun du « Gage immobilier et de l'hypothèque en droit annamite »).

Ce caractère est si fort que le Code annamite considérait comme « voleur furtif » et punissait comme tel, le propriétaire qui, ayant engagé une première fois son immeuble, consentait un second engagement (Luro, « le pays d'Annam », chapitre XI ; Sylvestre, « Considérations sur l'étude du Droit annamite », pages 331 et suivantes).

La jurisprudence a même été beaucoup plus loin. Elle a considéré assez généralement que le nantissement en matière annamite comportait, en cas d'exécution du gage, le droit de préférence au profit du créancier nanti. C'est d'ailleurs la thèse, comme nous allons le voir maintenant qui, adoptée par le Décret du 21 juillet 1935 (lequel suit de très près les dispositions de l'ordonnance de la 20^e année de Minh Mang), est devenue de règle pour les biens soumis à cette réglementation.

Il n'est pas douteux d'ailleurs que, *sous le régime du décret du 21 mai 1925*, le nantissement soit un droit réel. Une innovation importante a, en effet, été apportée par ce texte. Non seulement l'art. 132 affirme, ce qui était vrai déjà sous le régime du Code civil, que le nantissement ne peut être établi sur un immeuble déjà grevé d'hypothèque, mais encore l'art. 143 accorde au créancier nanti (soit que ce créancier non payé à l'échéance poursuive lui-même la vente du gage, soit qu'il subisse la poursuite effectuée par un autre créancier à l'expiration des délais de rétention, soit enfin que l'immeuble soit exproprié pour cause d'utilité publique) un droit de préférence sur tous les autres créanciers même hypothécaires, dont les droits ont pris naissance ou ont été publiés postérieurement aux siens. Sous ce régime, la situation du créancier nanti devient inexpugnable. Au droit personnel de rétention s'ajoute, là où ce texte est appliqué, un droit de préférence.

Enfin, il faut noter que rien ne s'oppose à ce qu'un immeuble nanti soit postérieurement hypothéqué. L'hypothèque conserve, en effet, le rang du bénéficiaire pour le cas où le nantissement disparaît, soit par remboursement de la dette garantie, soit par poursuites exercées par le créancier nanti. Mais il ne faut pas perdre de vue que le droit du créancier hypothécaire est paralysé tant que dure le nantissement.

Il importe d'ailleurs de rappeler que la législation antérieure, comme le décret de 1925, prohibent le pacte commissoire, c'est-à-dire l'appropriation pure et simple, par le créancier non désintéressé, de l'immeuble donné en gage.

b) Une autre question se pose : Quelles sont les conditions de validité du nantissement immobilier ?

Tenant compte des considérations qui précèdent, deux circulaires du Gouverneur de la Cochinchine, l'une en date du 27 avril 1931, l'autre en date du 25 juillet de la même année, les indiquent d'une façon très claire. Elles sont résumées par les deux propositions suivantes : nécessité de la publicité et nécessité, pour le créancier, d'appréhender réellement le gage.

La première de ces conditions, la publicité, est suffisamment remplie par l'inscription du nantissement au dia bô — registre foncier indigène — (articles 2 et 3 de l'arrêté du 18 février 1921 et article 2 de l'arrêté du 28 novembre 1918 approuvé par le décret du 22 mars 1919).

Notons cependant que le silence du Cahier des charges au sujet des intentions de la société créancière nantie, pourrait être assimilé à un acquiescement de cette société à la vente judiciaire et, dans ce cas, le droit de rétention serait transformé en simple droit de préférence sur le prix de l'adjudication. Aussi, le Gouverneur de la Cochinchine conseille-t-il que la société, le cas échéant, en faisant procéder à un « dire » par voie d'huissier, requiert le rédacteur du cahier des charges ou du juge la mention du nantissement, sa déclaration qu'elle s'oppose à la vente si celle-ci a lieu avant l'échéance du prêt, ou, en tout état de cause, et même après l'échéance du prêt, qu'elle a l'intention d'exercer effectivement son nantissement et de retenir contre tout revendiquant le bien à ven-

dre jusqu'à parfait paiement de la dette en capital, intérêts et accessoires.

La deuxième des conditions requises pour la validité du nantissement est que le gage soit réellement appréhendé par le créancier. Il ne saurait être question évidemment de faire occuper matériellement et exploiter par les S.I.C.A.M. la totalité des rizières qui leur sont données en nantissement. Mais elles peuvent occuper par procuration et, en l'espèce, il était tout indiqué de commettre le propriétaire lui-même pour occuper et exploiter pour le compte de la Société.

Afin de réaliser cette condition, le Gouverneur de la Cochinchine a invité, par sa circulaire du 27 avril 1931, les S.I.C.A.M. à faire ajouter sur tous les billets de prêts garantis par un nantissement agricole la formule suivante :

« La Société commet l'emprunteur..., qui accepte, pour occuper en son nom et pour son compte, les immeubles décrits dans le présent billet et faisant l'objet du nantissement créé ci-dessus à charge pour ledit d'exploiter lesdits immeubles par lui-même ou par tels locataires ou métayer de son choix pour être, les revenus directs, les prix de location ou les redevances de métayage produits par lesdits immeubles, appliqués au paiement des impôts grevant les fonds nantis, et ensuite au paiement des intérêts et du capital du prêt agricole constitué par le présent billet. »

c) Enfin, une dernière difficulté doit être résolue. On s'est demandé si la prorogation du délai d'exigibilité d'un nantissement, appelé parfois à tort d'ailleurs « renouvellement », ne constitue pas une novation de la dette qui, prenant rang au jour du renouvellement, pourrait être primée par une inscription hypothécaire prise postérieurement au contrat originaire, mais antérieurement à la prorogation.

Il ne faut point s'égarer sur les mots. Qu'est-ce, en l'espèce, que le renouvellement ? Un délai accordé au débiteur qui ne peut s'acquitter à l'échéance. Or, il est reconnu que le changement apporté à l'exigibilité de la dette n'emporte pas novation. (Dalloz, Rép. prat., v^o novation, n^o 996.) Que le nouveau délai ne puisse être opposé à un créancier inscrit avant ce renouvellement et qui veut exécuter, cela paraît cer-

tain. Mais, ce qui n'est pas moins certain, c'est que, tant que la dette constituée par l'acte originaire qui a stipulé le nantissement n'aura pas été entièrement remboursée, l'exécution ne sera pas opposable au créancier nanti. En d'autres termes, le nouvel acte ne prévaudra pas comme délai contre un créancier préalablement inscrit, mais l'ancien acte gardera toute sa force pour la sauvegarde des droits qu'il garantit.

3° Précisons encore avant de clore cette question du nantissement immobilier que, dans tous les cas où le nantissement agricole est exigé pour que des prêts puissent être consentis par les S.I.C.A.M., il peut être remplacé par un dépôt de titres émis en piastres indochinoises dans la colonie par le Gouvernement ou les Etablissements publics, ou encore par un dépôt d'obligations émises avec une garantie hypothécaire.

Toutefois, cette forme de garantie ne peut être pratiquée que sur autorisation expresse du Gouverneur de la Cochinchine pour chaque société et dans les conditions déterminées par lui.

B. — *Taux d'intérêt exigé* : Le taux de l'intérêt exigé par les S.I.C.A.M. est fixé, en principe, à 12 % l'an, mais avec obligation d'être ramené, dans chaque société, à 10 % dès que sa gestion financière est équilibrée et, au plus tard, dès le début de la quatrième année de son existence.

Toutefois, le taux de 12 % peut être maintenu au delà de cette limite, par décision de l'Assemblée générale pour les prêts consentis sur simple garantie personnelle.

De plus, lorsque le bénéficiaire d'un prêt individuel est un pensionné militaire au titre de la loi sur les pensions de guerre, un ancien militaire décoré de la Croix de guerre, un blessé ou réformé à la suite de fait de guerre, un engagé volontaire pendant la guerre 1914-1918, le taux de l'intérêt est réduit de 2 % par an.

Ce sont là les principes. Nous verrons, en étudiant le fonctionnement des S.I.C.A.M., que, dans la pratique, le Gouvernement a dû adapter le taux de l'intérêt aux conditions économiques du moment et comment il s'est efforcé, par ce moyen, d'aider les débiteurs des S.I.C.A.M. et, à travers eux, les S.I.C.A.M. elles-mêmes.

§ 7. — *Facilités données par la colonie aux S.I.C.A.M.*

Ce n'est d'ailleurs pas uniquement par la réduction du taux des intérêts dus par les sociétaires des S.I.C.A.M. que le Gouvernement s'est efforcé d'aider ces organismes. Il leur a, en effet, donné un grand nombre de facilités financières et fiscales :

A. — C'est ainsi que la colonie, dans l'espèce le budget local de la Cochinchine, garantit la bonne fin des opérations de prêts effectuées par les S.I.C.A.M. avec l'établissement bancaire qui escompte les effets de la société.

En conséquence, les billets de dette envoyés à l'escompte de la Banque doivent, au préalable, être, dans les mêmes conditions et avec les mêmes effets que les anciens prêts sur récolte (voir historique), soumis au visa du Gouverneur de la Cochinchine qui peut déléguer, à cet effet, les administrateurs chefs de province ou un fonctionnaire du Gouvernement local.

Depuis le 1^{er} janvier 1930, le montant maximum de la garantie que le Budget local de la Cochinchine donne dans cet ordre d'idées est fixé, chaque année, par le Gouverneur Général après avis du chef de l'Administration locale.

Dans le cas où la colonie bénéficierait, en échange de sa garantie, de ristournes faites par la Banque sur le montant des intérêts payés, il est prévu que le Gouverneur de la Cochinchine pourrait en faire abandon en tout ou en partie aux S.I.C.A.M. dont la gestion aura été satisfaisante ou, éventuellement, aux syndicats agricoles. Il pourrait cependant, en échange de ces allocations, imposer aux Caisses de Crédit agricole certaines obligations pour leurs prêts, particulièrement au profit des cultivateurs indigènes bénéficiaires de petits prêts.

B. — De plus, mais sous la réserve expresse des attributions du Conseil Colonial de Cochinchine en matière fiscale, les S.I.C.A.M. bénéficient des exonérations fiscales indiquées ci-après :

- a) Elles sont exemptes du droit de patente ;
- b) Les dispositions de la réglementation indochinoise rela-

tive à l'impôt sur les revenus des valeurs immobilières ne sont pas applicables aux parts d'intérêt des sociétés de crédit agricole citées plus haut ;

c) Les actes de nantissement agricole au profit des S.I.C.A.M. bénéficient, au point de vue des droits de timbre et d'enregistrement, des dispositions des articles 4 et 5 de l'arrêté du 28 novembre 1918 approuvé par le décret du 22 mars 1919. Rappelons que ces actes ne sont assujettis aux droits d'enregistrement que s'ils sont produits en justice, et qu'en outre, la mention d'inscription au dia bô (registre foncier) donne lieu à la perception d'un droit uniforme de une piastre, quel que soit le nombre des parcelles affectées par le même prêt ; qu'enfin, la délivrance d'extraits du livre foncier ou de copies de pièces pour les S.I.C.A.M. donne lieu à l'application de tarifs réduits des quatre cinquièmes ;

d) Les bâtiments utilisés pour les opérations des Cais-
ses de crédit agricole jouissent des mêmes exemptions d'im-
pôts que celles dont bénéficient les bâtiments des exploitations
agricoles.

C. — Enfin, notons que, pour faciliter les opérations des
S.I.C.A.M., il a été décidé — arrêté du Gouverneur Général du
28 janvier 1928, art. 24 — que les communes annamites
seraient tenues de fournir aux sociétés indigènes de crédit
agricole mutuel, les locaux nécessaires à leurs réunions, et un
siège social, dans la mesure de leurs disponibilités.

§ 8. — *Leur administration.*

A. — Les S.I.C.A.M. sont administrées par *un Conseil d'administration* composé de neuf membres nommés par l'Assemblée générale, pour trois ans, renouvelés annuellement par tiers et rééligibles. En cas de démission ou de décès de l'un des administrateurs, il peut être provisoirement remplacé par le Conseil jusqu'à la plus prochaine Assemblée générale qui doit ratifier son choix. De plus, ces membres, en vertu de l'arrêté du Gouverneur Général du 26 février 1934, peuvent être, en cours de mandat, destitués par arrêté du chef d'administration locale qui peut alors, à son choix, soit faire procéder à

nouvelles élections, soit nommer, à la tête de la Société, une Commission administrative de cinq membres présidée par le chef de province ou son délégué.

Les administrateurs doivent être titulaires d'au moins cinq parts inaliénables, libérées et déposées dans la caisse sociale à titre de garantie. En effet, la responsabilité personnelle des membres du Conseil d'administration demeure engagée en cas de faute personnelle grave, notamment en cas de violation des statuts ou des arrêtés réglementant le fonctionnement des S.I.C.A.M. (Arrêté du 26 février 1934.)

De toutes façons, ils n'entrent en fonction qu'après l'agrément du Gouverneur de la Cochinchine.

Le Conseil nomme, chaque année, son Président, son Vice-Président, son Secrétaire et son Trésorier.

Les fonctions de membre du Conseil sont gratuites. C'est là une règle absolue en matière de mutualité. Cette règle doit être interprétée dans ce sens que les sociétaires membres du Conseil d'administration ne peuvent retirer un profit pécuniaire de leurs fonctions. Ils peuvent seulement être indemnisés pour les dépenses faites pour l'exercice de leur mandat : frais de déplacement, indemnités de séjour ou indemnité de Caisse pour le trésorier chargé du maniement des fonds. Ces indemnités doivent être fixées de manière raisonnable et ne pas revêtir le caractère d'un traitement. Exceptionnellement, le Président, s'il remplit effectivement les fonctions de directeur administratif, peut recevoir une allocation spéciale. Cette allocation, comme les indemnités précédemment prévues, doit être déterminée avec modération par délibération de l'Assemblée générale qui doit être soumise à l'approbation du Gouverneur de la Cochinchine (Circulaire du 2 juillet 1928).

Le Conseil d'administration se réunit toutes les fois que les circonstances l'exigent et au moins une fois par mois. Il est, de plus, tenu de se réunir sous trois jours, lorsque trois de ses membres le demandent par écrit.

Il délibère valablement lorsque le nombre des administrateurs présents est égal à la moitié au moins des membres du Conseil. Ses délibérations sont alors prises à la majorité

des membres présents. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Les délibérations sont consignées sur un registre spécial et signées par les membres présents.

Ses pouvoirs sont considérables, mais son action est contrôlée par la Caisse Centrale. En particulier :

a) il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un directeur, à ses administrateurs, à son secrétaire, pour l'exécution des décisions de l'Assemblée générale ou les siennes propres ;

b) il étudie les demandes de prêts et transmet toutes propositions utiles à la Caisse Centrale ;

c) il convoque les Assemblées générales ordinaires et extraordinaires, statue sur l'admission des sociétaires, examine les demandes d'exclusion et de remboursement qui sont soumises à l'Assemblée générale ;

d) il négocie les billets et mandats ; il peut faire encaisser toute somme due à la société à quelque titre que ce soit, donner quittance sous sa responsabilité ;

e) il soumet au Directeur de la Caisse Centrale ou au Chef de province toutes propositions utiles pour plaider, transiger, compromettre, concilier, nommer ou révoquer tous directeurs, employés ou agents, déterminer leurs attributions, fixer un traitement. En bref, il peut, avec l'autorisation de la Caisse Centrale, décider et faire exécuter tout ce qui rentre dans l'objet de la société et que la loi ou les statuts n'attribuent pas à l'Assemblée générale.

Le Conseil doit cependant tenir sa comptabilité conformément aux instructions qui lui sont données par la Caisse Centrale. Enfin, les extraits ou copies de ses délibérations doivent être signées par le Président et le Secrétaire, et copie doit en être adressée au chef de province en double expédition, avec traduction en français, s'il y a lieu.

B. — *L'Assemblée générale* est composée de tous les sociétaires porteurs de parts. Chaque sociétaire a droit à autant de voix qu'il a de parts jusqu'à concurrence de cinq voix. Il peut

se faire représenter par un autre sociétaire porteur d'un mandat écrit. Toutefois, un seul membre ne peut, en aucun cas, représenter plus de dix voix.

Les Assemblées générales sont présidées par le Président du Conseil, assisté de deux assesseurs et d'un secrétaire nommé par l'Assemblée.

L'Assemblée générale ordinaire se réunit, chaque année, dans le courant du mois de janvier. Comme les Assemblées générales extraordinaires, elle ne peut valablement délibérer que tout autant qu'elle est composée d'un nombre de sociétaires représentant la moitié au moins du capital social, tel qu'il existe au moment de la convocation. Les délibérations sont prises à la majorité absolue et obligent tous les membres de la Société. (Toutefois, la dissolution ne peut être votée que par les deux tiers des voix présentes ou représentées régulièrement.) Elles sont, dans tous les cas, consignées sur un registre de procès-verbaux et signées par les membres du bureau. Copie en est adressée au chef de province en double expédition.

Lors de la réunion ordinaire de l'Assemblée générale, il lui est soumis par le Conseil d'administration un rapport rédigé en français et en « quoc-ngu », qui relate le fonctionnement de la Caisse pendant l'année écoulée, expose et commente le bilan de cette année, donne le détail du compte « profits et pertes », avec les commentaires nécessaires, et formule toutes propositions utiles au sujet du fonctionnement de la Caisse de crédit.

a) L'Assemblée générale est appelée à approuver les comptes ; elle peut, à cet effet, désigner, parmi ses membres qui ne font pas partie du Conseil d'administration, un ou plusieurs délégués pour prendre connaissance de la comptabilité et de tous autres documents et lui faire un rapport spécial ;

b) En second lieu, elle fixe l'intérêt des parts. A ce propos, il est nécessaire de donner quelques précisions.

Chaque année, après acquittement des frais généraux, paiement des intérêts, escomptes et amortissements, la totalité des bénéfices est affectée à la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que ce fonds ait atteint le chiffre fixé par le Gouverneur de la Cochinchine et qui ne saurait être infé-

rieur au dixième du volume moyen annuel des opérations de prêts effectuées par la Société dont il s'agit au cours des trois dernières années de son fonctionnement. Les modalités de constitution de ce fonds de réserve sont déterminées par des décisions du chef de l'administration locale. Lorsque ce fonds a atteint le chiffre réglementaire, la proportion des bénéfices à y verser est réduite à 50 % des bénéfices annuels. Les sociétés de crédit doivent alors utiliser les fonds libres, soit à la construction d'un siège social, soit à des opérations de petits prêts dans des conditions déterminées par le Gouverneur de la Cochinchine. L'excédent des bénéfices, ces buts réalisés, est affecté au paiement d'un intérêt sur les parts. C'est alors qu'intervient l'Assemblée générale pour fixer le montant de cet intérêt. Elle doit d'ailleurs examiner, par la même occasion, la possibilité de réduire le taux de l'intérêt des prêts.

c) C'est encore l'Assemblée générale ordinaire qui statue sur l'admission et l'exclusion des sociétaires ;

d) Elle procède, en outre, au renouvellement des membres du Conseil d'administration dont le mandat arrive à expiration et désigne au moins deux commissaires qui seront chargés de faire le rapport à l'Assemblée générale de l'année suivante sur la situation de la société.

Quant aux Assemblées générales extraordinaires, elles sont convoquées toutes les fois que l'intérêt de la Société l'exige, et fonctionnent suivant les mêmes règles que l'Assemblée générale ordinaire.

C. — Il nous faut maintenant dire quelques mots sur *la comptabilité des S.I.C.A.M.* La question présente un intérêt particulier du fait de l'intervention des arrêtés du Gouverneur Général de l'Indochine en date des 13 novembre 1934 et 21 janvier 1935 et aussi des circulaires du Gouverneur de la Cochinchine, en date des 18 mars 1935 et 4 avril de la même année.

Signalons tout d'abord que l'arrêté du Gouverneur Général du 13 novembre 1934 complété par l'arrêté du 21 janvier 1935 autorise l'ouverture, dans les écritures du trésorier-payeur de la Cochinchine, d'un compte intitulé : « Caisse

Centrale de Cochinchine s/s de fonds libres provenant des versements des sociétés de crédit agricole mutuel (S.I.C.A.M.) », les fonds ainsi déposés au Trésor portant intérêt à 2 % l'an au profit de la Caisse Centrale de Crédit agricole de Cochinchine.

Ce compte est crédité du montant des fonds disponibles versés par les S.I.C.A.M. et débité des retraits effectués par la Caisse Centrale pour le compte des S.I.C.A.M. sur bons spéciaux signés du Directeur et visés par le Gouverneur de la Cochinchine ou son délégué.

Par ailleurs, les circulaires précitées du chef de l'Administration locale après avoir rappelé que, en créant la Caisse Centrale, le Gouvernement s'est proposé de grouper et de coordonner l'action des sociétés provinciales, de faciliter le contrôle qu'il doit exercer sur elles, de développer l'esprit de solidarité et d'aider au remboursement des dettes des sociétaires des S.I.C.A.M. ajoutent : « La part que les budgets administratifs sont susceptibles de prendre dans le remboursement des dettes des « Sicamants », la fusion dans un organisme central des facultés et des besoins épars de la mutualité agricole devaient nous conduire à rechercher des conditions nouvelles de gestion et de contrôle pour assurer, dans un avenir prochain, un meilleur fonctionnement des opérations de crédit. Le système en voie de réalisation n'avait pu encore aboutir à une formule définitive parce que les accords en vigueur faisaient obstacle à certaines réformes. Les négociations qui viennent d'aboutir avec la Banque d'Indochine permettront désormais, à la Caisse Centrale, de se substituer vis-à-vis des S.I.C.A.M., à la Banque de l'Indochine à laquelle elle demeure, seule, liée par une avance en compte courant productive d'intérêt. » (Circulaire du 18 mars 1935.)

Ainsi donc, dès cette époque, la Caisse Centrale prend à sa charge, au regard de la Banque, toute la masse des prêts en cours de recouvrement. En contre-partie, les S.I.C.A.M. sont comptables envers la Caisse Centrale des prêts consentis sous leur responsabilité. Enfin, les « Sicamants » restent débiteurs des sociétés provinciales, dans les mêmes conditions que par le passé...

Le rôle ainsi dévolu à l'organe centralisateur est d'une importance capitale. La tutelle administrative, nécessairement renforcée, libère l'Institut d'Emission, et procure, au nouveau régime, une aisance et une souplesse favorables à sa libre évolution.

Il était donc utile de signaler le fait. Nous n'y insisterons cependant pas davantage.

D. — L'arrêté du 28 janvier 1928 et les textes subséquents ont institué des mesures destinées à assurer un *contrôle* efficace des S.I.C.A.M. En quoi consistent-elles ?

Des textes organiques, il résulte que les S.I.C.A.M. sont placées sous le contrôle du Gouverneur Général de l'Indochine, du Gouverneur de la Cochinchine et de leurs représentants. Nous avons vu déjà comment ces autorités peuvent suivre le fonctionnement du Crédit agricole mutuel par l'intermédiaire en particulier de la Caisse Centrale. Il nous faut maintenant voir les organes de contrôle spéciaux aux S.I.C.A.M.

Chaque société provinciale est soumise au contrôle de l'administrateur chef de province, qui est assisté par une Commission provinciale, dont la composition a été fixée, conformément aux textes organiques, par un arrêté du Gouverneur de la Cochinchine en date du 6 mars 1934. Cette décision fixe la composition de cette Commission comme suit :

L'administrateur-adjoint de la province, délégué du chef de province, Président ;

Le payeur provincial,

Et le fonctionnaire indigène du grade le plus élevé, habitant le chef-lieu de la province, membres.

Les S.I.C.A.M. doivent communiquer, à cette Commission, leurs livres, pièces comptables, procès-verbaux du Conseil et des Assemblées générales, et, d'une manière générale, tous les documents concernant leur fonctionnement.

A côté de ce contrôle provincial, un contrôle permanent de l'ensemble de ces sociétés est assuré, sous les ordres directs du Gouverneur de la Cochinchine, par un inspecteur des affaires politiques et administratives qui exerce les attributions

d'inspecteur local du Crédit agricole en Cochinchine. Ce fonctionnaire est assisté d'une Commission composée de la manière suivante :

Un inspecteur des affaires politiques et administratives, Président ;

Un conseiller colonial français, membre ;

Un conseiller colonial indigène, membre ;

Un membre français et un membre indigène de la Chambre d'Agriculture, membres ;

Un représentant de la Banque d'Emission, membre ;

Le chef du service de la Conservation foncière de la Cochinchine, membre ;

Le chef des services agricoles ou son représentant, membre ;

Un payeur du Trésor à la désignation du trésor particulier, membre ;

Deux délégués des S.I.C.A.M. désignés parmi les membres des Bureaux de la société, membres ;

Soit, en tout, onze personnalités particulièrement qualifiées pour donner des avis dûment motivés.

Cette Commission est plus spécialement chargée de suivre l'ensemble des opérations de crédit agricole et d'examiner toutes les questions relatives au développement du Crédit indigène mutuel agricole en Cochinchine ; il lui est présenté, chaque année, un rapport spécial par l'Inspecteur des Affaires Politiques et Administratives.

Les S.I.C.A.M. sont tenues de fournir à l'Inspecteur local du Crédit agricole des comptes rendus périodiques ; elles sont inspectées par ce haut fonctionnaire, et leur comptabilité peut être examinée sur place par un expert-comptable désigné, sur la demande de l'Inspecteur local de Crédit agricole, par le Gouverneur de la Cochinchine.

Enfin, nouveau contrôle, le Directeur des Finances de l'Indochine peut, à toute époque, faire procéder, par lui-même ou par ses délégués, à la vérification de la comptabilité des dites sociétés qui sont, en outre, soumises à la vérification des Inspecteurs des Colonies en mission.

L'énumération des différents contrôles qui existent actuellement se passe de commentaires. Elle suffit à montrer jusqu'à quel point a été poussé le souci d'éviter les erreurs et les abus qui ont été si nuisibles en Cochinchine pendant la crise économique mondiale.

Telle est l'organisation actuelle des S.I.C.A.M. : elle semble être satisfaisante. L'étude du fonctionnement des institutions de Cochinchine que nous allons aborder maintenant nous permettra de nous rendre compte de leur efficacité.

CHAPITRE DEUXIEME

LEUR FONCTIONNEMENT

Pour étudier le fonctionnement des Institutions de Cochinchine, il nous a paru préférable, dans un but de clarté, de ne pas scinder cette question en deux parties : Caisse Centrale et S.I.C.A.M.

L'interpénétration de ces deux groupes d'organismes est, en effet, telle que ce serait compliquer sans intérêt notre exposé que d'étudier séparément leur fonctionnement.

Au reste, la logique nous impose cette solution.

SECTION I

Les difficultés et l'effort de redressement

§ 1. — *La période de prospérité.*

Jusqu'en 1931, date à laquelle la crise rizicole ne s'était pas encore fait sentir et, plus particulièrement, à compter de l'intervention de l'arrêté de 1930, les S.I.C.A.M. avaient donné

des résultats très satisfaisants. C'est ainsi que, au cours de l'exercice 1930, elles avaient réussi à ramener de 1.363 piastres à 812 piastres le montant moyen des prêts par elles consentis et, dans le même temps, leurs fonds de réserve qui, jusque-là, accusaient une progression constante, étaient passé de 818.372 piastres à 1.197.475 piastres.

Le tableau que nous donnons ci-dessous fait, d'ailleurs, ressortir nettement ce succès grandissant des S.I.C.A.M. depuis leur création jusqu'à 1930 inclus :

CAISSES DE CRÉDIT AGRICOLE INDIGÈNE EN COCHINCHINE

Années	Nombre de sociétés	Nombre d'adhérents	Capital versé (piastres)	Volume total des opérations (piastres.)	Prêts en cours au 31 décembre (piastres)	Montant moyen des prêts (piastres.)	Fonds de réserve (piastres)
1913	1	865	3.590	99.642	»	»	»
1920	6	2.099	23.600	1.567.945	»	»	»
1922	8	3.045	31.880	2.159.491	»	»	»
1923	9	3.347	66.715	2.808.289	2.682.600	1.962	»
1924	11	3.939	87.555	3.811.995	2.947.491	1.924	»
1925	11	4.743	109.237	4.665.416	3.645.046	1.946	260.468
1926	15	7.420	170.738	5.682.104	4.363.928	2.035	»
1927	17	8.016	186.044	7.485.069	5.726.118	1.857	555.563
1928	20	10.244	217.735	11.539.491	9.187.131	1.811	633.682
1929	20	12.833	246.524	15.399.623	11.954.711	1.363	818.372
1930	20	14.398	265.971	15.108.778	11.163.145	812	1.197.475

§ 2. — *La crise.*

Malheureusement, depuis le début de 1931, il se produisit un ralentissement anormal du mouvement d'exportation des riz joint à une diminution très sensible des cours pratiqués les années précédentes. Cette baisse des cours n'a d'ailleurs fait que s'accroître pendant les années 1932, 1933 et 1934.

On imagine facilement les conséquences de cette situation économique nouvelle si l'on note que la Cochinchine est un pays essentiellement agricole, dont la première et principale ressource est le riz.

On conçoit, dès lors, facilement que les S.I.C.A.M. se soient ressenties de cette situation, et que des mesures nou-

velles aient dû être prises pour parer aux difficultés exceptionnelles auxquelles il fallut faire face brusquement.

Ces mesures consistèrent principalement :

1°) en une réorganisation administrative des S.I.C.A.M. ayant pour but — nous l'avons vu — de renforcer le contrôle administratif devenu indispensable par suite de la gestion défectueuse de certaines de ces sociétés ;

2°) en un aménagement des dettes des S.I.C.A.M. qui s'imposait par suite à la fois de la baisse considérable du cours du paddy et de la diminution du pouvoir d'achat des revenus des propriétaires fonciers.

Nous ne reviendrons pas sur les premières de ces mesures qui ont été réalisées par les arrêtés de 1928-1930 et de 1934 et qui ont amené la création, en 1932, de la Caisse Centrale. Nous donnerons, par contre, quelques indications sur l'aménagement des dettes des S.I.C.A.M.

Les 12 millions de piastres empruntées par les S.I.C.A.M. ne représentaient pas, antérieurement à 1931, une proportion excessive ni par rapport à la totalité de la superficie complantée alors en rizières en Cochinchine (2.400.000 hectares), ni par rapport à la superficie nantie (224.000 hectares), ni non plus par rapport au nombre d'emprunteurs (14.225).

Par contre, le quintal de paddy passant successivement de 6 p. 50 en moyenne en 1926, 6 p. 19 en 1927, 5 p. 84 en 1928, 7 p. 15 en 1929, 6 p. 84 en 1930 à 3 p. 79 en 1931, 3 p. 22 en 1932, 2 p. 30 en 1933, 1 p. 88 en 1934, la rentabilité du sol se trouva handicapée à la fois par la baisse soudaine des prix de la production agricole et par le fait même de l'endettement contracté par les agriculteurs, non seulement vis-à-vis des S.I.C.A.M., mais vis-à-vis encore de tous les prêteurs privés, encore très nombreux à cette époque.

Les fonds des S.I.C.A.M. ne tardèrent pas, en conséquence, à être « gelés », ainsi qu'il résulte des chiffres ci-après :

Capital dû au 1 ^{er} janvier 1932		11.645.000	piastres.
— — 1 ^{er} janvier 1933		10.670.000	—
— — 1 ^{er} janvier 1934		10.268.000	—
— — 1 ^{er} octobre 1934		9.743.000	—

Il convient d'ailleurs d'ajouter à ce dernier chiffre un million de piastres supplémentaires prêté aux S.I.C.A.M. par le Gouvernement de la Cochinchine sur des fonds avancés par la Caisse des Pensions Civiles au Gouvernement Général en vue de financer les travaux de la campagne et de la moisson 1932-1933.

En effet — ouvrons ici une parenthèse — durant les campagnes agricoles de 1932 et 1933, des prêts de campagne et de moissons avaient été faits suivant des modalités spéciales et organisés par circulaire du Gouverneur de la Cochinchine en date du 15 novembre 1931, avec le concours des S.I.C.A.M. Il fallait alors fournir aux riziculteurs de Cochinchine l'aide financière indispensable pour leur permettre d'abord de cultiver leurs terres et de ne pas laisser à l'abandon des superficies qui auraient pu être considérables ; ensuite, au moment de la récolte, de faire face aux dépenses que nécessite la moisson.

Le total des prêts de campagne s'est élevé pour ces années 1931 et 1932 à près de 165.000 piastres. Ils ont permis de maintenir en culture la plupart des rizières de la colonie. Malheureusement, ils ont donné des résultats peu encourageants : 38 % seulement de l'ensemble avait été remboursé en 1934, portant d'ailleurs plutôt sur les petits prêts que sur les gros.

Quoi qu'il en soit, la situation des emprunteurs des S.I.C.A.M. était, dès 1931, si compromise que le remboursement des seuls intérêts de leurs dettes dépassait même leurs possibilités et, par voie de conséquence, les S.I.C.A.M. se trouvaient, à leur tour, incapables de verser à la Banque le montant des intérêts des sommes qu'elles lui devaient.

C'est ainsi que, en 1931, sur un capital dû de 10.872.000 piastres, elles n'avaient pu acquitter que 875.000 piastres d'intérêt, soit environ 80 % seulement des intérêts dus au taux de 10 %.

En 1932, pour un capital de 11.645.000 piastres, elles avaient acquitté 612.000 piastres d'intérêts, soit 58 % du total des intérêts dus.

En 1933, sur un capital de 10.670.000 piastres, les sommes versées par les « Sicamants » au même titre ne s'élevaient plus qu'à 425.000 piastres, soit seulement 40 % des intérêts dûs.

Enfin, en 1934, sur un capital de 10.268.000 piastres, les intérêts versés avaient atteint à peine 348.000 piastres.

Dans ces conditions, pour parfaire le versement des sommes dont ces organismes étaient redevables à la Banque de l'Indochine, il fallut que la colonie entamât le fonds prévisionnel constitué par les sociétés indigènes de Crédit agricole mutuel pendant la période de prospérité précédente. Ce fonds ne tarda pas, malheureusement, à être complètement tari et, à la fin de 1934, les S.I.C.A.M. pouvaient être considérées comme des organismes en liquidation.

§ 3. — *Effort en vue du redressement.*

Monsieur le Gouverneur Pagès se rendit rapidement compte que, pour sauver l'institution, il fallait d'abord, coûte que coûte, dégager autant que faire se pouvait, les S.I.C.A.M. du poids des dettes qu'elles avaient contractées et dont la charge s'était accrue, par suite de la crise, du montant de tous les intérêts impayés, ce qui portait ces dettes, capital et intérêts, à 13.511.000 piastres.

Ajuster cette dette à la capacité de paiement des propriétaires fonciers, telle qu'elle était déterminée par le prix du paddy en 1934, était en effet une nécessité pressante. Il importait d'autant plus d'y parvenir que le gouvernement local se trouvait en présence de propriétaires désespérés de voir grossir une dette que les prix d'alors de la culture ne leur permettraient jamais d'acquitter.

Redonner confiance à ces désespérés, rendre les paiements d'intérêts supportables, remettre en marche le remboursement des capitaux, abaisser ensuite le loyer général de l'argent, telles ont été les pensées maîtresses qui ont guidé le chef de la Cochinchine dans un but d'apaisement politique et social autant que de rénovation économique.

Pour mettre en œuvre ces idées, il ordonna tout un ensem-

ble de mesures dont nous ne rappellerons ici que les plus importantes :

A. — *Compression des dépenses.* — Tout d'abord, il s'efforça de réaliser une compression très énergique des dépenses d'administration des S.I.C.A.M. et de la Caisse centrale. Cette compression, qui avait d'ailleurs été commencée par son prédécesseur, monsieur Krautheimer, en 1933, fut poussée à l'extrême.

En effet, à partir du 1^{er} juillet 1934, le maximum des dépenses d'administration pour une année passait :

pour les S.I.C.A.M., de 43.000 à 22.600 piastres,

pour la Caisse centrale de 48.000 piastres à 27.400.

(Le nouveau quantum de dépenses, pour chaque S.I.C.A.M., était fixé en fonction du nombre des débiteurs.)

Ces mesures réduisaient les émoluments d'une centaine d'employés ou de dirigeants, mais elles profitaient à 15.000 sociétaires environ.

B. — *Abaissement du taux d'intérêt.* — Le deuxième effort consista dans l'abaissement successif du taux de l'intérêt qui était, à l'origine — nous l'avons vu — de 10 %. Il fut ramené d'abord à 7,5 %, puis à 6,5 %, et enfin à 6 %.

En effet, à partir du 1^{er} juillet 1934 (circulaire du Gouverneur de la Cochinchine du 27 juin 1934), l'intérêt de 10 % payé effectivement par chaque débiteur et qui se décomposait ainsi qu'il est indiqué ci-après :

6 % au profit de la Banque de l'Indochine;

2 % au profit du Budget général;

2 % au profit de la S.I.C.A.M. intéressée,

était ramené à 7, 5 % au total et réparti comme suit :

6 % à la Banque de l'Indochine;

1 % au Budget local;

0,5 % à la S.I.C.A.M. intéressée.

Cette diminution de 2,5 % du taux de l'intérêt s'appliquait rétroactivement, sans limitation dans le passé.

De plus, par faveur exceptionnelle, les intérêts dûs pour les années 1931 et 1932 étaient comptabilisés au taux de 6 %

au lieu de 7,5 % ; ces dernières et bienveillantes mesures ont été appliquées à compter du 1^{er} août 1934. (Circulaire du Gouverneur de la Cochinchine du 2 août 1934.)

L'effort pour la diminution du taux de l'intérêt ne s'arrêta pas là. Il fut en effet ramené à :

- 7 % le 1^{er} novembre 1934,
- 6,5 % le 1^{er} novembre 1935,
- 6 % le 1^{er} novembre 1936.

L'obstacle principal à la réduction du taux de l'intérêt consistait en ceci qu'une partie de cet intérêt (6 %) était due à la Banque de l'Indochine.

Il était naturel dès lors, que le Gouvernement s'efforçât d'obtenir de l'Institut d'Emission de l'Indochine une réduction de son taux d'intérêt. En fait, dès sa prise de pouvoir, le chef de l'administration locale a mis tout en œuvre pour obtenir de la Banque de l'Indochine qu'elle considère les sacrifices faits par la Colonie et l'aide dans son œuvre de redressement. On était en droit d'espérer que l'Institut d'Emission qui, par sa nature, se devait de participer au relèvement économique du pays, prendrait sa part des sacrifices communs en réduisant sensiblement le taux de l'intérêt et en aménageant le principal de la dette.

En réponse aux instances du Gouverneur de la Cochinchine, le Conseil d'administration de la Banque acceptait le 26 septembre 1934 « d'abaisser de 1 % le taux de l'intérêt (6 %) des prêts en cours à partir du 1^{er} octobre 1934 sous réserve du règlement total au 31 décembre 1934 des intérêts dus à cette date ». La Banque acceptait en outre le principe d'un nouvel abaissement du taux de l'intérêt « pour la partie des prêts considérée comme irrécouvrable ou figée qui serait directement prise en charge par le Gouvernement de la Cochinchine et amortie par lui à une cadence rapide ». Cette partie était alors évaluée à 4 millions de piastres (1).

Le Gouvernement local ne pouvait adhérer à ces condi-

(1) Publication du gouvernement de la Cochinchine.

Le Crédit agricole mutuel en Cochinchine pendant l'année 1936. Saïgon. (L. Aspar) 1937.

tions trop rigoureuses. Les négociations reprirent donc et enfin, le 31 août 1936, fut signée une convention qui est devenue définitive par l'approbation du Gouverneur Général le 12 septembre 1936.

Aux termes de cette convention, la Caisse centrale, comme mandataire des S.I.C.A.M., prend en charge dans ses coffres la totalité des billets de dette que la Banque de l'Indochine a escomptés à ces établissements de crédit. Ces billets sont comptabilisés pour ordre dans un compte spécial ouvert au nom de la Caisse centrale. Ce passif bancaire doit être remboursé à la Banque de l'Indochine par annuités de 500.000 piastres à compter de 1935, imputées sur le principal. Ces versements devant s'effectuer aussi longtemps que le solde du compte spécial sera supérieur à cinq millions de piastres.

A ces annuités de 500.000 piastres viennent s'ajouter les intérêts à 5 % l'an. Les sommes restant dues au 31 décembre 1934 deviennent « exigibles en principal et intérêts à cette date et les modalités de remboursement feront l'objet d'un accord entre le gouvernement local et la Banque de l'Indochine (1).

Notons encore ici, pour n'y plus revenir, que depuis 1935, les sommes versées en principal à la Banque de l'Indochine par la Caisse centrale, se sont élevées à 2.908.221 piastres 95, se répartissant comme suit :

1935 :	908.221 \$ 95
1936 :	324.962 \$ 00
1937 :	1.675.038 \$ 00

A cette époque il avait donc été versé à la Banque d'émission, indépendamment des annuités de 1935, 1936 et 1937 contractuellement échues, une somme supplémentaire de 1.408.221,95 qui a été affectée au règlement des annuités de 1938, 1939 et 1940.

D'ailleurs, au 1^{er} mai 1938, la dette envers la B.I.C. était, par suite d'un nouveau versement, ramenée à 6.750.000 piastres.

(1) Même source.

Quoi qu'il en soit, c'est grâce à cette convention que le taux d'intérêt exigé des « Sicamants » a pu être ramené, le 1^{er} novembre 1936, à 6 % l'an.

C. — *Remise des intérêts arriérés.* — Cette considérable réduction du taux de l'intérêt était encore insuffisante pour permettre aux débiteurs des S.I.C.A.M. de satisfaire à leurs obligations.

Aussi, en même temps qu'il ramenait progressivement le taux de l'intérêt de 10 % à 6 %, le Chef de l'administration locale de la Cochinchine faisait abandon des intérêts arriérés d'abord pour les années 1929 et 1939 (circulaire du 2 août 1934), puis, au début de janvier 1935, passait l'éponge sur tous les intérêts restant dûs par les « Sicamants » au titre des années 1931, 1932 et 1933.

L'allègement consenti au profit des débiteurs représentait ainsi une somme globale de 1.509.690 piastres répartie comme suit :

1929	4.283 \$ 00
1930	36.234 \$ 00
1931.....	} 1.469.173 \$ 00
1932	
1933.....	

Cette mesure, particulièrement opportune, enlevait tout souci au débiteur pour le passé; elle lui donnait confiance dans l'administration française. Elle devait, par contre-coup, bénéficier aux Ta Dien et aux coolies agricoles.

D. — *Mise en action des solidarités collectives.* — Une autre mesure consista dans la mise en action des solidarités collectives.

Monsieur le Gouverneur Pagès s'efforça en effet de créer en utilisant l'organisation communale, un Office de colonisation. Par circulaire du 1^{er} septembre 1934, il engagea les chefs de province à faire acheter, sur les fonds disponibles des budgets communaux, les terres en bon état d'entretien données en nantissement par les « Sicamants » reconnus définitivement insolvable. Ces nouveaux biens communaux

devaient être soit loués à l'ancien propriétaire par un contrat de location-vente, soit, lorsque les conditions économiques seraient redevenues favorables, remis en vente sous des modalités à déterminer.

L'ordre de grandeur de cette opération ingénieuse n'a pu être que d'environ 250.000 piastres. Son utilité avait été comprise, mais, malheureusement, la restriction des budgets communaux a limité la portée d'une mesure qui aurait assaini la situation de nombreux « Sicamants » en permettant, sans trouble, des mutations de propriétés.

Cependant, comme nous l'avons vu, la Banque de l'Indochine demandait le paiement, au 31 décembre 1934, des intérêts restant dûs sur 1934 en contrepartie de l'abaissement du taux de l'intérêt lui revenant de 6 à 5 %.

Les expériences faites et les sondages opérés ne laissaient plus au Gouvernement qu'une solution : la participation directe des Budgets provinciaux et communaux au remboursement des capitaux et des intérêts dûs par les S.I.C.A.M. à la Banque d'émission, sous forme d'avances remboursables.

C'est qu'en réalité le problème de l'endettement des S.I.C.A.M. était devenu d'ordre public.

En décidant que chaque province devrait désormais garantir à la Caisse centrale de Crédit agricole de Cochinchine le remboursement strict et intégral des intérêts dûs au Gouvernement local, avaliseur des billets de dette, et l'amortissement du capital dû, le Gouvernement consacrait le caractère spécial de la dette agricole et incitait les collectivités provinciales à en poursuivre le recouvrement. Il marquait en outre sa volonté qu'il n'y eût pas de cloison étanche entre les ressources collectives d'une même province.

N'était-il pas logique et juste, en effet, que les réserves constituées par les efforts des collectivités viennent en aide à la collectivité ?

L'opération était du reste garantie largement par les terres nanties ; elle ne présentait pour des budgets provinciaux et communaux aucun risque puisqu'il était prévu qu'elle ne

pouvait s'adresser qu'aux « Sicamants » dont le gage était suffisant.

En fait, d'ailleurs, cette mesure fut aisément acceptée par les conseils de province et elle devait donner d'excellents résultats.

E. — *Rôle de la Caisse centrale.* — L'effort de Monsieur de Gouverneur Pagès en vue du relèvement des S.I.C.A.M. s'est encore marqué dans deux ordres d'idée : en donnant tout d'abord une nouvelle impulsion à la Caisse Centrale, et par une réforme profonde de la comptabilité du Crédit agricole mutuel indigène en Cochinchine.

Nous avons, au cours de l'étude de l'organisation des S.I.C.A.M. déjà fait allusion à ces questions ; il nous paraît cependant utile d'y revenir brièvement si nous voulons donner une idée exacte de l'effort du Gouvernement local en vue de l'amortissement des dettes des S.I.C.A.M.

Monsieur le Gouverneur Pagès avait, dès sa prise de service, aperçu le rôle que pouvait et devait jouer la Caisse Centrale.

Aussi, dès le 11 août 1934, faisait-il ouvrir à la Caisse centrale un compte au trésor et il ordonnait, en même temps, le transfert à ce compte de tous les fonds liquides des S.I.C.A.M. et de tous les encaissements au fur et à mesure qu'ils se produiraient.

Dès lors, pour les besoins de leur trésorerie, les S.I.C.A.M. devaient s'adresser à la Caisse centrale qui leur faisait parvenir, par l'intermédiaire du Trésor de la province, les fonds nécessaires au fur et à mesure de leurs besoins.

Cette mesure a eu le triple avantage immédiat de faire fructifier des dépôts et des versements jusque là improductifs (puisque désormais ils portaient 2 % d'intérêt au profit de la Caisse centrale), d'alimenter le Trésor public et surtout d'encourager les particuliers et les collectivités à mettre en dépôt à la Caisse Centrale leurs disponibilités soit à vue, soit à terme, comme cela est pratiqué en France dans les caisses locales et régionales. La solidité et le caractère officiel de la

Caisse centrale donnent en effet aux capitalistes à la recherche de placements toutes les garanties voulues.

Dans le même temps, les S.I.C.A.M. étaient invitées à confier leur portefeuille à la Caisse centrale, mieux à même d'en assurer la gestion.

Cette solution permettait d'ailleurs de développer l'esprit de mutualité et de solidarité entre les sociétés provinciales en permettant à celles qui avaient des fonds disponibles de venir en aide aux sociétés dans la gêne, au moyen d'avances remboursables faites par l'entremise de la Caisse centrale qui en tient comptabilité.

Estimant, d'autre part, que l'alimentation du Crédit agricole à l'aide de l'escompte — c'est-à-dire de capitaux à court terme — révélait à l'expérience un certain nombre de difficultés, le Chef de l'administration locale décida de remplacer, en principe, l'escompte par une avance globale faite en compte courant par la Banque de l'Indochine à la Caisse Centrale. Cette mesure était logique du fait de l'existence même de la Caisse Centrale.

En effet, tant que la centralisation financière et le contrôle des opérations des S.I.C.A.M. étaient assurés pratiquement par la Banque de l'Indochine, les opérations de réescompte se trouvaient justifiées par la nécessité où l'on était de tenir un compte général des engagements individuels des « Sicamants ». Avec la création de la Caisse centrale, il était logique et nécessaire que le contrôle fut effectivement entre les mains de l'Administration locale, parce qu'il n'appartient qu'au Gouvernement de fixer et de régler la politique du Crédit agricole sous l'angle seul de l'intérêt général du pays.

Comme conséquence de ces différentes mesures, une réforme profonde de la comptabilité des S.I.C.A.M. a dû être entreprise. Elle devait refléter et consacrer le changement survenu dans les rapports entre la Banque, les S.I.C.A.M. et la Caisse centrale.

A la suite de cette réforme, nous l'avons vu, toutes les ressources du Crédit agricole mutuel en Cochinchine ont été réunies à la Caisse centrale. Celle-ci en règle l'emploi avec le

maximum de garanties, d'opportunité et d'efficacité. Libérés de l'ennui et du souci de tenir une comptabilité complexe et difficile, les dirigeants des S.I.C.A.M. disposent d'une comptabilité très simple descriptive de la position active et passive de la Société et leurs écritures se bornent à l'enregistrement au jour le jour des recettes et des dépenses. Ils peuvent, dans ces conditions, donner tous leurs soins au recouvrement des prêts arriérés.

Telles furent dans l'ensemble les mesures prises par le Gouvernement de la Cochinchine en vue d'aider au redressement de la situation financière des S.I.C.A.M. La question se pose maintenant de savoir quels sont les résultats qui ont été obtenus.

§ 4. — *Les Résultats obtenus*

Les mesures prises par le Gouvernement local de 1934 à 1936 tendaient essentiellement — nous l'avons vu — à diminuer dans la mesure du possible l'endettement des riziculteurs. En fait, elles ont permis aux débiteurs de reprendre définitivement confiance et, par suite, d'accomplir de nouveaux efforts : le paiement des dettes a repris un cours satisfaisant et, du même coup, la situation du Crédit agricole mutuel en Cochinchine s'est sensiblement améliorée.

A. — *L'assainissement des prêts perdus.* — Au début de 1935, la Banque de l'Indochine estimait que sur les 12 millions de piastres que les S.I.C.A.M. avaient à recouvrer (compte tenu du million dû à la Caisse des Pensions civiles), il fallait considérer 4 millions de piastres comme irrémédiablement perdus.

A l'heure actuelle, les prêts estimés en 1935 comme définitivement gelés sont pour une grande part récupérés.

Le tableau ci-dessous précise dans quelle proportion les créances arriérées ont été réestimées, de 1935 à 1937, pour chacune des S.I.C.A.M.

Provinces	Prêts en cours	Prêts estimés gelés et perdus	Prêts en cours	Prêts estimés gelés et perdus	Rapport de la résorption des prêts gelés et perdus
Baclieu	1.034.000	500.000	864.847	261.500	47 %
Baria	67.500	7.000	47.553	460	94 %
Bentre	882.400	250.000	702.891	25.400	90 %
Bienhoà	112.000	40.000	94.528	14.150	66 %
Cantho	1.002.000	400.000	944.141	43.100	88 %
Chaudoc	130.500	30.000	43.541	8.120	72 %
Cholon	461.400	60.000	368.382	5.750	90 %
Giadiah	153.200	50.000	103.826	310	99 %
Gocong	231.700	30.000	157.292	7.160	72 %
Hatien	4.480	3.000	Néant	Néant	100 %
Longxuyen	385.300	100.000	372.896	16.110	84 %
Mytho	474.500	160.000	299.875	10.590	95 %
Rachgia	1.124.400	700.000	1.022.013	64.530	90 %
Sadec	458.300	160.000	429.585	3.380	97 %
Soctrang	769.000	600.000	655.519	38.200	94 %
Tanan	226.000	70.000	201.535	43.660	40 %
Tayninh	73.200	50.000	52.430	3.090	95 %
Thudamot	120.700	30.000	67.626	4.630	87 %
Travinh	1.231.400	460.000	1.144.467	193.250	60 %
Vinhlong	771.400	300.000	655.002	14.340	92 %
	9.713.380	4.000.000	8.227.949	757.830	

Il est vrai que, pour arriver à ce résultat, la Caisse centrale a dû prendre à sa charge une perte de plus de 2.500.000 piastres d'intérêts, mais dans tous les pays du monde les établissements de Crédit agricole mutuel, conscients de la fonction sociale qu'ils ont à remplir, n'ont pu aider leur clientèle à sortir de la crise qu'en consentant des sacrifices.

De même, les prêts de campagne et de moisson qui furent consentis en 1931-1932, dans les conditions hasardeuses que l'on sait, pour des raisons politiques et qui étaient à vrai dire plutôt des secours que des prêts, et dont au 31 décembre 1935 on estimait une grosse partie (833.918 \$ 00) comme perdue, se trouvaient ramenés au 31 décembre 1937 à 590.654 \$ grâce aux versements faits par les débiteurs.

Cette somme (590.654 \$) comprend les prêts de campagne et de moisson déjà remboursés à la Banque au moyen des fonds empruntés à la Caisse des Pensions Civiles et ceux restant dûs encore à la Banque de l'Indochine.

Le détail de ces prêts, tel qu'il est donné dans le rapport annuel de 1937 de la Caisse centrale de Crédit agricole mutuel de Cochinchine, est le suivant :

1°) Prêts déjà remboursés à la Banque de l'Indochine et restant à récupérer sur les emprunteurs 195.360 \$ 14

2°) Prêts de campagne non encore remboursés à la B.I. et restant dûs par les emprunteurs :

Baclieu	120.650 \$ 60
Cantho	24.543 \$ 47
Chaudoc	835 \$ 00
Rachgia	184.176 \$ 98
Caisse Française (mémoire)	65.087 \$ 89

Total 590.654 \$ 08

Donc, aussi bien pour les créances arriérées des prêts courants que pour les prêts de campagne non encore remboursés, on constate une très sensible amélioration entre 1935 et 1937.

B. — *Remboursement du capital.* — D'ailleurs, si on compare les chiffres des remboursements effectués par les « Sicamants » en 1936 (1.061.844 \$) au montant des versements de capital reçus en 1937 (1.672.905 \$) on constate que, en 1937, les débiteurs ont payé une somme supérieure de plus de 600.000 piastres.

D'autre part, le pourcentage des remboursements de chaque province par rapport au volume total de leur dette indique que ce sont surtout les provinces ayant le moins de gros débiteurs qui ont le plus remboursé.

Il ressort en effet du tableau ci-après que les provinces de Baclieu, Cantho, Rachgia, Soctrang et Travinh, qui sont les plus endettées, ont recouvré, au cours de l'exercice 1937, des sommes dont le pourcentage par rapport au volume total de leurs prêts varie entre 10, 13, 15, 16 et 18 %.

Par contre, les provinces de Baria, Bentre, Chaudoc, Cholon, Giadinh, Cocong, Longuyen, Mytho, Sadec, Tanan, Tayninh, Tudaumot et Vinhlong dont les débiteurs sont pour la plupart des petits et moyens propriétaires, ont obtenu des remboursements qui oscillent entre 24, 30, 35 et 69 %, en regard d'une dette beaucoup moins élevée.

Provinces	Prêts en cours au 1 ^{er} janvier 1937	Remboursements effectués au 31.12.37	Pourcentage des rembourse- ments.
Baclieu	864.847 \$	153.572 \$	18 %
Baria	47.554	10.475	24 %
Bentre	702.891	155.678	22 %
Bienhoà	94.528	12.077	13 %
Cantho	944.141	155.793	16 %
Chaudoc	43.451	28.986	69 %
Cholon	368.382	98.678	26 %
Giadinh	103.826	36.881	35 %
Gocong	157.292	55.564	35 %
Longxuyen	372.896	88.712	24 %
Mytho	299.875	135.239	45 %
Rachgia	1.022.013	100.350	10 %
Sadec	429.585	103.195	25 %
Soctrang	655.519	114.407	18 %
Tanan	201.535	45.230	24 %
Tayninh	52.430	13.990	25 %
Thudaumot	67.626	20.948	30 %
Travinh	1.144.467	175.128	15 %
Vinhlong	655.002	167.994	25 %
	8.227.949 \$	1.672.905 \$	

Il n'était pas inutile de noter ce fait qui confirme, une fois de plus, le principe que le Crédit agricole mutuel doit s'adresser surtout aux petits et moyens propriétaires qui ne peuvent trouver ailleurs de crédit, et tiennent généralement mieux leurs engagements que les grands propriétaires.

C. — *Le problème des intérêts.* — En décidant, en 1934, d'abandonner en faveur des « Sicamants » les intérêts arriérés et de réduire de 10 à 6 % le taux de l'intérêt, le Gouvernement de la Cochinchine avait voulu nettement marquer sa volonté de les aider pendant la crise à amortir le plus possible le principal de leurs intérêts : c'est dans cet état d'esprit qu'ont travaillé, jusqu'au troisième trimestre 1937, la Caisse Centrale et les S.I.C.A.M.

Cette politique n'a pas été sans entraîner, de la part de la Caisse centrale, d'importants sacrifices.

On sait que l'abandon des intérêts arriérés de 1929 à 1933 a provoqué une perte de 1.509.690 \$ 00 au compte de la Caisse centrale. Mais ce n'est pas tout.

Les débiteurs ont versé en trois ans, du 1^{er} janvier 1935 au 1^{er} janvier 1938, les intérêts suivants :

en 1935 : 586.207.00

en 1936 : 483.978.00

en 1937 : 531.513.00

Au total : 1.601.698.00

Le taux de l'intérêt appliqué à ces versements fut de 6 % au lieu de 10 %. La différence de 4 % représente une somme de :

$$\frac{1.601.698 \times 4}{6} = 1.067.798 \text{ \$ } 00$$

La Caisse centrale a donc, pendant cette période, subi un manque à gagner de 1.067.798 piastres.

En définitive, les sacrifices supportés par la Caisse centrale s'élevaient au 31 décembre 1937 à une somme globale de (1.509.690 + 1.067.798) 2.577.488 piastres.

Mais, la crise étant passée, il conviendrait, comme y insiste le rapport annuel de 1937, que les débiteurs ne laissent plus à la fin de chaque exercice un arriéré d'intérêts à payer.

Le Gouvernement s'est montré à leur égard d'une extrême bienveillance. En retour, les débiteurs se devraient de liquider désormais ce qui leur reste devoir sans retard.

Or, il est regrettable de constater qu'au 31 décembre 1937, malgré les charges qui pèsent lourdement sur la Caisse centrale, les débiteurs restaient encore devoir au titre des intérêts arriérés une somme de plus de 380.000 piastres représentant partie des annuités de 1934, 1935, 1936 et 1937.

En effet, au cours du quatrième trimestre de 1937, la Caisse centrale a procédé à un recensement minutieux des

comptes de tous les débiteurs. Ce travail a permis de déterminer le montant par année des intérêts restant dus par chaque province ; il est résumé dans le tableau qui suit :

Provinces	Intérêts dus 1934		Intérêts dus 1935		Intérêts dus 1936		Intérêts dus 1937		TOTAL
Bacieu	9.133	\$ 46	21.259	\$ »	25.394	\$ 99	29.188	\$ 30	82.975 \$ 90
Baria	94	90	189	16	287	80	750	12	1.321 98
Bentre	253	30	1.323	77	2.839	53	12.135	73	16.554 53
Bienhoà	2.028	60	2.361	60	2.447	82	3.512	14	10.350 16
Cantho	1.744	70	7.483	42	10.343	88	14.705	70	34.277 70
Chaudoc	473	20	412	»	422	20	660	26	1.967 86
Cholon	239	28	744	37	1.398	97	3.782	92	6.165 54
Giadinh	53	52	619	24	948	92	1.973	59	3.695 27
Gocong	144	50	217	54	399	40	1.787	50	2.548 94
Longuyen ...	843	12	2.029	98	2.320	35	5.137	84	10.331 29
Mytho	250	01	354	»	354	»	1.858	81	2.816 82
Rachgia	2.094	91	26.276	03	30.435	68	39.859	70	116.586 32
Sadec	3.569	02	5.654	91	9.265	79	16.807	65	35.297 37
Soctrang	2.370	95	6.890	46	8.232	10	10.136	47	27.629 98
Tanan	1.250	46	2.093	05	1.846	67	2.423	96	7.614 14
Tayninh	115	70	162	30	309	60	728	38	1.315 98
Thudaumot ..	294	28	165	32	516	55	801	21	1.777 36
Travinh	3.401	54	1.371	31	915	26	1.130	53	6.818 64
Vinhlong	331	77	1.619	86	3.013	39	7.993	48	12.958 50
	46.509	\$ 37	81.227	\$ 32	101.693	\$ 10	153.374	\$ 29	382.904 \$ 08

Afin d'épurer tous ces comptes d'intérêts arriérés, le Gouverneur de la Cochinchine a pris tout récemment une nouvelle mesure de bienveillance — la dernière. Il a décidé, en effet, la remise des intérêts de 1934 et 1935 non encore versés contre paiement de ce qui est dû sur 1936 et 1937.

La bienveillance du Gouvernement ne saurait désormais aller plus loin, car elle risquerait, dans les conjonctures actuelles, d'être exploitée par les débiteurs de mauvaise foi.

Quoi qu'il en soit, les considérations qui précèdent nous permettent de noter que si la politique du Gouvernement de la Cochinchine n'a pas donné, en ce qui concerne le paiement des intérêts, tous les espoirs qu'on était en droit d'en attendre, elle a cependant permis de ramener l'arriéré à une somme relativement faible (380.000 piastres).

D. — *La reprise des petits prêts.* — Il est un autre point sur lequel il nous faut insister, c'est la reprise des prêts.

Pour permettre aux S.I.C.A.M. de réduire leur passif, *on avait pratiquement, dès la crise, suspendu tous les nouveaux prêts*, si bien que l'on peut dire que, de 1932 à 1937, il n'y avait plus de Crédit agricole mutuel en Cochinchine.

Cette situation, conséquence logique de l'état même des S.I.C.A.M., ne laissait pas cependant de présenter de nombreux inconvénients.

L'absence de crédit agricole officiellement contrôlé avait fait renaître les vieilles habitudes indigènes et l'usure, spontanément, était redevenue puissante.

Le Gouverneur de la Cochinchine, considérant avec intérêt le cas des petits et moyens propriétaires qui, — nous l'avons signalé, tiennent généralement mieux leurs engagements que les grands propriétaires et dont la situation matérielle a des répercussions sociales très importantes — a décidé, par circulaire en date du 29 juin 1937, de leur venir en aide, puisque la situation rénovée des S.I.C.A.M. permettait la reprise des petits prêts.

Mettant à profit les leçons de la crise, les modalités des prêts à accorder aux Sicamants ont été fixées, comme suit :

1°) Les avances ne peuvent servir qu'à des travaux cultureux ou d'aménagement des terres et ne doivent être employées ni à rembourser les dettes anciennes, ni à l'acquisition de terres nouvelles. Elles ne peuvent être utilisées qu'à des opérations exclusivement agricoles.

2°) Le demandeur doit fournir à l'appui de sa demande un croquis de ses terres, exposer par écrit l'utilité des travaux et des dépenses qu'il envisage, leur montant détaillé et la date d'exécution. Il doit ensuite fournir la justification de ces dépenses et le devis doit en être discuté de façon que l'emprunteur ne demande que la somme qui lui est absolument nécessaire, et ne s'endette pas au-delà de sa capacité de paiement.

3°) L'avance à consentir est fixée non d'après la valeur d'exploitation ou de liquidation des terres mais d'après leur revenu moyen durant les cinq dernières années.

4°) Un rapport d'expertise doit être établi par les soins des autorités cantonales et figurer au dossier avec l'avis motivé du Chef de la province à qui il appartient de s'entourer de tous les renseignements utiles.

5°) L'avance consentie constitue une ouverture de crédit ; elle est distribuée par fractions aux dates convenues d'après le programme des dépenses.

6°) Les prêts supérieurs à mille piastres doivent être soumis au Directeur de la Caisse Centrale qui fait toutes propositions utiles au Gouverneur pour décision.

L'énumération de ces formalités suffit à montrer que la pratique des prêts est devenue désormais une chose exceptionnelle pour les S.I.C.A.M. Le Gouvernement de la Cochinchine veut favoriser les petits propriétaires et les petits prêts, mais sa crainte des abus lui a fait prendre des précautions qui doivent décourager le petit emprunteur. Seul, le propriétaire qui a besoin d'une somme importante consentira, nous semble-t-il, à remplir toutes ces formalités. N'est-ce pas là le premier symptôme de la fin de l'institution des S.I.C.A.M. et la marque qu'avec la Caisse centrale, elles ne constituent plus désormais que des organismes en liquidation qu'il faudra sous peu remplacer par quelque chose de nouveau et de mieux adapté au pays ? On peut en tout cas se le demander.

Quoi qu'il en soit, il nous faut noter que pendant le deuxième semestre de 1937, sur un crédit de 160.000 piastres mis à la disposition des « Sicamants », 22.800 piastres — seulement — de prêts de 500 piastres et au-dessous ont été consentis à 393 fermiers et petits propriétaires ce qui, il faut le reconnaître, est bien peu pour un pays comme la Cochinchine.

SECTION II

La situation actuelle

§ 1. — *La Caisse Centrale*

Le Bilan de la Caisse Centrale arrêté au 31 décembre 1937 accuse une perte de 526.679 \$ 64. Le compte « pertes et pro-

fits » qui était au 31 décembre 1936 de 652.644 \$ 32 a enregistré au cours de l'exercice 1937 un amortissement de 159.759 \$ 43 provenant de l'abandon au profit de la Caisse Centrale du reliquat de l'avance faite par les Budgets Communaux de Cochinchine.

Compte non tenu de cet amortissement, les opérations de la Caisse Centrale, pendant l'année 1937, se soldent par une perte de 33.794 \$ 75, savoir :

Report de la perte au 31 décembre 1936 652.644 \$ 32

Recettes :

Intérêts acquis sur versements des débiteurs	488.755 \$ 73
Intérêts acquis sur Portefeuille	5.559 \$ 05
Intérêts acquis sur divers dépôts de fonds	9.754 \$ 37
	504.089 \$ 15

Paiements :

Intérêts payés à divers créanciers ..	499.055 \$ 41
Pertes sur ventes des titres	2.433 \$ 16
Frais généraux	34.094 \$ 02
Abattements accordés aux débiteurs ..	1.656 \$ 10
Amortissement du matériel et du mobilier ..	631 \$ 39
Divers	13 \$ 82
	537.883 \$ 90

Pertes 33.794 \$ 75

Total de la perte 686.359 \$ 07

Déduction faite du montant des avances abandonnées par les budgets communaux (159.759 \$ 43) cette perte est ramenée au 31 décembre 1937, à 526.679 \$ 64.

Le relevé du compte « pertes et profits » de 1933 à 1937 donne les indications suivantes :

1933	13.937 \$ 98
1934	28.439 \$ 42
1935	273.544 \$ 15
1936	652.644 \$ 32
1937	686.359 \$ 07

Cela tient à ce que de 1935 à 1937, la Caisse centrale a payé à la Banque de l'Indochine, au titre des intérêts une somme globale de 2.098.216 \$ 00, alors qu'elle n'a récupéré sur les débiteurs que 1.520.543 \$ 00, d'où une différence de 577.673 \$ 00.

Par ailleurs, à la date du 31 décembre 1937, les intérêts versés à la Banque et non encore payés par les emprunteurs s'élevaient à 382.904 \$ 08 se répartissant comme suit :

Intérêts 1934	46.509 \$ 37
— 1935	81.227 \$ 32
— 1936	100.693 \$ 10
— 1937	153.374 \$ 29

Le Bilan de la Caisse Centrale que nous donnons plus loin montre, d'autre part, que les prêts escomptés restant dus par les emprunteurs à la Caisse Centrale (compte d'ordre n° 1) s'élèvent à 6.237.476 \$ 48, alors que le montant de l'endettement de la Caisse Centrale vis-à-vis de la Banque de l'Indochine au 31 décembre 1937 (compte d'ordre n° 2) s'élève à 7.150.000 piastres, soit une différence de 912.523 \$ 52.

Cette différence provient de ce que le montant du capital versé par les emprunteurs est supérieur à celui que la Caisse Centrale a reversé à la Banque.

La différence a servi à payer :

1°) à la Banque, les intérêts des années 1935, 1936 et 1937 ;

2°) à la Caisse des Pensions Civiles, le capital et les intérêts qui lui restaient dus.

Le compte de la Caisse des Pensions Civiles qui présentait au 31 décembre 1936 un solde créditeur de 380.351 \$ 32, en principal, a été au cours de l'année 1937 intégralement réglé.

Parmi les comptes « Ressources » de la Caisse Centrale figure pour 174.000 piastres la contribution du Budget local et des budgets provinciaux à l'assainissement des dettes agraires. Cette somme a d'ailleurs été entièrement reversée en avril 1937 à la Banque de l'Indochine pour remboursement partiel des prêts irrécouvrables.

Ainsi donc, sans cette subvention de 174.000 piastres, le découvert de 912.523 piastres signalé plus haut aurait été plus important

La situation financière et le Bilan de la Caisse Centrale de la Cochinchine au 31 décembre 1937 précisent et complètent les observations qui précèdent :

SITUATION FINANCIERE

Ressources :

	en piastres
Capital	50.450 »
Avances des Budgets Communaux et des S.I.C.A.M.	86.440 14
Contribution du Budget local à l'assanissement des dettes agraires	100.000 »
Contribution des Budgets provinciaux	74.000 »
Fonds spécial (Report des intérêts ristournés B. L.)	307.742 35
Intérêts acquis à la Caisse Centrale sur ver- sements des emprunteurs	488.775 73
Intérêts acquis sur divers dépôts	9.754 37
Encaissements coupons	5.559 05
Dépôts des S.I.C.A.M. affectés au rembour- sement éventuel des prêts irrécouvrables...	219.198 56
Encaissements capital des prêts escomptés non encore versés à la Banque	912.523 52
	2.254.443 72

<i>Emplois :</i>	en piastres	
Prêts saisonniers déjà remboursés à B.I. et restant à récupérer sur les Sicamants	195.360	14
Prêts aménagés par la Caisse Centrale et restant à récupérer sur les Sicamants	137.648	25
Prêts directs de la Caisse Centrale	442.676	04
Prêts nouveaux aux S.I.C.A.M.	22.884	»
Effets impayés (reliquat des prêts aménagés C.L.T.)	7.473	83
Avances consenties aux S.I.C.A.M. par la C. Cle	333.837	33
Matériel et mobilier	1.468	30
Approvisionnements	1.492	90
Frais engagés à récupérer	8.964	84
Frais généraux	34.094	02
Commissions et frais sur Titres	20	40
Pertes sur vente des Titres	2.412	76
Intérêts servis à divers créanciers et déposants	499.055	41
Pertes et profits	494.923	36
Dépôts, Avances et Cautionnements	53	»
	2.182.364	58
Disponible au 31 décembre 1937 : Piastres	72.079	14
	2.254.443	72

Position du disponible au 31 décembre 1937.

En Portefeuille.	1.043	40
En Caisse	1.762	92
En Banque	168.609	62
Au Trésor	420.823	16
	592.239	10

A déduire :

Dépôts reçus de divers déposants	435.754	\$ 73	
Dépôts libres des S.I.C.A.M.	25.000	»	
Dépôts de la Caisse française.	243	83	
S.I.C.A.M. compte à régulariser	59.161	40	
			520.159 96
<i>Disponible net</i>			72.079 14

BILAN DE LA CAISSE CENTRALE
DE CREDIT AGRICOLE

ACTIF

Immobilisation

Matériel et mobilier	1.205	\$ 46	
Approvisionnements	1.492	90	
Dépôts, avances et cautionnements	53	»	
			2.751 \$ 36

Disponibles

Caisse °.....	1.762	92	
Banque compte dépôt.....	168.609	62	
Trésor compte Fonds libres	420.823	16	
			591.195 70

Réalisables

Portefeuille-titres	1.043	40	
---------------------------	-------	----	--

Créances sur les tiers

Prêts de moisson et de campagne déjà remboursés à B.I. à récupérer des débiteurs	195.360	14		
Prêts impayés (solde des prêts aménagés)	7.473	83		
Prêts aménagés par la Caisse Centrale	137.648	25		
Prêts directs de la Caisse Centrale	442.676	04		
Frais engagés à récupérer.	8.964	84		
Avances consenties aux S.I.C.A.M.	333.837	33		
Escompte de prêts nouveaux aux S.I.C.A.M. ..	22.884	»		
			1.148.844	43

Compte d'ordre (1)

Prêts escomptés ordinaires	5.827.271	92		
Prêts de campagne escomptés	395.293	94		
Solde des prêts aménagés C.L.T.	14.910	62		
			6.237.476	48

Pertes et Profits

Pertes des exercices 1933, 1934, 1935, 1936 et 1937	8.507.991	01		
			8.507.991	\$ 01

(1) Les comptes des Prêts escomptés étaient auparavant des comptes d'ordre. Depuis la signature de la Convention (septembre 1936), ces prêts sont considérés comme des créances de la Caisse Centrale sur les Sicamants, puisque celle-ci a pris en contre-partie à sa charge le montant global de la dette des S.I.C.A.M. vis-à-vis de la banque.

PASSIF

Capital social	50.450 \$	»		
Fonds spécial (report du solde des intérêts ris- tournés Budget local) ...				
Subvention du Gouverne- ment	174.000	»		
			532.192	35

Dettes envers les tiers

Avances des Budgets com- munaux	14.100	»		
Avances spéciales des S.I.C.A.M.	72.340	»		
Divers déposants	435.754	73		
			522.194	87

Exigible à court terme

S.I.C.A.M. compte à régu- lariser	59.161	40		
Dépôts des S.I.C.A.M. ...	244.198	56		
Dépôt de la Caisse fran- çaise	243	83	303.603	79

Compte d'ordre (2)

Banque Indochine Avance en compte cou- rant	7.150.000	»		
			8.507.991	\$ 01

(2) Ce compte qui était auparavant un compte d'ordre est devenu depuis la signature de la Convention (septembre 1936) un compte « PASSIF » dont le solde représente la dette de la Caisse Centrale envers la Banque de l'Indochine.

§ 2. — *Les S.I.C.A.M.*

Mais, pour avoir une vue exacte et complète de la situation actuelle du crédit agricole mutuel indigène en Cochinchine, il convient, après avoir examiné la situation financière de la Caisse Centrale, de considérer celle des S.I.C.A.M., car — nous l'avons déjà noté — on ne peut et on ne doit les séparer ; la situation de la Caisse Centrale reflète les lourds sacrifices qu'elle a fait pour les S.I.C.A.M. ; ils ne furent pas vains ; la situation des S.I.C.A.M. s'est, en effet, améliorée d'année en année.

Cette amélioration tient essentiellement à deux faits :

1° La Caisse Centrale a pris à sa charge tous les frais de Direction et de contrôle, y compris les honoraires des avocats conseils : ces divers frais s'élèvent chaque année à près de 50.000 piastres. En contre-partie, elle touche une marge de 0 \$, 50 % sur les intérêts versés par les emprunteurs. Cette marge est loin de couvrir les dépenses payées par elle, tandis que les S.I.C.A.M. qui touchent elles aussi la même quote-part de 0,50 % n'ont à payer pour chacune d'elles qu'une dépense annuelle de 2.000 piastres environ ;

2° Avant la signature de la convention passée entre la Caisse Centrale et la Banque de l'Indochine, les S.I.C.A.M. étaient tenues de payer à cet Etablissement, aux lieu et place des emprunteurs, les intérêts échus et non payés par ces derniers à la fin d'un exercice. Depuis 1935, date à laquelle — nous l'avons vu — la Caisse Centrale a pris à sa charge l'endettement global des S.I.C.A.M. vis-à-vis de la Banque, les S.I.C.A.M. ne sont plus tenues de payer à la Caisse Centrale que ce qu'elles ont pu recouvrer en cours d'exercice au titre des intérêts arriérés.

Cela explique que, depuis 1935, les S.I.C.A.M. ont pu reconstituer leurs disponibilités qui s'élevaient au 1^{er} janvier 1938 à la somme de 300.823 piastres contre 51.000 piastres environ au 31 décembre 1934 pour l'ensemble des Caisses provinciales.

Le tableau ci-dessous montre en détail de quelle façon les disponibilités des S.I.C.A.M. ont augmenté de 1934 à 1937 :

Recettes :

Quote-part de 0,50 % revenant aux S.I.C.A.M. sur les encaissements d'intérêts :

1934 :	47.476	\$	60
1935 :	66.747		54
1936 :	50.940		31
1937 :	62.959		81
			228.124 \$ 26

Encaissement sur prêts directs des S.I.C.A.M. :

1934 :	4.719	\$	»
1935 :	54.880		»
1936 :	52.562		»
1937 :	83.661		»
			195.822 \$ »

Total des recettes 423.946 \$ 26

Dépenses

Les frais d'administration payés
par les S.I.C.A.M. de 1934 à

1937 s'élèvent à 174.256 \$ se
répartissant comme suit :

1934 :	49.561	\$	»
1935 :	35.967		»
1936 :	42.871		»
1937 :	45.857		»
			174.255 \$ »

Reste disponible au 31 décembre

1937 249.690 \$ 26

Il est donc permis, dès à présent, d'escompter que les « Sicamants » auront, d'ici trois ou quatre ans, remboursé intégralement aux S.I.C.A.M. leurs prêts directs, dont le solde est de 254.291 piastres, et que celles-ci, ayant vendu leur domaine foncier — qui dépassait, au 31 décembre 1937, 4.000 hectares — auront alors un disponible total de l'ordre de 800.000 piastres (1).

(1) Voir sur toute cette question le rapport annuel sur le Crédit agricole en Cochinchine, année 1937.

Quoi qu'il en soit, il nous apparaît nécessaire, pour donner une idée exacte sur la situation réelle des S.I.C.A.M., de la résumer dans un tableau que nous donnons ci-après :

SITUATION DES S.I.C.A.M.

Nombre d'adhérents au 30 juin 1938	15.123	»
Parts souscrites	36.604	»
Capital nominal	366.040 \$	»
Portion du capital appelé « capital effective- vement versé »	280.237 \$	»
<i>Situation des prêts du 1^{er} semestre 1938 :</i>		
Volume total des opérations :		
Prêts directs	232.758 \$	99
Prêts escomptés (ordinaires et campagne).	5.142.087	90
Prêts saisonniers déjà remboursés à B. I. à récupérer	148.821	42
Prêts aménagés	95.486	59
<i>Prêts nouveaux (petits prêts)</i>	12.053	93
Total	5.631.208	83
<i>Recouvrement des prêts au 30 juin 1938</i>		
Prêts en cours au 1 ^{er} janvier 1938	6.588.727	19
Sommes remboursées dans le premier semestre 1938	957.518	36
Montant des effets impayés	65.507	84
<i>Avoir de la Société au 30 juin 1938</i>		
Portefeuille	235.000	»
Dépôt à la Caisse Centrale	154.980	30
En numéraires	9.257	69
Immeubles	258.997	37
Mobilier	21.514	74
Créances sur les tiers	516.565	82
Total de l'ACTIF	1.196.315	92
Dettes envers les tiers	539.614	33
<i>Total de la fortune au 30 juin 1938</i>	656.701	59

Fonds de réserves

Fonds de réserve réglementaire	962.350	»
Montant de la réserve au 30 juin 1938.....	363.764	04

Il ressort nettement de ce tableau que la situation des S.I.C.A.M. n'est pas mauvaise dans son ensemble. La politique de M. le Gouverneur Pagès a porté ses fruits ; elle visait à assainir la situation si compromise des S.I.C.A.M., et ce but a été incontestablement atteint. L'œuvre mérite donc qu'on l'admire.

Mais il est un point sur lequel il faut attirer l'attention. C'est que le montant total des prêts nouveaux consentis pendant le premier semestre de 1938 est insignifiant : 12.053 \$ 93.

La plupart des S.I.C.A.M. n'ont, pendant ces six mois, effectué aucun nouveau prêt. Sur vingt Etablissements de ce genre existant actuellement, quatre seulement ont consenti des avances à leurs sociétaires. On peut dire, dans ces conditions, que, dans la pratique, il n'existe plus actuellement de crédit agricole mutuel indigène en Cochinchine.

Nous ne formulons là aucune critique ; nous comprenons fort bien que la situation désastreuse des S.I.C.A.M. en 1934, causée, sans aucun doute, par les répercussions de la crise économique mondiale et aussi, il faut le dire, par les abus de certains dirigeants indigènes de ces sociétés, ait nécessité le repli prudent que nous avons constaté.

Mais est-ce une raison parce que des fautes ont été commises, parce que des difficultés exceptionnelles se sont abattues sur le pays, pour que le paysan de Cochinchine soit de nouveau à la merci des usuriers ?

La crise économique est finie. La Cochinchine a retrouvé sa prospérité d'antan et les S.I.C.A.M. elles-mêmes, grâce à la bienveillance d'un Gouvernement compréhensif et à la bonne volonté de beaucoup de leurs débiteurs, ont de nouveau une situation financière saine.

Il faut donc reprendre les opérations de prêts.

Si les S.I.C.A.M. qui fonctionnent actuellement, cela saute aux yeux, comme des organismes en liquidation ne peuvent

plus remplir cette fonction éminemment sociale, ne serait-il pas préférable de les remplacer, au plus tôt, par des institutions nouvelles qui, tout en restant basées sur le principe de la mutualité, seraient affiliées à un organisme officiel puissant, comme cela existe dans les pays de l'Union Indochinoise autres que la Cochinchine ?

Mais, avant de conclure sur ce point, il est nécessaire d'étudier les organismes de crédit agricole mutuel qui fonctionnent dans ces différents pays, de voir et d'apprécier les résultats qu'ils ont obtenus.

CHAPITRE DEUXIÈME

LES INSTITUTIONS DES PAYS DE L'UNION INDOCHINOISE AUTRES QUE LA COCHINCHINE

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION

Dans son état actuel, le Crédit agricole mutuel, dans les pays de l'Union Indochinoise autres que la Cochinchine, comprend un Office Central, des Caisses françaises et des Caisses provinciales indigènes auxquelles il faut joindre les sociétés ou associations qui, aux termes de l'article 12 du Décret organique de l'Office indochinois du Crédit agricole mutuel, peuvent être affiliées aux Caisses Françaises ou indigènes.

SECTION I.

L'office central

§ 1. — *Son but*

L'Office indochinois de Crédit agricole mutuel, institué par le décret du 20 mai 1933, est un établissement public possédant la personnalité civile et l'autonomie financière. Il est chargé d'assurer la gestion et la répartition, entre les caisses

précitées, des capitaux et des crédits d'escompte dont il dispose ; de coordonner et de contrôler le fonctionnement de ces établissements et des sociétés ou associations qui leur sont affiliées. Ce contrôle est assuré d'une façon permanente par des inspecteurs qui ont été placés, dans chacun des pays de l'Union Indochinoise dont il s'agit — Tonkin, Annam et Cambodge — auprès du chef de l'Administration locale. L'Office alimente en outre la trésorerie des dites caisses au moyen d'ouverture de crédits à court terme dont le chiffre est fixé par la Commission supérieure du Crédit agricole.

§ 2. — *Ses opérations*

L'Office peut notamment effectuer les opérations suivantes :

1°) consentir aux Caisses Françaises de Crédit mutuel agricole et aux Caisses provinciales de crédit agricole mutuel indigène :

a) des ouvertures de Crédit en compte courant pour la réalisation des prêts à court terme.

b) des avances pour prêts individuels ou collectifs à moyen terme.

2°) Consentir, sur la demande des Caisses françaises ou indigènes et sous la responsabilité de celles-ci :

a) aux sociétaires individuels, des prêts individuels à long terme ;

b) aux sociétés ou associations d'agriculture et collectivités agricoles qui lui sont affiliées des prêts collectifs à long terme.

3°) Transmettre, par l'intermédiaire des Caisses françaises et indigènes :

a) aux sociétés coopératives,

b) aux communes,

c) aux associations syndicales,

les avances spéciales destinées à l'exécution de travaux agri-

coles d'intérêt commun ou à la réparation des dommages causés par les accidents naturels .

- 4°) Escompter les effets souscrits par les membres des différentes caisses et endossés par ces dernières ou garantir le remboursement de ces effets lorsqu'ils sont remis à l'escompte de l'Etablissement de crédit — public ou privé — qui a consenti, en faveur de l'Office, un crédit d'escompte.
- 5°) L'Office peut également, après approbation du Gouverneur, passer des conventions avec l'Institut d'émission, les Etablissements de crédit public ou privé de France ou de la Colonie, en vue d'obtenir, soit des avances, soit un crédit d'escompte.

§ 3. — *Ses ressources*

Pour effectuer ces différentes opérations, l'Office dispose des ressources suivantes :

- 1°) Pour les opérations courantes de prêts :

- a) des sommes qui lui sont avancées par la Colonie, les Etablissements de crédit publics ou privés, et notamment, de celles provenant de la redevance payée à la Colonie, par la Banque de l'Indochine, sur la circulation fiduciaire, prévue par l'article 8 de la loi du 31 mars 1931 ;

- b) éventuellement des sommes qui lui sont avancées par l'Etat ;

- c) des crédits d'escompte qui lui sont ouverts dans les Etablissements de crédit ;

- d) de son fonds de réserve ;

- e) et enfin des dons et legs qu'il peut recevoir avec l'agrément du Gouverneur Général.

- 2°) Pour l'exécution des travaux d'amélioration agricole d'intérêt général ou pour la réparation des dommages causés par les accidents naturels, des avances mises à sa disposition avec affectation spéciale.

- 3°) Pour couvrir les dépenses nécessaires à son fonctionnement :

a) du revenu de ses fonds libres et de ses fonds de réserves ;

b) de la différence entre les taux d'intérêt auxquels lui sont avancées les sommes dont il dispose pour les opérations courantes de prêts et celui qu'il pratique pour les avances aux différentes caisses ou les prêts à long terme qu'il consent aux membres individuels ou collectifs de ces Caisses ;

c) des ristournes sur l'escompte des effets remis dans un Etablissement de crédit par les Caisses de crédit mutuel françaises et indigènes, avec sa garantie ;

d) éventuellement, des subventions et contributions du Budget général ou des Budgets locaux.

§ 4. — *Son administration*

A. — L'Office est administré par un *Conseil d'Administration* présidé par le Secrétaire Général du Gouverneur Général de l'Indochine ou, à son défaut, par le Directeur des Affaires Economiques et Administratives et composé d'un délégué du Directeur des Finances vice-président ; d'un délégué du Directeur du Contrôle financier, du Directeur de l'Office, nommé par le Gouverneur Général, d'un délégué des Caisses françaises et de quatre notables désignés par le Gouverneur Général et représentant les Caisses indigènes.

La fonction d'Administrateur est gratuite. Toutefois, les membres habitant hors de la ville où se tient le Conseil ont droit à une indemnité de déplacement dans les conditions fixées par les textes en vigueur en Indochine. En particulier, les administrateurs non fonctionnaires sont assimilés, pour le calcul de cet indemnité, à des fonctionnaires de la 1^{re} catégorie B.

Le Conseil d'Administration qui se réunit au moins une fois par semestre sur la convocation de son président, gère notamment les biens de l'Office et assure la Direction technique et le contrôle des différentes Caisses et sociétés ou associations qui lui sont affiliées, en particulier :

a) il statue sur les demandes d'ouvertures de crédit ou

d'avance et sur les demandes de prêts individuels ou collectifs à long terme transmises par les Caisses de crédit agricole ;

b) il fixe le maximum du taux d'intérêt à servir aux dépôts de fonds confiés aux Caisses ;

c) il peut décider d'effectuer avec ses réserves, après autorisation du Gouverneur Général, l'achat ou la construction d'un immeuble pour son siège social ;

d) il passe des conventions en vue d'augmenter les ressources du crédit agricole par des avances ou des crédits d'escompte ;

e) il délibère sur le budget de l'Office et les comptes du Directeur ;

f) il reçoit les dons et legs avec l'autorisation du Gouverneur Général ;

g) Il représente l'Office dans tous les actes de la vie civile et peut donner procuration au Directeur de l'Office à cet effet.

L'arrêté du 30 août 1934, dans son article 2, paragraphe 2, précise en outre que les délibérations du Conseil d'Administration, concernant les questions ci-après doivent être soumises à l'approbation du Gouverneur Général ;

a) contrat d'engagement du personnel français de l'Office, ainsi que les indemnités et prestations afférentes à ce personnel ;

b) baux d'une durée de plus de trois années ou dont le montant annuel dépasse 1.000 piastres ;

c) budget annuel ainsi que les comptes annuels de recettes et de dépenses ;

d) contrat de travaux et de matériel ;

e) vente d'immeubles appartenant à l'Office ;

f) convention avec l'Institut d'émission, les Etablissements de crédit publics ou privés de France ou de la Colonie en vue d'obtenir, soit des avances, soit des crédits d'escompte.

L'opposition aux délibérations ci-dessus doit être notifiée par le Gouverneur Général au Conseil d'administration

dans les 45 jours qui suivent la date de leur enregistrement au Gouvernement Général. Passé ce délai, les délibérations en question deviennent exécutoires de plein droit.

B. — Le Décret du 20 mai 1933, outre le Conseil d'Administration, a institué, dans son article 31, auprès du Gouverneur Général, une *Commission supérieure du Crédit agricole*, composée, sous la présidence du Secrétaire Général du Gouvernement général, du Directeur des Affaires Economiques et Administratives de l'Indochine, rapporteur, du Directeur des Finances, du Directeur du Contrôle financier d'Indochine, de l'Inspecteur général des Travaux publics, d'un représentant des Sociétés françaises et de deux représentants des sociétés indigènes de crédit mutuel agricole.

Cette Commission, sur le rapport du Directeur des Affaires Economiques et Administratives délibère sur les propositions à transmettre au Gouverneur Général concernant :

a) la répartition des fonds aux diverses institutions de crédit agricole mutuel français et indigènes ;

b) le pourcentage des crédits affectés au court, au moyen et au long terme, ainsi que le taux d'intérêt des différentes catégories d'avances ou de prêts ;

c) le maximum d'avances ou de crédit d'escompte à attribuer à chaque Caisse, ainsi que le maximum du montant des prêts ;

d) la répartition des avances spéciales destinées à l'exécution de travaux agricoles d'intérêt commun ou à la réparation des dommages causés par les accidents naturels et la fixation du taux d'intérêt à verser par les Caisses pour ces catégories d'avances ;

e) Cette Commission est, en outre, qualifiée pour présenter au Gouverneur Général toutes propositions ou suggestions concernant l'organisation générale, les besoins en capitaux et crédit d'escompte des institutions de Crédit agricole du Tonkin, de l'Annam et du Cambodge.

C. — Enfin, il a été créé, dans chaque pays de l'Union Indochinoise, dans le but d'assurer la liaison entre les Gou-

vernements locaux et l'Office, *un Comité local de Crédit agricole* présidé par le Gouverneur ou Résident Supérieur du pays intéressé et composé de l'Inspecteur des Affaires politiques et Indigènes, du Chef de service possédant, dans ses attributions, les questions économiques, du Chef du service de l'Agriculture, d'un délégué de la Société française du pays considéré et de deux délégués des Sociétés indigènes de crédit agricole mutuel.

Ce Comité reçoit les comptes rendus et bilans des opérations des Caisses et formule, à leur sujet, toutes observations et propositions utiles. Il établit un rapport qui est transmis au Conseil d'administration de l'Office et peut intervenir auprès de ce dernier pour provoquer des mesures de contrôle touchant les différentes Caisses qui sont dans son ressort territorial.

§ 5. — *Son organisation financière*

1°) Le Directeur de l'Office — qui assiste avec voix délibérative aux réunions du Conseil d'administration et assure l'exécution des décisions de ce Conseil — n'a que la direction technique de l'Office. L'arrêté du 30 août 1934, dans son article 5, dispose en effet que le Directeur des Finances est ordonnateur du Budget et des comptes hors budget de l'Office Indochinois de Crédit agricole mutuel, tandis que le Trésorier-Payeur Général de l'Indochine en est le comptable.

Le budget de l'Office, préparé par le Directeur des Finances et délibéré par le Conseil d'administration, est soumis avant le 1^{er} décembre de chaque année à l'approbation du Gouverneur Général en Conseil de Gouvernement ou en Commission permanente de ce Conseil. La même procédure est observée pour l'établissement du Compte administratif : la comptabilité financière de l'Office est soumise aux mêmes règles que celles prévues au décret du 30 décembre 1912 pour les budgets locaux.

2°) *Le Budget de l'Office Indochinois de Crédit Agricole mutuel* comprend des recettes ordinaires et des recettes extraordinaires, des dépenses ordinaires et des dépenses extraordinaires.

Les recettes ordinaires se composent :

a) du revenu des fonds libres et des fonds de réserve et de prévoyance ;

b) du revenu des avances faites aux Caisses françaises et indigènes de Crédit Mutuel Agricole ou aux particuliers ou Collectivités membres de ces Caisses ;

c) des ristournes faites à l'Office par l'escompte des effets remis à un Etablissement de Crédit par les différentes Caisses avec la garantie de l'Office ;

d) des subventions des divers budgets locaux ayant un caractère annuel et permanent ;

e) des subventions du Budget général ayant un caractère annuel et permanent ;

f) généralement de toute recette ayant un caractère annuel et permanent ;

g) des recettes d'ordre ;

h) des recettes d'exercice clos.

Les recettes extraordinaires se composent :

a) des prélèvements à effectuer, s'il y a lieu, sur les fonds de réserve ou, à défaut, sur la dotation générale pour assurer le fonctionnement de l'Office ;

b) des subventions et contributions du Budget général ayant un caractère accidentel ;

c) de toutes autres ressources ayant un caractère accidentel.

Les dépenses ordinaires comprennent :

a) le paiement des impôts ;

b) les traitements, indemnités et gages du personnel, les frais de transport et de mission et généralement toutes dépenses concernant le personnel ;

c) les frais de location des immeubles, les frais d'achat et d'entretien du matériel et du mobilier nécessaires à l'Office et toutes dépenses concernant le matériel ;

d) les intérêts dûs par l'Office sur le montant des emprunts et des ouvertures de crédit par lui contractés ;

e) généralement toutes dépenses ayant un caractère annuel et permanent ;

f) les dépenses imprévues ;

g) les dépenses d'exercice clos.

Les dépenses extraordinaires se composent : de toutes les dépenses temporaires ou accidentelles imputables sur une des recettes extraordinaires énumérées plus haut.

3°) Indépendamment des recettes et des dépenses à effectuer en exécution du Budget, le comptable — le trésorier-payeur général de l'Indochine — est chargé des diverses opérations qui sont décrites au moyen de *Comptes hors budget*.

Ces comptes comprennent obligatoirement les indications suivantes : A) dotation générale de l'Office et B) fonds de réserve et de prévoyance.

A. — *Le compte « dotation générale de l'Office »* retrace les opérations suivantes :

En recettes :

a) l'encaissement des fonds provenant de la redevance prévue à l'article 8 de la loi du 31 mars 1931 ;

b) l'encaissement des dons et legs qu'il peut recevoir avec l'agrément du Gouverneur Général ;

c) l'encaissement des avances prévues à l'article 4 du décret du 20 mai 1933 ;

d) l'encaissement des prélèvements qui peuvent être effectués sur le fonds de réserve prévu à l'article 12 de l'arrêté du 30 août 1934 et dont nous parlerons dans quelques instants ;

e) l'encaissement des recettes avec affectation spéciale ;

f) l'encaissement du produit des aliénations d'immeubles ;

g) les remboursements des avances consenties par l'Office.

En dépenses :

a) les prêts consentis aux différentes Caisses ou aux particuliers et Collectivités membres de ces Caisses par le débit

d'un compte ouvert dans les écritures hors budget de l'agent comptable, soit à chaque Caisse, soit à chaque série d'emprunteurs ;

b) les achats d'immeubles ;

c) les sommes admises en non valeurs ;

d) les prélèvements qu'il peut y avoir lieu d'effectuer sur la dotation générale pour assurer le fonctionnement de l'Office.

B. — *Fonds de Réserve et de Prévoyance*

A la clôture de chaque exercice, l'excédent des recettes est versé à un *fonds de réserve et de prévoyance* spécial à l'Office et destiné à subvenir à l'insuffisance des recettes annuelles ou à des dépenses extraordinaires que des événements imprévus pourraient nécessiter. Les prélèvements à opérer sur ce fonds de réserve et de prévoyance sont autorisés par le Gouverneur Général en Commission permanente du Conseil de Gouvernement. L'art. 12 de l'arrêté du 30 août 1934 prévoit en outre que lorsque le fonds de réserve aura atteint un chiffre de cinq millions de piastres, l'excédent des recettes devra être versé au compte « dotation générale de l'Office » et utilisé de la même façon et dans les mêmes conditions.

Une partie des fonds de réserve et de prévoyance doit être maintenue disponible pour permettre de faire face aux besoins éventuels pendant la durée de l'exercice. Le Conseil d'Administration détermine, chaque année, le chiffre minimum de ce disponible. La partie des fonds de réserve et de prévoyance dépassant ce minimum peut être employée par le Conseil d'Administration en achats d'immeubles, de rentes sur l'Etat, de valeurs du Trésor, de titres des emprunts de l'Indochine ou de valeurs garanties par l'Etat ou par la Colonie.

Les recettes du compte « fonds de réserve et de prévoyance » se composent :

a) des excédents budgétaires annuels ;

b) du produit net de la vente des immeubles achetés au moyen du fonds de réserve et de prévoyance, de la vente ou du remboursement des valeurs acquises sur ce fonds.

Les dépenses de ce fonds comprennent :

a) le prix d'achat des immeubles et valeurs acquis au moyen du fonds de réserve et de prévoyance ;

b) les frais d'achat et de vente de ces imemubles et valeurs ;

c) les sommes versées au Budget de l'Office en exécution de l'art. 7 de l'arrêté du 30 août 1934 ;

d) les sommes versées au compte « dotation générale » à titre de remboursement des prélèvements effectués sur cette dotation au profit du budget de l'Office.

4°) Notons enfin les deux points suivants : d'abord que le Trésorier général peut se faire ouvrir un compte courant spécial à la Banque de l'Indochine comme comptable de l'Office et, d'autre part, que l'Office a la propriété des immeubles et meubles acquis sur son Budget, de ceux provenant des dons et legs, ainsi que de ceux dont il lui a été fait remise définitivement par arrêté du Gouverneur Général. Il gère en outre tous autres immeubles ou meubles qui sont ou seront à sa disposition à titre transitoire.

SECTION II

Les Caisses Provinciales Indigènes

La question des Caisses françaises de crédit agricole mutuel étant en dehors de notre sujet, puisque nous avons cru devoir borner cette étude au Crédit mutuel agricole indigène, nous ne les citerons que pour mémoire en notant simplement qu'elles sont actuellement au nombre de deux. La première a été créée au Tonkin le 21 novembre 1933, la seconde en Annam le 18 mars 1935. Une reste à créer : celle du Cambodge.

§ 1. — *Leur but.*

Tout comme les caisses françaises, les caisses provinciales indigènes de Crédit agricole mutuel, au Tonkin, en Annam

et au Cambodge, sont des sociétés civiles qui ont pour but de faciliter ou de garantir les opérations concernant la production agricole effectuées par leurs sociétaires. Elles peuvent cependant être beaucoup plus nombreuses, puisqu'il est possible d'en créer une par province. Or, les provinces sont multiples dans les différents pays de l'Union indochinoise. C'est ainsi que l'Annam, seul, en compte dix-sept. C'est parce que ces sociétés, comme d'ailleurs les S.I.C.A.M. de Cochinchine, sont toujours constituées dans le cadre provincial qu'elles prennent le nom de « Caisses provinciales de Crédit agricole mutuel indigène ».

§ 2. — *Conditions de constitution.*

Toute demande d'autorisation de création de Caisse doit être adressée au Chef d'administration locale, accompagnée d'un projet de statuts fixant les modalités de constitution, d'administration et de direction de la Société envisagée. Les statuts doivent déterminer notamment le siège, la circonscription territoriale de la Société, la nature et l'étendue des opérations, les garanties exigées, la constitution du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale. Ils doivent indiquer, en outre, les règles à suivre pour les modifications aux statuts — qui devront toujours être approuvées par le Chef d'administration locale — et la dissolution de la Société. Enfin, ils doivent fixer l'étendue de la responsabilité, limitée ou illimitée, qui incombe à chacun des sociétaires dans les engagements pris par la Société ainsi d'ailleurs que les conditions dans lesquelles ils peuvent se retirer.

De plus, pour que la constitution d'une nouvelle Caisse soit valable, il faut qu'elle comprenne au moins sept membres fondateurs, personnes physiques ou morales, ayant versé la totalité du montant des parts qu'elles ont souscrites. Les autres sociétaires, s'il en existe, ont, par contre, la faculté de se libérer par dixième.

Enfin, les Caisses agricoles indigènes de Crédit mutuel doivent :

a) Déposer les statuts signés par les membres fondateurs avec la liste complète des administrateurs en indiquant leur nom, leur profession, leur domicile, le montant de leur souscription et le total du capital versé, en triple exemplaire, au bureau du chef de province. Un de ces exemplaires est alors transmis à l'Office Indochinois de Crédit agricole et un autre au Gouvernement Général ;

b) Déposer chaque année, au plus tard dans le courant du mois de mars, dans les mêmes conditions, la liste des administrateurs et des sociétaires à cette date, ainsi que le bilan des opérations pratiquées au cours de l'exercice précédent ;

c) Tenir leurs livres et comptabilité conformément aux instructions de l'Office Indochinois de Crédit Agricole.

§ 3. — *Conditions d'admission.*

Peuvent faire partie de ces sociétés :

a) Les agriculteurs ou associations d'agriculteurs dont les biens sont situés sur le territoire de la province où se trouve le siège de la Société, ainsi que les syndicats et sociétés coopératives agricoles, dont le siège se trouve dans la province intéressée ;

b) Les communes ou groupes de communes de la province ;

c) Enfin, la province elle-même.

Pour être admis à faire partie de la Caisse provinciale de crédit agricole mutuel indigène, les différentes personnes physiques ou morales ci-dessus énumérées doivent souscrire une ou plusieurs parts du capital social, savoir :

a) Une part, s'il s'agit d'une personne physique ;

b) Cinq parts, s'il s'agit d'une commune ;

c) Dix parts, s'il s'agit d'un groupe de communes, province ou collectivité quelconque.

§ 4. — *Leurs ressources.*

Les fonds nécessaires au fonctionnement des Caisses provinciales de Crédit agricole mutuel indigène proviennent :

a) De versements sur les parts souscrites par les sociétaires au moment de leur adhésion et qui constituent, à proprement parler, le capital social. Ces parts, dont le montant est fixé à 10 piastres, peuvent être libérées par fraction. Elles sont nominatives, et leur propriété est établie par une inscription sur un registre spécial et la remise d'un certificat signé du Directeur de la Caisse. Elles ne reçoivent aucun dividende ; cependant, lorsqu'elles sont entièrement libérées, elles peuvent recevoir un intérêt sous certaines réserves, en particulier après que le fonds de réserve ait atteint le quadruple du capital social et à condition que le taux de cet intérêt n'excède pas 6 % ;

b) Des dépôts effectués par des particuliers et des organismes administratifs, notamment les villages ; ces dépôts portent un intérêt de 2 % lorsqu'ils sont à vue, de 3 % à six mois et de 4 % à un an ;

c) Enfin, des avances faites par l'Office moyennant un intérêt de 5 % l'an.

§ 5. — *Leurs opérations.*

Les opérations que les Caisses provinciales de Crédit agricole mutuel indigènes sont autorisées à effectuer, sont les suivantes :

1°) Elles peuvent consentir à leurs sociétaires exclusivement et directement :

a) Des prêts d'argent à court terme dont la durée ne doit pas dépasser celle de l'opération pour laquelle ils sont consentis ni être supérieure à dix-huit mois. Toutefois, ils peuvent être renouvelés en cas d'accident naturel. Ces prêts sont destinés à permettre le paiement des frais de culture jusqu'à la vente des produits ;

b) Des prêts d'argent à moyen terme pour l'achat de ter-

res, de matériel et de bétail, la mise en valeur des exploitations, la réparation des accidents naturels. La durée maxima de ces prêts est de huit ans et ils doivent être remboursés par annuités.

2°) Ces mêmes Caisses peuvent transmettre, sous leur responsabilité et avec leur avis motivé, à l'Office Central qui statue, les demandes de prêts individuels ou collectifs à long terme d'un montant maximum de 5.000 piastres et dont l'objet est de permettre :

a) L'acquisition, la constitution ou la mise en état de production d'un petit domaine familial ;

b) La construction de bâtiments d'habitation et d'exploitation ;

c) Aux collectivités agricoles, l'aménagement de terres et l'exécution d'améliorations foncières, ainsi que la construction et l'aménagement d'immeubles pour leur usage.

Tous ces prêts sont consentis par l'Office pour une durée maxima de quinze ans et doivent être remboursés par annuités.

3°) Doivent être soumis à l'approbation préalable de l'Office :

a) Les prêts individuels à court terme d'un montant égal ou supérieur à 500 piastres ;

b) Les prêts individuel à moyen terme ;

c) Les prêts collectifs à court et à moyen terme.

4°) Les Caisses provinciales peuvent aussi être chargées de payer et d'encaisser les avances spéciales qui pourraient être consenties directement aux sociétés coopératives, associations syndicales ou aux communes en vue de l'exécution de travaux et améliorations agricoles d'intérêt général ;

5°) Elles peuvent, en outre, répartir et recouvrir les fonds affectés par le Gouvernement Général ou les Gouvernements particuliers à la réparation des dommages causés par les accidents naturels ;

- 6°) Elles peuvent encore acquérir ou acheter, pour le compte de leurs sociétaires, des semences, plants, outils, machines, instruments agricoles ou même du bétail ;
- 7°) Elles peuvent se charger de tous paiements et recouvrements à faire dans l'intérêt de leurs sociétaires, à condition qu'il ne s'agisse que d'opérations ayant un caractère agricole ;
- 8°) Réescompter à l'Office indochinois du Crédit Agricole, ou à un Etablissement de crédit, les billets souscrits par leurs sociétaires, après autorisation de l'Office, dans la limite du crédit d'escompte qui leur est ouvert ;
- 9°) Recevoir les dépôts de fonds en compte courant, dans les conditions fixées par leurs statuts, des particuliers, des collectivités, des communes ou des provinces. Le montant de ces dépôts et leur taux d'intérêt étant fixé chaque année par le Conseil d'administration de l'Office. Nous avons vu plus haut les chiffres actuels de ces taux d'intérêt ;
- 10°) Recevoir des avances de l'Office indochinois du Crédit agricole ;
- 11°) Placer leurs fonds libres dans les conditions fixées par l'Office ;
- 12°) Investir leurs fonds de réserve en titres émis par l'Etat, le Gouvernement général de l'Indochine ou les Etablissements publics de la Colonie avec garantie de ce dernier ;
- 13°) Provoquer la vente publique ou privée et, éventuellement, se porter acquéreur après autorisation de l'Office, soit à titre définitif, soit à titre réméré, de tout bien sur lequel elles ont une hypothèque ou un nantissement foncier.

Ajoutons pour conclure, qu'il résulte de l'article 27 du

Décret du 20 mai 1933 que cette énumération est limitative.

§ 6. — *Conditions des prêts.*

A. — *Le taux d'intérêt* des prêts primitivement fixé à 12 % est actuellement fixé à 11 % l'an. Ce chiffre peut paraître encore très élevé si on le compare aux taux pratiqués habituellement en Europe occidentale, mais il constitue pour l'Indochine — nous y insistons — un énorme progrès. Le taux de 12 % comprenait à la fois l'intérêt perçu par l'Office pour les avances qu'il consent aux Caisses provinciales, soit 6 %, et l'intérêt perçu par les Caisses provinciales à leur tour sur les avances faites aux particuliers, soit 6 %.

On verra plus loin, en effet, que l'Office, ne recevant aucune subvention du Budget général de l'Indochine, doit faire face à ses frais de gestion au moyen de ses seuls revenus. Ne gagnant pratiquement rien sur les fonds qu'il emprunte, c'est donc l'intérêt des sommes provenant de la redevance sur la circulation fiduciaire qui doit suffire à assurer son fonctionnement. Le total de ces sommes ayant dépassé un million de piastres en 1936, le taux d'intérêt demandé aux Caisses a été abaissé de 6 % à 5 % pour les Caisses indigènes. Ces caisses ont donc pu, par voie de conséquence, ramener le taux de l'intérêt demandé à leurs sociétaires de 12 à 11 %. En 1938, le Conseil d'Administration de l'Office ayant admis que le taux de l'intérêt pouvait n'être pas uniforme dans toutes les banques provinciales et n'être qu'en fonction de l'activité et de la prospérité de ces Etablissements, certaines banques ont pu ramener ce taux à 10 %. Sans doute serait-il souhaitable de voir ce taux s'abaisser encore. Un effort dans ce sens ne manquera d'ailleurs pas d'être fait sitôt que la situation de l'Office et des Caisses provinciales le permettra. Il appartiendra alors à l'Office Indochinois de Crédit agricole, seul qualifié pour cela, de prendre une décision dans ce sens.

Quoi qu'il en soit, actuellement, ces intérêts sont perçus d'avance et annuellement. Les prêts peuvent être remboursés par amortissements échelonnés ou en une seule fois. Au cas où l'emprunteur se serait libéré avant l'échéance, les intérêts

payés pour la période restant à courir lui sont remboursés. Notons ici que lorsqu'un prêt a été utilisé à une amélioration foncière, l'emprunteur peut solliciter des renouvellements successifs tels que la durée totale du prêt puisse atteindre trois ans, sans toutefois pouvoir dépasser ce chiffre. Dans ce cas, à chaque renouvellement, l'emprunteur doit faire un amortissement sur le capital. Enfin, si la récolte de l'emprunteur a été endommagée par un accident naturel, il peut solliciter également le renouvellement de son prêt jusqu'à la récolte suivante.

B. — *Les garanties* qui doivent être exigées par les Caisse provinciales indigènes se définissent comme suit :

a) Les prêts doivent toujours être constatés par une reconnaissance écrite de dette signée par l'emprunteur et mentionnant la date du prêt, celle de l'échéance, le montant, la nature des garanties offertes et les conditions diverses ;

b) Les prêts aux particuliers doivent être garantis par un dépôt de titres, un warrant ou, pour les prêts individuels à long terme, un contrat d'assurance en cas de décès. Ils peuvent être — et sont surtout — garantis par une sûreté réelle établie dans les formes prescrites par la législation locale en vigueur. Il s'agit ici, non pas d'une hypothèque, mais d'un simple nantissement foncier. Les indigènes ne recourent, en effet, jamais à l'hypothèque qui n'existe pas en droit annamite et qui offre, en outre, l'inconvénient de donner lieu à la perception de droits onéreux. Le nantissement immobilier — qui est ainsi la règle générale — consiste en la mise en gage fictive de l'immeuble donné en garantie. Cette mise en gage est effectuée par la remise à la banque provinciale des titres de propriété afférents à l'immeuble. Le débiteur conserve la jouissance du fonds et en assure la conservation et l'entretien ; il en perçoit le revenu à charge d'acquitter les impôts et les intérêts des sommes prêtées. L'affectation de l'immeuble à la garantie du prêt et la remise du titre de propriété sont constatés par un acte sous seing privé. C'est là, du moins, le système — correspondant au droit annamite traditionnel — qui existait avant l'institution de la Conservation foncière et qui existe encore dans les provinces qui n'ont pas été cadastrées ou dont le cadastrage est en cours. Ce système n'est pas

sans présenter de nombreux inconvénients : en effet, la publicité de ces nantissements repose entièrement sur la bonne foi et l'honnêteté du *ly truong* (maire) du village sur le territoire duquel les biens nantis sont situés, puisque tout nantissement ou toute cession de propriété doit être visé par ce notable exécutif. C'est lui qui doit signaler à tout acheteur ou à tout prêteur éventuel que les biens dont il s'agit ont été nantis à la Caisse provinciale de Crédit Agricole Mutuel. Or, il arrive que, soudoyé par le débiteur de la Caisse, il ne fasse pas son devoir et la vente, en fraude des droits de la banque qui peut intervenir dans ces conditions, ne peut être annulée que si la mauvaise foi de l'acquéreur est prouvée. Administrer une telle preuve présente évidemment des difficultés considérables.

Partout où elle existe, l'Institution de la Conservation foncière a supprimé ce danger. Dans les provinces qui sont organisées de ce point de vue, les nantissements de biens fonciers en faveur de la banque provinciale sont portés sur les registres fonciers et sont, par conséquent, en toutes circonstances, opposables aux tiers, même aux européens. C'est là, en effet, le mode de publicité prévu par la loi annamite et il a été jugé que, de même que le mode de publicité prévu par la loi française pour les mutations foncières est opposable aux indigènes, de même le mode de publicité des mutations ou sûretés foncières prévu par la loi indigène, est opposable aux Français et assimilés.

La sûreté réelle, le dépôt de titres ne sont toutefois pas toujours exigés. En effet, des prêts à court terme d'un montant inférieur à 2.000 piastres peuvent être consentis moyennant la caution de une ou deux personnes de solvabilité reconnue. Enfin, les prêts individuels à court terme d'un montant inférieur à 100 piastres peuvent être garantis par des récoltes sur pied ou des produits agricoles emmagasinés et tenus à la disposition de la Caisse provinciale.

c) Les prêts aux Communes doivent être garantis, soit par une délibération du Conseil Communal, approuvée par l'Administrateur chef de province décidant l'inscription au budget de la Commune des recettes spécialement affectées au remboursement du prêt en principal et intérêts, soit — dans

le cas où la Commune n'a pas de budget et n'est pas pourvue d'un Conseil communal régulier — par un engagement solidaire des principaux notables de la Commune ;

d) Les prêts aux sociétés, associations ou syndicats doivent être garantis,

— Soit par un engagement personnel et solidaire des associés ou des membres du Conseil d'administration ;

— Soit par un dépôt de titres ou un nantissement foncier sur les biens de la Société ou de ses membre.

§ 7. — *Leur administration.*

A. — Ces Sociétés provinciales sont administrées par un *Conseil d'Administration* composé de trois membres indigènes au moins et de cinq au plus.

Les premiers administrateurs de la société provinciale sont choisis par le Comité de surveillance dont nous parlerons plus loin. A l'expiration de leur mandat — deux ans — ces premiers administrateurs sont remplacés par des membres, choisis par le Comité de surveillance sur une liste de dix personnes élues par l'assemblée générale. Au cas cependant où, sur cette liste de dix personnes, le Comité de surveillance estimerait ne pouvoir choisir des administrateurs susceptibles de remplir convenablement leurs fonctions, une nouvelle liste serait présentée par l'assemblée générale. La durée du mandat des administrateurs est de deux ans. En cas de décès ou de démission en cours d'exercice, le remplacement est effectué par les soins du Comité de surveillance qui fait ratifier la nomination du successeur par l'assemblée générale annuelle. Chaque année, le Conseil d'administration nomme parmi ses membres, son Président.

Les Administrateurs remplissent leur fonction à titre gratuit ; cependant, ils ont droit au remboursement de leurs frais de route et de séjour sur états certifiés et approuvés par le Chef de province.

Les Administrateurs ne contractent, du fait de leur gestion, aucune obligation personnelle ni solidaire relativement

aux engagements de la société. Leur responsabilité n'est engagée qu'en cas de faute lourde, de violation des statuts, du décret du 20 mai 1933 ou des textes subséquents. Notons, à ce propos, qu'aucun administrateur ne peut voter sur un prêt demandé par lui ou par un de ses parents ou alliés jusqu'au troisième degré, ni sur un prêt demandé par toute personne endettée envers lui ou envers un membre de sa famille. Il ne peut non plus être caution ni garant d'un prêt consenti par la société.

Le Conseil d'administration se réunit, chaque fois qu'il est nécessaire, sur la convocation, soit de son Président, soit du Directeur de la Caisse, soit encore du Comité de surveillance. Pour la validité de ses délibérations, la moitié au moins des voix des Administrateurs présents est nécessaire, sans toutefois que leur nombre puisse être inférieur à trois. En cas de partage de voix, celle du Président est prépondérante.

Le Conseil d'administration représente la Société dans tous les actes de la vie civile, et notamment :

a) il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à l'un des administrateurs de la Société, au directeur ou à toute autre personne ;

b) il engage toutes les dépenses pour la Société ;

c) il encaisse les sommes dues à la Société et paye celles qu'elle doit ;

d) Il statue sur les demandes de prêts et sur l'admission des nouveaux sociétaires et règle le service des dépôts ;

e) il loue ou achète tous matériels ou immeubles nécessaires à la Caisse ;

f) il réescompte à l'Office Indochinois de Crédit Agricole Mutuel ou à un Etablissement de crédit, après autorisation de l'Office, les billets souscrits par les sociétaires de la Caisse, dans la limite du crédit d'escompte qui lui est ouvert ;

g) il contracte des emprunts et reçoit des avances sur les fonds de l'Office indochinois de Crédit agricole mutuel ;

h) il demande l'ouverture, au nom de la Société, d'un compte courant à la Banque d'émission ;

i) il donne et autorise tous acquiescements et désistements, ainsi que toutes mainlevées d'inscription, saisies, oppositions et autres droits, avec ou sans paiement ;

j) il provoque la vente publique ou privée et, éventuellement, se porte acquéreur, après autorisation de l'Office, soit à titre définitif, soit à titre réméré, de tout bien sur lequel la Société a une hypothèque, un nantissement foncier, un jugement, un gage ou quelque intérêt de propriété ;

k) il donne en location ou met en vente les terrains ou immeubles acquis par la Société dans les conditions précédentes ;

l) il poursuit, par toutes les voies de droit, le remboursement en principal et intérêts des sommes venues à échéance ;

m) en fin d'exercice, et au plus tard un mois après, le Conseil d'administration se réunit pour recevoir du Directeur technique le compte rendu des opérations de l'année écoulée et entendre ses propositions concernant l'établissement du compte « pertes et profits », arrêter le bilan et les termes du rapport annuel et déclarer les pertes ou les bénéfices. Bilan et rapport annuel sont ensuite, comme nous le verrons, présentés à l'assemblée générale pour approbation.

Toutes les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par les membres et le Directeur de la Caisse. Elles sont, en outre, soumises à l'approbation du Comité de surveillance.

B. — *La Direction technique* des Caisses de Crédit agricole mutuel indigène est assurée, en principe, par des fonctionnaires français qui peuvent être :

a) soit des fonctionnaires détachés des cadres de l'Administration indochinoise ;

b) soit des fonctionnaires chargés de remplir ces fonctions concurremment avec celles qu'ils exercent normalement dans les provinces ;

c) soit enfin par des agents contractuels spécialement recrutés à cet effet.

Ces Directeurs sont désignés par le Gouverneur Général de l'Indochine sur la proposition du Directeur de l'Office. Ils sont placés sous l'autorité directe de l'Administrateur chef de province et sous le contrôle du Conseil d'Administration des Caisses.

Les pouvoirs de ces Directeurs sont définis ainsi qu'il suit :

a) ils ont sous leurs ordres, le personnel indigène dont ils assurent le recrutement ;

b) ils assistent de droit aux séances du Conseil d'Administration avec pouvoir de veto contre toute décision susceptible de compromettre les intérêts de la Société ou la sécurité des avances consenties par l'Office ;

c) ils exercent les pouvoirs qui leur sont délégués et exécutent les décisions du Conseil d'administration ;

d) ils tiennent les comptes de la Caisse provinciale ;

e) ils instruisent toutes les affaires de la Société.

En cas de conflit entre les Directeurs et les Conseils d'administration, le différend est soumis au Comité de surveillance. Si un accord ne pouvait être réalisé par ce Comité de surveillance, le cas serait alors déféré à l'Office indochinois du Crédit Agricole qui statuerait définitivement.

C. — Des *Assemblées générales* composées de délégués élus par les sociétaires à raison d'un délégué par canton où sont domiciliés moins de 50 sociétaires et de deux délégués par canton où le nombre des sociétaires dépasse 50, sont convoquées une fois l'an dans les deux mois qui suivent l'établissement du bilan.

Elles sont placées sous la présidence d'honneur de l'Administrateur Résident de France, assisté du Tong Doc ou Tuân phu, pour l'Annam et le Tonkin, ou du Chanfaikhêt pour le Cambodge et sous la présidence effective du Président du Conseil d'administration qui a la police de l'assemblée. Le Directeur de la Caisse intéressée remplit les fonctions de secrétaire, tandis que celles de scrutateurs sont assurées par deux sociétaires désignés par le Conseil d'administration.

Les assemblées générales ordinaires ne peuvent valablement délibérer que si elles sont composées d'un nombre de délégués représentant le quart au moins du nombre total des sociétaires. Si ce chiffre n'est pas atteint, une nouvelle assemblée devra être convoquée qui pourra délibérer valablement quel que soit le nombre des délégués présents.

A côté des assemblées générales ordinaires, qui se réunissent chaque année après l'établissement du bilan, des assemblées générales extraordinaires peuvent être convoquées chaque fois que le Conseil d'Administration ou le Comité de surveillance le jugent utile. Ces assemblées extraordinaires doivent être composées d'un nombre de délégués représentant le tiers au moins du nombre total des sociétaires. Si ce chiffre n'est pas atteint, une nouvelle assemblée est convoquée qui peut délibérer valablement quel que soit le nombre de sociétaires représentés.

Les décisions des Assemblées générales ordinaires ou extraordinaires — qui, les unes comme les autres, ne peuvent délibérer que sur les questions portées à l'ordre du jour — doivent, pour être valables, réunir au moins les 2/3 des voix des membres présents.

Le rôle des assemblées générales consiste principalement dans l'approbation du bilan et du rapport annuel ainsi que dans l'approbation de la gestion du Conseil d'administration au cours de l'exercice écoulé.

Notons enfin que toute modification aux statuts doit être approuvée par l'Office indochinois de crédit agricole avant d'être soumise à l'assemblée générale.

D. — Comme *organe de contrôle* il est institué, auprès de chaque Caisse provinciale de Crédit mutuel agricole indigène, un *Comité de surveillance* composé du Résident chef de province et, suivant le cas et le pays de l'Union considéré, du Tong Doc, Tuân phu ou Chanfaikhêt, qui contrôle le fonctionnement de la Caisse, comme nous l'avons signalé ci-dessus et remplit en particulier les pouvoirs suivants :

a) il donne son visa aux demandes de prêts, aux demandes d'avances à l'Office et à toutes décisions du Conseil

d'administration engageant la responsabilité pécuniaire de la Caisse provinciale;

b) il assiste à la réunion du Conseil d'administration de fin d'exercice au cours de laquelle le Conseil reçoit du Directeur technique le compte rendu des opérations de l'année écoulée et entend ses propositions concernant l'établissement du compte « profits et pertes », arrête le bilan et les termes du rapport annuel.

En plus de l'action de ce Comité de surveillance, le contrôle des Caisses indigènes est exercé, dans chacun des pays de l'Union par un inspecteur. Ces inspecteurs effectuent, suivant les instructions du Directeur de l'Office, le contrôle permanent du fonctionnement des banques. Leurs inspections donnent lieu à l'établissement de rapports qui sont soumis, avec les observations des chefs de province, au Directeur de l'Office, lequel les communique aux Chefs d'administrations locales et au Directeur des Finances.

Par ailleurs, le contrôle de la comptabilité des fonds des caisses provinciales est effectué régulièrement par les Inspecteurs des Affaires Politiques et Administratives, contrôleurs des budgets provinciaux et, chaque fois que le Directeur des Finances de l'Indochine le juge utile, par un des fonctionnaires de son service désigné à cet effet, sur sa proposition, par le Gouverneur Général.

SECTION III

Associations et Sociétés affiliées — Les Coopératives

Les sociétés ou associations qui, aux termes de l'article 12 du Décret du 20 mai 1933 peuvent être affiliées aux Caisses indigènes du Crédit agricole mutuel, sont :

- 1°) Les associations syndicales qui ont pour objet l'exécution ou l'entretien de travaux de défense contre la mer ou les cours d'eau, de dessèchement, d'irrigation, de reboisement, de mise en valeur de terres incultes, de toute amélioration foncière d'intérêt collectif.

2°) Les associations et les syndicats agricoles constitués en vue de l'amélioration de la production agricole.

3°) Les sociétés coopératives agricoles.

Ces dernières associations qui, en vertu des textes organiques, peuvent être affiliées aux Caisses provinciales indigènes, présentent une importance de tout premier plan. Par les opérations qu'elles effectuent, elles complètent en effet, d'une façon très intéressante, l'organisation du crédit mutuel agricole indigène en Indochine.

Si les prêts consentis par les Caisses provinciales ont rendu aux agriculteurs indochinois des services incontestables, l'action du crédit agricole mutuel, réduite à cette seule forme, n'apporte pas au producteur toute l'aide qu'il est en droit d'en attendre. En fait, dans les pays de l'Union où fonctionne cette institution, il est indispensable de n'accorder qu'avec la plus grande prudence ces prêts qui risquent d'aggraver la situation généralement précaire du petit cultivateur si on ne lui apporte pas, en même temps, le moyen de les rembourser en améliorant le rendement de ses productions et en augmentant leur prix de vente. Chaque année, le petit cultivateur, toujours à court d'argent, est contraint de vendre ses récoltes dès leur maturité, à des cours que l'abondance momentanée des arrivages sur le marché rend forcément très bas. Théoriquement, les prêts que lui consent le Crédit Agricole Mutuel devraient lui permettre de différer ces ventes pendant les quelques mois au bout desquels survient régulièrement la hausse. Mais, pratiquement, le montant de ces prêts est utilisé immédiatement pour faire face à des besoins urgents et la récolte n'en est pas moins vendue à bas prix dès qu'elle est obtenue, et la situation du cultivateur se trouve alourdie d'une dette de plus.

Seule la Coopérative d'achat et de vente permet de remédier à cet inconvénient. De plus, comme le note si justement Monsieur Guillaume dans son article sur « La coopération agricole en Indochine » (1), pour éviter une gestion trop hasardeuse des Caisses de crédit agricole mutuel, il a fallu aban-

(1) Bulletin économique de l'Indochine, 1938 I.

donner pour ces avances la plupart des garanties mobilières, et même les garanties personnelles par caution de tiers de solvabilité reconnue.

« Il s'ensuit, précise M. Guillaume, que l'élément rural
« composé de métayers et de fermiers, incapables d'user du
« nantissement foncier et ne pouvant bénéficier que des
« warrants ou nantissements de récolte, est resté en partie
« hors de la clientèle des Banques. Ce n'est pas que ces socié-
« tés ne puissent se livrer à ces opérations; mais elles sont
« pratiquement difficiles à réaliser lorsqu'il s'agit de toucher
« une multitude de clients dispersés dans les campagnes,
« détenteurs de très petits stocks de marchandises. »

« Lorsque ces prêts, au lieu d'aller à des individus, dont
« l'activité est pratiquement incontrôlable, sont distribués à
« des collectivités agricoles surveillées par l'Administration
« qui se chargent de rassembler les récoltes, de les stocker
« dans leur magasin, la certitude de bonne utilisation des
« fonds avancés et la garantie de remboursement sont supé-
« rieures. Pour la Caisse provinciale, l'opération perd toute
« complexité, puisqu'elle n'a plus en face d'elle qu'un seul
« client représenté par la collectivité des sociétaires groupés
« en coopérative. » (2)

Aussi, quelque restreint que soit le cadre de cette étude, est-il nécessaire que nous donnions quelques indications sur l'organisation et sur le fonctionnement de ces associations coopératives qui, d'ailleurs, font partie intégrante de l'institution du Crédit agricole mutuel indigène dans les pays de l'Union Indochinoise autres que la Cochinchine.

§ I. — *Leur but.*

Les associations coopératives agricoles affiliées à l'Office Indochinois de Crédit agricole mutuel sont des coopératives agricoles d'achat et de vente en commun à capital variable qui

(2) Guillaume : la coopération agricole en Indochine, op. cit.

sont régies suivant les dispositions du Code civil à l'usage des juridictions indigènes et qui ont pour objet :

a) l'achat de semences, engrais, matériel d'exploitation, cheptel et, en général, tout ce qui peut être nécessaire à l'entretien d'une entreprise agricole, pour le compte de ses sociétaires;

b) la conservation, la transformation et la vente de tous produits agricoles provenant exclusivement des exploitations des associés;

c) elles peuvent enfin s'adjoindre, le cas échéant, un entrepôt pratiquant des avances sur marchandises déposées (warrantage) (1).

§ 2. — *Conditions de constitution.*

Leur création n'est soumise qu'à l'approbation du Chef de l'Administration locale. Ce n'est qu'au cas où elles désirent bénéficier des capitaux et des crédits d'escompte dont l'Office indochinois du Crédit Agricole mutuel peut disposer en leur faveur, qu'elles sont tenues de s'affilier à cet Etablissement et de soumettre leurs statuts à la délibération de son Conseil d'administration et à l'approbation du Gouverneur Général de l'Indochine et d'accepter ensuite le contrôle permanent de l'Office.

Dans cette étude, nous ne nous occuperons, bien entendu, que des associations coopératives affiliées à l'Office indochinois du Crédit Agricole.

§ 3. — *Conditions d'admission.*

Peuvent faire partie de ces sociétés :

a) tous les agriculteurs — qu'ils soient propriétaires ou simples exploitants du fonds — résidant dans une des provinces où elles ont leur siège social;

(1) Art. 3 des statuts modèles.

b) les communes de ces mêmes provinces.

Ces différentes personnes — physiques ou morales — doivent, dans ce but, souscrire au moins une part et s'engager à fournir à la Société, au minimum, les produits correspondant à la récolte de 2 mâu, le mâu équivalent à peu près à la moitié d'un hectare. Chaque membre peut souscrire en plus une part supplémentaire par 2 mâu de terre cultivée dont il s'engage à fournir les produits à la Société à laquelle il s'inscrit.

L'admission des sociétaires a toujours lieu en vertu d'une décision du Conseil d'administration.

§ 4. — *Leurs ressources.*

Les ressources de ces sociétés proviennent :

a) de leur capital social de 500 piastres au minimum constitué par des parts d'une ou 2 piastres, dont la moitié ou le quart seulement est libéré au moment de leur souscription;

b) des prêts collectifs à long terme portant 5 % d'intérêt, consentis par l'Office central et garantis par un engagement personnel et solidaire des associés ou des membres du Conseil d'administration ou par un dépôt de titres, une hypothèque, un nantissement foncier sur les biens de la société ou de ses membres; ces fonds étant destinés à faire face aux frais d'installation et de premier établissement. Ils sont consentis pour une durée maxima de 15 ans et remboursables par annuités;

c) des prêts à court terme, consentis par les Caisses provinciales à condition, pour les Coopératives, d'être sociétaires de ses établissements, garantis comme les précédents, portant 6 % d'intérêt et d'une durée maxima de 18 mois, ou des avances sur dépôt de marchandises (warrants) pour alimenter leur trésorerie courante, distribuer des avances aux sociétaires et faire face aux frais généraux et aux frais d'exploitation;

d) des subventions ou dotations qui peuvent leur être accordées.

§ 5. — *Leur administration.*

A. — Chaque société, dont le capital social est formé au moyen de parts nominatives de deux piastres, souscrites par chacun des sociétaires et auxquelles il ne peut être servi qu'un intérêt inférieur à 5 % sous les réserves que nous préciserons plus loin, est administrée par un *Conseil d'administration* composé de 5 membres au moins et de 9 au plus, nommés par l'Assemblée générale, parmi les sociétaires possédant au moins 15 parts, et choisis, autant que possible, à raison de un par canton.

Ces administrateurs sont nommés pour 2 ans et se renouvellent par moitié chaque année. Ils exercent leurs fonctions à titre gratuit avec cependant droit au remboursement de leurs débours.

Le Conseil choisit, annuellement, parmi ses membres, son bureau composé d'un Président, d'un Vice-Président et d'un Trésorier.

Il se réunit au siège social aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation de son Président. Il est en effet chargé de la direction générale de la Société et doit en assurer le bon fonctionnement. Il a, notamment, les pouvoirs suivants qui sont seulement indicatifs et non pas limitatifs :

a) il représente la société vis-à-vis du Gouvernement, de toutes les administrations publiques ou privées et de tous tiers. Il fait toutes opérations que comporte cette représentation;

b) il arrête le budget de la société;

c) il donne pouvoir pour toucher les sommes dues à la société et payer celles qu'elle doit;

d) il donne également pouvoir pour souscrire, endosser, accepter et acquitter tous effets de commerce;

e) il consent et accepte tous baux, contrats d'affermage et toutes promesses de vente et ce, moyennant les prix sous les charges et conditions qu'il avise, même pour une durée excédant 9 années;

f) il accepte tous les legs et donations;

g) il peut acquérir, échanger ou vendre tous immeubles, faire construire des magasins pour la conservation des produits agricoles à tel endroit qu'il juge convenable, acheter le matériel agricole nécessaire, contracter tous emprunts, constituer toutes hypothèques et autres garanties sur les biens de la Société. Toutefois, tout emprunt au-dessus de 5.000 piastres doit être autorisé par l'assemblée générale.

h) il autorise tous retraits, transferts et aliénations de fonds, rentes et valeurs appartenant à la Société;

i) il donne et autorise tous acquiescements et désistements, ainsi que toutes mainlevées d'inscription, saisies, oppositions et autres droits avec ou sans paiements;

j) il décide l'exercice de toutes les actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant;

k) il peut provoquer toutes résolutions de vente, traiter, composer, compromettre, transiger en tout état de cause;

l) il arrête les états de situation, les inventaires, le bilan et les comptes qui doivent être soumis à l'assemblée générale; il statue sur toutes les propositions à lui faire et arrête l'ordre de réunion de cette assemblée;

m) il gère d'une façon générale toutes les affaires et pourvoit à tous les intérêts sociaux;

n) il peut enfin déléguer ses pouvoirs soit à un membre du Conseil, soit à toute autre personne de son choix.

Notons encore, pour terminer, que c'est le Président du Conseil d'Administration qui représente la Société en justice, tant en demandant qu'en défendant. En conséquence, c'est à sa requête ou contre lui que doivent être intentées toutes les actions judiciaires.

B. — *La direction technique* de la Société est, en général, confiée au Directeur de la Caisse provinciale de Crédit agricole mutuel. A son défaut, elle peut être confiée à un fonctionnaire des services de l'agriculture spécialement détaché à cet effet comme c'est le cas pour la province de Binh Dinh. Ou encore, à un fonctionnaire de la province désigné par le chef

de province, avec l'approbation du Résident Supérieur. Sauf cas exceptionnel, il est éminemment souhaitable que le Directeur de la Coopérative soit en même temps le Directeur de la Caisse provinciale, car cette situation facilite considérablement les choses et permet, en particulier, à ce Directeur d'agir plus efficacement sur la production agricole indigène et d'en favoriser l'amélioration.

Les pouvoirs du Directeur sont définis ainsi qu'il suit :

a) il a sous ses ordres le personnel indigène dont il assure le recrutement. Les dépenses engagées pour les émoluments du personnel doivent cependant être autorisées par le Conseil d'administration et le Comité de surveillance, dont nous parlerons plus loin;

b) il exerce les pouvoirs qui lui sont délégués et exécute les décisions du Conseil d'administration;

c) il tient les comptes de la société;

d) il instruit toutes les affaires de la société.

C. — *Des Assemblées générales* composées de tous les sociétaires à jour de leurs versements, et qui ont droit à autant de voix qu'ils possèdent de parts, sans toutefois que le nombre de voix puisse dépasser cinq, sont convoquées au moins une fois l'an, dans les trois mois qui suivent la clôture de l'exercice, généralement fixée au 31 mars.

Elles sont placées sous la présidence d'honneur de l'Administrateur Chef de la Province assisté, suivant le pays de l'Union, du Tong Doc ou du Chanfaikhêt et sous la présidence effective du Président du Conseil d'administration qui a la police de l'assemblée. Comme pour les Caisses provinciales, le Directeur remplit les fonctions de secrétaire, celles de scrutateurs étant assumées par 2 sociétaires désignés par le Conseil d'Administration.

L'ordre du jour est arrêté par le Conseil d'administration et la convocation doit être faite au moins 20 jours avant la réunion.

L'Assemblée générale entend le rapport des commissaires

sur la situation de la société, sur le bilan et sur les comptes présentés par les administrateurs. Elle discute et, s'il y a lieu, approuve les comptes et le bilan; elle fixe le montant de la ristourne à répartir entre les sociétaires; elle décide, sur la proposition du Conseil d'administration, s'il y a lieu d'augmenter le capital social; elle constate les augmentations et les diminutions de capital effectuées; elle délibère sur toutes les autres propositions portées à l'ordre du jour; enfin, elle prononce souverainement sur tous les intérêts de la Société et confère au Conseil d'administration toutes autorisations nécessaires.

Dans tous les cas qui précèdent, l'Assemblée générale, pour délibérer valablement, doit être composée d'un nombre de sociétaires, représentant par eux-mêmes ou par procuration, le quart au moins du nombre total des sociétaires.

Par contre, l'Assemblée générale appelée à délibérer sur les modifications aux statuts, doit être composée d'un nombre de sociétaires, représentant par eux-mêmes ou par procuration, la moitié au moins du nombre total des sociétaires. Il en est de même de l'assemblée générale appelée à statuer sur la prorogation de la durée de la Société ou sur sa dissolution avant le terme fixé.

Si dans ces divers cas, l'assemblée générale ne réunissait pas le quorum fixé, une nouvelle assemblée serait alors convoquée. Dans cette conjoncture, les délibérations seraient prises à la majorité des suffrages exprimés, sauf en cas de modification aux statuts, de prorogation ou dissolution où 2/3 des voix des sociétaires devraient tout de même être représentés.

Notons enfin que des assemblées générales extraordinaires peuvent être convoquées par le Conseil d'administration chaque fois qu'il juge utile de prendre l'avis des associés ou d'obtenir un complément de pouvoirs, soit sur la demande présentée au Conseil d'administration et pour des motifs bien déterminés, par le quart au moins des associés, soit d'urgence par le ou les commissaires de surveillance dont nous allons parler maintenant.

D. — Le *contrôle* auquel sont astreintes ces sociétés coopératives est un contrôle permanent de l'Office Indochinois du Crédit agricole mutuel.

Il est, en outre, institué auprès de chaque société, un Comité de surveillance présidé par le Chef de Province assisté d'au moins deux Commissaires.

Le Résident Chef de Province désigne, chaque année, un Commissaire. Le ou les autres Commissaires, membres ou non de la Société, mais pris en dehors du Conseil d'Administration, sont désignés chaque année par l'Assemblée générale; ils sont rééligibles.

Les Commissaires ont, à toute époque et toutes les fois qu'ils le jugent convenable dans l'intérêt social, le droit de prendre communication des livres et d'examiner les opérations de la société.

Ils peuvent en outre assister aux délibérations du Conseil d'Administration sans y prendre part, mais en ayant cependant voix consultative. Enfin, comme nous l'avons vu, ils peuvent toujours, en cas d'urgence, convoquer l'assemblée générale.

§ 6. — Répartition des excédents annuels.

Si, lors de l'inventaire annuel, déduction faite des charges, frais généraux, amortissements de toute nature, il existe un excédent de recettes, il est prélevé sur cet excédent :

D'abord 3 % pour constituer une réserve. Puis, une somme suffisante pour payer aux propriétaires de parts un intérêt fixé par l'assemblée générale, sans qu'il puisse toutefois excéder 5 %. La répartition du surplus est fixée par l'assemblée générale qui, sur la proposition du Conseil d'Administration, peut décider de son affectation et, notamment, la répartir entre les sociétaires. Cette répartition ne pouvant leur être faite qu'à titre de ristourne, proportionnellement aux opérations faites par eux avec la Société. Cette ristourne présente le plus grand intérêt, car c'est son importance annuelle qui décidera, en définitive, du succès de la Coopérative agricole.

C'est qu'en effet, la plupart du temps, le montant de cette ristourne représentera l'augmentation de bénéfices dont profiteront les sociétaires dans la vente de leurs produits par l'intermédiaire de la Coopérative.

Pour clore ce paragraphe, ajoutons que les sociétaires sont responsables civilement, proportionnellement au nombre de parts qu'ils ont souscrites, des engagements pris par la Société.

CHAPITRE DEUXIEME

LEUR FONCTIONNEMENT

Pour étudier le fonctionnement du Crédit agricole mutuel dans les pays de l'Union Indochinoise autres que la Cochinchine, nous examinerons successivement, dans les pages qui vont suivre, les différents organes que nous venons de décrire, savoir : en premier lieu, l'Office indochinois de crédit agricole mutuel ; en second lieu, les Caisses provinciales indigènes de crédit agricole mutuel et enfin les associations coopératives agricoles.

SECTION I

Fonctionnement de l'Office central

§ 1. — *Ses ressources.*

A ses débuts, le service du Crédit agricole mutuel, ne disposant d'aucune dotation avait fait face à ses frais de gestion, comme tous les services généraux de la Colonie, au moyen de crédits inscrits au Budget général. Les fonds nécessaires à ses avances provenaient d'une ouverture de crédit de un million de piastres qui lui avait été consentie à l'origine par la Banque de l'Indochine et qui avait été portée successivement à 1 million 800.000 piastres en 1929 puis à 2 millions 500.000 piastres.

tres en 1930. Ces ouvertures de crédit lui avaient été faites au taux de 5,5 % l'an. A ce découvert, était venu s'ajouter un emprunt de 1.000.000 piastres au taux de 6 % à la Caisse locale des retraites.

Le décret du 20 mai 1933, promulgué en Indochine par arrêté du 27 juin 1933, en érigeant le Crédit agricole mutuel en Etablissement public sous le nom d'Office Indochinois de crédit agricole mutuel et en le dotant, comme nous l'avons vu, de la personnalité civile et de l'autonomie financière, lui a permis de bénéficier d'une part des redevances sur la circulation fiduciaire, conformément aux dispositions de la loi du 31 mars 1931 renouvelant le privilège de la Banque de l'Indochine. L'institution a donc pu, à partir de ce moment, constituer son fonds de dotation et se libérer tout d'abord de ses emprunts à la Caisse locale des retraites.

Les versements successifs qui lui ont été faits au titre de cette redevance, jusqu'en 1936 inclus, sont les suivants :

en 1933	1.036.400 \$ 00
en 1934	206.119 \$ 00
en 1935	36.526 \$ 49
en 1936	225.845 \$ 12

ce qui faisait, à cette date, un total de :

1.504.891 \$ 06

Total dont il faut déduire un prélèvement de 120.400 piastres effectué en 1933 par l'Office pour régler l'arriéré des frais de gestion du Service du Crédit agricole auquel il succédait, soit :

$$1.504.891 \$ 06 - 120.400 \$ 00 = 1.384.491 \$ 06.$$

Pour obtenir le chiffre des fonds de dotation de l'Office au début de l'exercice 1936, il faut ajouter à cette somme les bénéfices des exercices successifs depuis 1933 qui ont été :

Exercice 1933	6.353 \$ 17
Exercice 1934	17.700 \$ 03
Exercice 1935	45.152 \$ 56
Exercice 1936	6.784 \$ 69

Soit au total 75.990 \$ 65

Ainsi, le fonds de dotation de l'Office a atteint, pendant l'exercice 1936, la somme totale de 1.453.696 \$ 82. Ce chiffre a été porté, au 31 décembre 1937, à 1.742.165 piastres, dont 1.666.175 piastres comme dotation et 75.990 piastres comme fonds de réserve. Au 30 juillet 1938, ces chiffres étaient respectivement de 2.223.303 piastres en dotation et 94.514 piastres en fonds de réserve, ce qui portait cette partie des ressources de l'Office à 2.317.817 piastres.

L'Office dispose en outre d'une ouverture de crédit de 1.700.000 piastres qui lui est consentie par la Banque de l'Indochine. Cette ouverture de crédit, qui était primitivement de 2.500.000 piastres, a été ramenée à 1.700.000 piastres à la suite d'une convention passée entre la Banque de l'Indochine et l'Office en vue d'obtenir un abattement de 0,5 % du taux d'intérêt de ces avances, taux qui est ainsi passé de 5,5 % à 5 % l'an. Sur cette ouverture de crédit, l'Office avait utilisé 661.185 piastres au 1^{er} janvier 1937 ; 700.367 au 1^{er} janvier 1938. Au 30 juillet 1938, le montant utilisé ne s'élevait plus qu'à 63.003 piastres.

§ 2. — Ses avances.

Au premier janvier 1937, l'Office avait avancé aux divers organismes qu'il contrôle :

aux Caisses agricoles du Tonkin	570.637 \$ 73
aux Caisses agricoles de l'Annam	468.731 \$ 45
aux Caisses agricoles du Cambodge ..	1.009.012 \$ 73
en prêts collectifs ou individuels à long terme	66.500 \$ 00

Soit au total 2.114.881 \$ 91

Au 1^{er} janvier 1938, l'Office avait avancé à ces mêmes organismes :

aux Caisses agricoles du Tonkin	557.922 \$ 00
aux Caisses agricoles de l'Annam	483.749 \$ 00
aux Caisses agricoles du Cambodge ..	1.086.075 \$ 00
en prêts collectifs	87.620 \$ 00
en prêts aux coopératives	226.963 \$ 00

Soit au total 2.442.529 \$ 00

§ 3. — *Sa situation actuelle*

N'ayant malheureusement pas pu obtenir communication du bilan et du compte « profits et pertes » de l'exercice 1937 qui n'ont pas encore été publiés, ce qui va suivre se rapportera à la situation de l'Office au 31 décembre 1936. A cette date, la situation de l'Office apparaissait comme suit :

ACTIF :

Avances de l'Office aux différents	
Organismes qui lui sont affiliés	2.114.881. \$ 91
	2.114.881 \$ 91

PASSIF :

Dotation générale	1.384.491 \$ 06
Fonds de réserve et de prévoyance	69.205 \$ 76
Avance de la Banque de l'Indochine ..	661.185 \$ 09
	2.114.881 \$ 91

L'exécution du Budget de 1936 a laissé un excédent de recettes de 6.784 \$ 89 ainsi que le fait apparaître le compte « *pertes et profits* » ci-dessous :

DEBIT :

Dépenses de personnel	36.094 \$ 36
Dépenses de matériel	14.467 \$ 52
Intérêts servis	20.021 \$ 23
Dépenses extraordinaires	20.000 \$ 00
Bénéfices de l'exercice voués au fonds de réserve	6.784 \$ 69
	97.368 \$ 69

CREDIT :

Revenu des avances aux clients	76.957 \$ 09
Recettes d'ordre et accidentelles	411 \$ 48
Recettes extraordinaires	20.000 \$ 00
	97.368 \$ 37

Cet excédent versé au fonds de réserve et de prévoyance, a porté le montant de ce fonds de 69.205 \$ 76 à 75.990 \$ 65. Si l'on considère que l'exécution du Budget de 1935 avait laissé un excédent de 45.152 \$ 56 on peut se demander quelles peuvent être les raisons de cette diminution des bénéfices. L'explication en est simple : cette apparente diminution provient de l'octroi d'une subvention de 42.354 \$ 96 accordée aux Caisses du Cambodge pour équilibrer leur bilan et d'une dépense de 10.000 piastres correspondant aux frais d'étude et de création des deux premières coopératives types montées en Indochine. Sans ces prélèvements exceptionnels, les bénéfices réels de l'exercice 1936 s'élèveraient donc à 59.139 \$ 85, en augmentation de 14.000 piastres sur les bénéfices de l'exercice précédent.

Les considérations qui précèdent nous permettent d'affirmer que la situation de l'Office est nettement prospère, puisque cette institution, ne bénéficiant d'aucune subvention du Budget général, dispose d'un revenu supérieur à ses charges.

Cette situation satisfaisante a permis à l'Office, au début de l'exercice 1936, d'abaisser de 6 à 5 % l'an le taux de l'intérêt de ses avances aux Caisses indigènes de crédit agricole mutuel ce qui, par voie de conséquence, a amené la réduction de 12 à 11 % du taux d'intérêt pratiqué par les Banques provinciales.

Par ailleurs, si l'importance des crédits ouverts par cette institution aux organismes qui en dépendent peut paraître minime eu égard de la population des trois pays : Tonkin, Annam et Cambodge, sur lesquels elle exerce son action, il faut considérer que la majeure partie de la clientèle des banques provinciales est composée de petits propriétaires cultivant eux-mêmes leurs terres dont la superficie n'atteint souvent pas même un hectare et dont la capacité d'emprunt est très faible. De sorte que, comme nous le verrons, les sommes avancées dans chaque province, sont réparties, en définitive, entre plusieurs milliers d'emprunteurs.

Quoi qu'il en soit, la situation de l'Office étant étroitement conditionnée par celle des caisses provinciales indigènes de

Crédit agricole mutuel dont il finance les opérations et dont il peut être appelé, le cas échéant, à supporter les pertes, il nous apparaît maintenant nécessaire d'examiner les conditions dans lesquelles fonctionnent ces Caisses.

SECTION II.

Fonctionnement des Caisses provinciales indigènes

§ 1. — *Leurs ressources*

Nous avons vu que les fonds nécessaires au fonctionnement des caisses provinciales indigènes de crédit agricole mutuel proviennent :

a) des versements sur les parts souscrites par les sociétaires au moment de leur adhésion et constituant à proprement parler le capital social ;

b) des dépôts effectués par des particuliers et des organismes administratifs, notamment les villages, dépôts portant un intérêt de 2 % lorsqu'ils sont à vue, 3 % à six mois et 4 % à un an ;

c) enfin des avances faites par l'Office moyennant un intérêt qui était, à l'origine, de 6 % et qui a été ramené, en 1936, à 5 % l'an.

Le tableau ci-après montre, suivant le bilan de l'exercice 1936, l'importance comparative de ces trois ordres de ressources pour l'ensemble des Caisses des trois pays de l'Union : Tonkin, Annam et Cambodge :

	Souscriptions	Dépôts	Avances de l'Office
	—	—	—
Tonkin .	71.728 \$ 40	626.511 \$ 71	1.836 \$ 90
Annam ..	70.428 \$ 41	455.049 \$ 40	497.243 \$ 28
Cambodge	47.092 \$ 06	12.281 \$ 48	1.000.976 \$ 42
Total ..	189.248 \$ 87	1.093.842 \$ 59	1.500.056 \$ 60

Ce tableau fait ressortir que si les banques provinciales se procurent des disponibilités par leur capital propre — (et par leur fonds de réserve) — c'est surtout grâce aux avances de l'Office — 1.500.056 \$ 60 au 31 décembre 1936, chiffre qui est passé à 1.857.000 \$ au 31 décembre 1937 et 2.011.000 piastres au 30 juin 1938 — et, en particulier, grâce aux dépôts à vue ou à court terme reçus des particuliers ou des collectivités. La masse de ces dépôts est en croissance continue. Nous avons vu, en effet, qu'elle était de 1.093.842 \$ 59 au 31 décembre 1936. Ce chiffre est passé, au 31 décembre 1937, à 1.699.000 piastres et il était au 30 juin 1938 de 1.804.000 piastres.

Les banques ont le plus grand intérêt à recevoir des dépôts car elles trouvent là de l'argent à très bon compte (2 % à vue — 3 % à six mois — 4 % à un an au lieu de 5 % lorsqu'il s'agit d'avances consenties par l'Office). Dans ces conditions, plus ces dépôts augmenteront, plus il sera aisé de réduire le taux de l'intérêt exigé par les banques provinciales. C'est l'accroissement de ces dépôts qui a permis, en 1938, à certaines banques, de ramener de 11 % à 10 % leur taux d'intérêt sans pour cela mettre en péril leur fonctionnement.

Quoi qu'il en soit, la dotation de chacune des 26 banques qui fonctionnent actuellement au Tonkin, en Annam et au Cambodge, était, au 31 décembre 1936, la suivante :

a) pour les banques du Tonkin :

Ha-Dong	250.000 \$ 00
Hai-Duong	280.000 \$ 00
Bac-Ninh	150.000 \$ 00
Bac-Giang	150.000 \$ 00
Nam-Dinh	200.000 \$ 00
Thai-Binh	150.000 \$ 00
Ninh-Binh	50.000 \$ 00
Ha-Nam	50.000 \$ 00
Hung-Yên	120.000 \$ 00
Kiên-an	50.000 \$ 00
Vinh-Yên	100.000 \$ 00
Phuc-Yên	50.000 \$ 00

Soit au total	1.600.000 \$ 00
---------------------	-----------------

b) pour les banques de l'Annam :

Than-Hoa	180.000 \$ 00
Nghê-an	300.000 \$ 00
Quang-Ngai	150.000 \$ 00
Khanh-Hoa	120.000 \$ 00
Quang-Nam	80.000 \$ 00
Binh-Dinh	160.000 \$ 00
Phu-yên	45.000 \$ 00

Soit au total 1.035.000 \$ 00

c) Enfin, pour les banques du Cambodge :

Soai-Rieng	360.000 \$ 00
Battambang	250.000 \$ 00
Preyveng	260.000 \$ 00
Kompong Cham	100.000 \$ 00
Takéo	30.000 \$ 00
Kandal	110.000 \$ 00
Kampot	20.000 \$ 00

Soit au total 1.130.000 \$ 00

Ce qui fait qu'en 1938, au 31 décembre, la dotation de l'ensemble des banques provinciales des trois pays de l'Union Indochinoise considérés s'élevait à la somme de 3.765.000 piastres.

§ 2. — *Leur développement*

Les opérations du Crédit agricole se sont développées suivant un rythme accéléré et leur valeur s'est accrue d'année en année jusqu'en 1932. En effet, en débutant en 1927, dans une période de facilité économique, le Crédit agricole, qui avait été organisé, comme nous l'avons vu, sous la forme d'un service général pour faciliter le contrôle étroit de ses premières expériences, effectua ses prêts, conformément à la règle qui lui était prudemment imposée, sur la base du tiers de la valeur des terres données en gage.

Mais, à partir de 1932, les effets de la crise économique

mondiale ayant commencé à se faire sentir en Indochine, il en est résulté, ainsi que nous l'avons signalé à propos des S.I.C.A.M. de Cochinchine, une baisse considérable des produits agricoles et, en particulier, du riz, principale culture de la péninsule indochinoise. Par voie de conséquence, une dépréciation générale des biens immobiliers dont les revenus se sont trouvés réduits dans la proportion de 5 à 1 en moyenne, s'est produite brusquement. Comme en Cochinchine, mais sur une moins grande échelle, les emprunteurs se trouvèrent dans l'impossibilité de faire face aux échéances prévues pour le remboursement de dettes dont la charge ne correspondait plus à leurs possibilités. Dans ces conditions, le rythme des remboursements a marqué un ralentissement très sensible de sorte qu'une proportion importante des fonds du crédit agricole s'est trouvée immobilisée.

Pas plus qu'en Cochinchine, il ne pouvait être question de recourir à des mesures de coercition vis-à-vis des débiteurs de bonne foi. D'ailleurs, le crédit agricole, institution sociale dotée par la communauté, s'il a le devoir de veiller à la conservation des fonds qui lui sont remis, est tenu d'apporter son aide aux agriculteurs pour leur faciliter le passage des périodes difficiles et de leur accorder, à cette fin, les facilités que ne peuvent consentir les Etablissements privés de crédit.

Par ailleurs, une vente massive des terres engagées, outre qu'elle aurait constitué une opération désastreuse, aurait favorisé une concentration de la propriété et une tendance au déséquilibre entre la grande et la petite propriété qu'on désirait précisément éviter.

Dans ces conditions, et étant donné la persistance de la crise économique, il a paru nécessaire de s'orienter vers une politique d'aménagement des créances et de procéder à une réévaluation du portefeuille des banques.

A cet effet, Monsieur le Gouverneur Général Robin a prescrit, en 1934, l'institution, dans chaque circonscription administrative, de commissions chargées d'évaluer, sous le contrôle des Chefs de province et des Directeurs de banque, les possibilités des emprunteurs défaillants, d'arrêter le montant de leurs créances (principal et intérêts), de fixer les abattements

à leur consentir le cas échéant, ainsi que le taux et le nombre des annuités au cours desquelles ils seraient tenus de se libérer des sommes reconnues exigibles.

Les travaux de ces Commissions ont permis d'évaluer les pertes à environ 10 % de l'ensemble des risques en cours. C'est ce qui explique que le Crédit agricole mutuel a pu, malgré un léger ralentissement, reprendre, dès 1934, sa marche en avant.

En effet, les remboursements des créances ainsi aménagées se sont effectués de façon très satisfaisante au Tonkin et en Annam, puisque leur montant a atteint au cours de l'exercice 1936 un million quatre-vingt mille piastres. Les modifications apportées à la monnaie locale — stabilisée à 10 francs — ont facilité encore ce mouvement ; d'assez nombreuses créances classées comme douteuses ou considérées comme perdues ont été entièrement ou partiellement remboursées au cours de l'année 1937. A l'heure actuelle, la situation des Caisses de ces deux pays de l'Union peut sans optimisme — comme nous le verrons d'une façon plus précise plus loin — être considérée comme bonne.

Il n'en est malheureusement pas de même au Cambodge où les trois caisses les plus anciennes : Soai-Rieng, Prey-Veng et Battambang, qui se partagent à ce jour 786.000 piastres, soit 32,55 % du montant total des avances consenties aux Caisses des trois pays de l'Union, ne peuvent obtenir le remboursement de ces sommes prêtées en 1930-31. Une grande partie d'ailleurs, que des sondages nombreux permettent d'évaluer à environ 300.000 piastres, doit être considérée comme irrémédiablement perdue.

Il n'est pas inutile de préciser les causes de cette situation au Cambodge, leur étude étant riche en enseignements et, ce qui plus est, rassurante pour l'avenir de l'institution (1).

« Il avait semblé nécessaire, lors des débuts du Crédit agricole mutuel dans ce protectorat, d'abandonner le mode de gestion habituel des Caisses et, adoptant les vues des auto-

(1) Voir, sur toute cette question, le rapport de gestion de l'office indochinois du crédit agricole mutuel, pour l'exercice 1936.

« rités locales qui faisaient valoir la mentalité individualiste
« du paysan cambodgien, son état social particulier, l'insécu-
« rité que présentait le mode d'appropriation de la terre, de
« remettre leur gestion aux Résidents chefs de province assis-
« tés des autorités indigènes provinciales. Cette renonciation
« aux sûretés réelles que les Caisses sont accoutumées d'exi-
« ger pour leurs prêts transforma le Crédit agricole, dans ce
« pays, en crédit personnel gagé par la garantie mutuelle des
« villages (Khums) dont l'engagement était constaté par la
« signature de leurs chefs de village (Mekhums. » (2)

Un crédit accordé dans des conditions aussi abordables encouragea les emprunteurs à en user dans une mesure sans proportion avec leurs besoins comme avec leurs possibilités de remboursement ; le contrôle des autorités indigènes, qui s'avéra d'ailleurs toujours inopérant, montra souvent une excessive facilité.

Les autorités locales, inexactement renseignées par les autorités indigènes et n'ayant ni les moyens ni la possibilité matérielle d'exercer un contrôle direct, furent amenées à confondre l'affluence des demandes de prêts avec le succès imprévu de l'institution, et à intervenir de façon pressante auprès du Crédit agricole pour obtenir des augmentations massives des ouvertures de crédits qui leur étaient consenties, se portant garantes de la bonne fin des opérations.

Comme le signale Monsieur Rêteaud, Directeur de l'Office indochinois de crédit agricole, l'échéance des premiers prêts coïncidant avec les débuts du resserrement économique, fit apparaître la situation sous son vrai jour. Les autorités locales firent retraite, abandonnant l'institution qui leur parut désormais ne pouvoir plus être qu'une source de difficultés, aux Directeurs de Caisse ; ceux-ci reprirent alors leur gestion suivant les règles qui donnaient dans les autres pays de l'Union la preuve de leur bien-fondé — surtout pendant cette période de crise que le pays traversait alors.

Il était cependant trop tard pour songer à rétablir une situation trop largement compromise dans certaines banques.

(2) Rapport précité, op. cit.

Le retour à des conditions économiques particulièrement favorables au protectorat du Cambodge, dont les exportations de bétail, paddy, caoutchouc, et surtout maïs, qui ont atteint, en 1936, une valeur d'environ 30 millions de piastres, a bien permis le recouvrement des créances les mieux gagées. La province de Prey-Veng, par exemple, a pu faire rentrer 70.000 piastres d'arriéré dans l'année (1936).

Quant aux sommes restant dues ayant fait l'objet de prêts datant actuellement de 5 ou 6 ans, elles concernent, pour une partie, des débiteurs disparus ou qui se trouvent, du fait de la crise, dans une situation qui ne leur permet plus d'assurer aucun remboursement, pour une autre partie, des emprunteurs ou des gages qui sont reconnus fictifs.

Un apurement de cette situation s'imposait. Il est heureusement prévu et commencé par une nouvelle réévaluation de la valeur des créances basées sur la recherche des emprunteurs et l'estimation de leur capacité actuelle de paiement. Cette discrimination faite, le recouvrement des créances recouvrables pourra être poursuivie et le passif irrécouvrable inscrit à un compte contentieux dont l'amortissement sera effectué par l'Office.

L'expérience faite est d'autant plus concluante que les Caisse du Cambodge de création récente ont toutes parfaitement réussi dans leurs opérations de prêt en se conformant strictement aux principes fixés par le service du Crédit agricole. Si certaines d'entre elles n'ont enregistré qu'un chiffre d'affaires limité, pas toujours suffisant, au début, pour faire face à leurs frais généraux, du moins toutes ont un portefeuille sain et leurs opérations laissent un résidu de créances litigieuses très faibles et plutôt inférieur à la moyenne générale.

Quoi qu'il en soit, le capital moyen dont l'institution a pu disposer pendant les dix premières années de son fonctionnement (en dehors des crédits gelés au Cambodge dont nous venons de parler) étant resté inférieur à 2 millions de piastres et le montant total des prêts effectués ayant atteint 10 millions 200 mille piastres, ceci prouve que, malgré l'immobilisation partielle des crédits due à la crise, la plus grande partie des prêts à court terme effectués ont été remboursés et ont pu

servir à de nouveaux prêts. L'institution a donc bien joué, dans la mesure de ses moyens, le rôle qui lui est dévolu dans l'économie indochinoise. La façon dont les caisses agricoles de crédit mutuel ont traversé la crise montre sa vigueur et la pertinence des règles que lui a fixées son décret d'organisation.

Il est bien évident que le redressement des caisses agricoles de l'Annam et du Tonkin et l'effort tenté pour obtenir une amélioration de la situation des Caisses du Cambodge au lendemain de la crise n'ont pu donner les résultats que nous venons de signaler que grâce à une réduction continue des frais de gestion des différentes caisses fonctionnant dans ces trois pays.

Ces frais de gestion sont principalement constitués par la solde, bien que toujours très modeste, du Directeur européen de ces caisses. Ce rôle de Directeur — l'exemple des S.I.C.A.M. de Cochinchine le prouve — doit, dans l'état actuel de la mentalité des indigènes, être en principe confié à des fonctionnaires européens soigneusement choisis pour leurs qualités morales et leurs connaissances techniques. Ce n'est pas à dire cependant qu'on ne puisse trouver des indigènes susceptibles de remplir ces fonctions. Ce serait mal connaître les Annamites et les Cambodgiens de l'élite qui ont évolué au point qu'on peut leur confier les postes les plus délicats. D'ailleurs, l'exemple fourni actuellement par trois directeurs de banques provinciales, sujets annamites, prouve que l'on peut s'engager dans cette voie à condition de s'entourer, bien entendu, de tous les renseignements voulus sur les capacités et surtout sur la moralité des candidats éventuels.

Quoi qu'il en soit, pour le moment, les Directeurs européens paraissent être encore absolument nécessaires et leur présence — aussi excessivement modeste, nous y insistons, que soit la situation qui leur est faite — grève sérieusement les budgets des caisses provinciales.

Aussi bien les économies qui furent faites le furent bien souvent à leur détriment et le tableau ci-dessous montre d'une façon significative que l'effort en vue de comprimer les frais de gestion a déjà donné de très appréciables résultats :

Années	Nbre. de caisses ayant fonctionné	Personnel européen	Frais généraux	Dépenses totales de l'ensemble	Moyenne par caisse
1931	11	86.330 \$	67.426 \$	153.756 \$	13.449 \$
1932	21	90.349	112.034	202.383	9.525
1933	22	78.124	87.797	165.921	7.370
1934	25	92.074	78.812	170.286	6.678
1935	26	53.529	72.446	125.975	4.845
1936	26	55.408	70.110	125.518	4.827

§ 3. — *Un exemple* (1)

Comme il nous est impossible de passer en revue le fonctionnement de chacune des 26 banques provinciales ouvertes actuellement au Tonkin, en Annam et au Cambodge, — ce serait là, en effet, un travail fastidieux et qui alourdirait par trop cette étude — nous croyons pouvoir nous borner à l'étude d'une seule de ces caisses à titre d'exemple. Nous avons choisi à cet effet la Caisse de Crédit agricole mutuel de la province de Binh-Dinh, dont le siège est à Quinhon, en Annam. Ce choix d'une Caisse qui ne présente pas des caractéristiques plus marquantes que beaucoup d'autres banques de l'Annam ou du Tonkin aura cependant pour nous le grand avantage de nous permettre de parler d'une institution que nous avons vu fonctionner, dans d'excellentes conditions, pendant deux années entières, sous l'impulsion d'un administrateur de tout premier plan, Monsieur René Gauthier.

Créée en 1932 — ses statuts ont, en effet, été approuvés le 20 janvier 1932 et l'arrêté portant autorisation d'ouverture la concernant date du 5 février 1932 — la Caisse provinciale de la province de Binh-Dinh a connu un succès rapide en dépit du marasme économique qui battait son plein à l'époque de son ouverture. C'est ainsi que la dotation de cette banque est passée successivement de 30.000 piastres en 1932 à 40.000 piastres en 1933, 60.000 piastres en 1934 ; 160.000

(1) Nous remercions ici M. Lorentz, directeur de la Banque de C. A. M. de la province de Binh-Dinh qui a bien voulu nous communiquer les chiffres dont nous faisons état dans ce passage.

piastres en 1935 et 1936 et a été portée à 200.000 piastres par lettre n° 1241 C.A.M. du 29 avril 1937 de Monsieur le Gouverneur Général de l'Indochine.

Dans le même temps, le nombre des sociétaires s'accroissait sur le même rythme comme le fait ressortir le tableau ci-après :

Années	Nombre de villages ayant fourni des sociétaires	Nombre de sociétaires
—	—	—
1932	149	563
1933	274	1494
1934	351	2699
1935	479	5237
1936	509	8655
1937	514	9515

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'augmentation du volume des prêts n'a pas entraîné un accroissement du montant moyen des prêts. La Banque de Binh-Dinh a toujours en effet rempli le rôle qui lui avait été dévolu : faire des petits prêts populaires touchant et favorisant la masse des petits propriétaires dont la situation matérielle est si intéressante. Le tableau que nous donnons ci-dessous en est la démonstration la plus nette :

Années	Nombre de prêts consentis	Volume des prêts	Montant moyen des prêts
—	—	—	—
1935	697	22.915 \$ 00	32 \$ 17
1933	1.788	56.670 \$ 00	31 \$ 69
1934	1.956	55.860 \$ 00	28 \$ 55
1935	3.337	91.431 \$ 00	27 \$ 40
1936	5.279	146.513 \$ 00	27 \$ 45
1937	2.525	99.961 \$ 00	39 \$ 58

La diminution brutale du nombre et du volume des prêts en 1937, s'explique de la façon suivante : Le volume très élevé des prêts consentis en 1936 — 146.513 piastres contre 91.431 piastres l'année précédente — a eu sa répercussion

au moment des échéances de l'exercice 1937. On était allé trop vite en 1936. De nombreux nouveaux sociétaires ont mis une mauvaise volonté évidente à rembourser à l'échéance et la banque a dû, dans certaines circonscriptions, à cause des difficultés excessives rencontrées dans le recouvrement de ses avances, suspendre les prêts pendant plusieurs mois de l'année, faisant jouer ainsi cette espèce de responsabilité collective qui est bien dans les mœurs traditionnels des Annamites et grâce à laquelle, lorsqu'on sait s'en servir, on obtient des résultats surprenants.

De plus, on avait remarqué, au cours des exercices précédents, que très souvent les *ly truong* (chefs de village), chargés de certifier l'identité des emprunteurs, n'hésitaient pas, moyennant finance, à certifier de fausses identités. Ce système avait pris en 1936 un caractère inquiétant par le nombre des clients fictifs qui s'étaient présentés et par la difficulté où l'on se trouvait d'engager des poursuites contre les coupables. Pour remédier à ce danger, la banque s'est vue dans l'obligation d'exiger de chaque emprunteur, au moment du prêt, la présentation d'un titre d'identité délivré par les services de la sûreté. L'appréhension qu'ont beaucoup de paysans indochinois de fournir leur photographie et apposer leurs empreintes digitales sur des papiers officiels a freiné considérablement les opérations de la caisse de Quinhon malgré l'effort fourni par les services d'identité qui ont réduit au minimum les formalités nécessaires pour la délivrance de ces titres. C'est là un des nombreux petits obstacles pratiques que rencontrent les banques provinciales lorsqu'elles veulent s'entourer, pour leurs prêts, de toutes les garanties voulues, et il était bon de le signaler au passage car il est typique de l'état d'esprit des indigènes.

Quoi qu'il en soit, après six mois d'efforts, on a pu constater que l'éducation du paysan sur ce point avait porté ses fruits. En effet, du 1^{er} juillet 1937 au 31 décembre de la même année, les services d'identité de la province de Binh-Dinh ont délivré 1.291 titres contre 589 pendant les six premiers mois de 1937.

Enfin et toujours dans le but de protéger l'institution contre les tromperies des emprunteurs, il a été décidé que les

avances d'une certaine importance — peu nombreuses en définitive — seraient précédées d'une enquête sur place afin de vérifier la réalité de l'objectif agricole invoqué par l'intéressé.

Si ces diverses mesures ont pour effet de ralentir momentanément le volume des prêts — ralentissement qui ne saurait durer plus de quelques mois — elles ont par contre permis à la banque provinciale du Binh Dinh de conserver, malgré la dispersion des prêts dans une région très étendue, une situation parfaitement saine. Le détail des prêts en retard au 31 décembre 1937, que nous donnons ci-dessous, montre que le montant de ceux-ci, surtout pour les périodes assez anciennes, n'est pas très élevé :

	Montant des échéances	Sommes encaissées	Reste dû au 31-12-37
1936 :			
Mars	12.275 \$	12.225 \$	50 \$
Avril	20.885	20.717 63	167 36
Juin	4.445	4.434 31	10 69
Juillet	4.678	4.621 47	56 53
Août	9.505	9.475 97	29 03
Septembre	5.510	5.477 17	32 83
Octobre	6.120	6.112 69	7 31
Novembre	10.060	9.884 05	175 95
Décembre	8.600	8.545 45	54 55
1937 :			
Janvier	5.760 \$	5.671 \$	89 \$
Mars	22.668	21.730	938
Avril	54.940	51.657 95	3.282 05
Juin	11.275	9.390	1.885
Juillet	6.725	4.844	1.881
Août	11.986	9.966	2.020
Septembre	6.800	5.251	1.549
Octobre	6.720	5.146	1.574
Novembre	10.265	7.424	2.841
Décembre	6.410	4.205	2.205
	225.627	206.778 69	18.848 31

Si, de plus, on considère que sur ce total de 18.848 \$ 31, sept effets seulement d'une valeur d'ensemble de 345 piastres doivent être considérées comme créances douteuses — ces 7 effets étant gagés sur des titres de propriété en caractère chinois présumés faux et faisant l'objet d'une plainte régulière en cours d'instruction — on peut dire que la situation de la banque vis-à-vis des retards est excellente.

Du point de vue de sa situation financière, la banque de la province de Binh Dinh est aussi en très bonne posture. En effet, le compte des déposants qui s'élevait à 89.418 piastres au 1^{er} janvier 1937, atteignait au 31 décembre de la même année 99.995 piastres, soit une augmentation de 10.577 piastres.

Les déposants sont uniquement composés ici de particuliers à l'exception d'un seul village qui avait à l'époque un petit dépôt de 224 piastres et de l'Association mutuelle de bienfaisance de la province de Binh-Dinh qui avait, dans le même temps, un dépôt de vue de 20.566 piastres. Il est bien évident que cette situation n'est pas générale. Dans beaucoup de provinces, de nombreux villages ont leurs fonds déposés à la caisse de crédit agricole mutuel. La situation particulière du Binh Dinh s'explique par le fait qu'il n'y existe pour ainsi dire pas de budgets communaux et, par conséquent, par d'argent à mettre en dépôt dans les Etablissements de crédit publics ou privés.

Quoi qu'il en soit, le bilan et le « compte profits et pertes » de l'exercice 1937 que nous donnons ci-après font apparaître une perte de 555 piastres 55 cents qui a été virée aux pertes antérieures. Cette perte, consécutive à la réduction volontaire — et momentanée — des prêts dont nous avons parlé plus haut, trouve une contre-partie dans l'épuration des sociétaires et dans la plus grande sécurité des risques en cours. La banque ayant, du fait de ce ralentissement de ses opérations, une base solide, pourra désormais développer son action en toute sécurité. La prudence que l'on note dans sa gestion nous paraît très sage : l'institution débute et ne doit pas — comme au Cambodge ou en Cochinchine — faire de faux pas.

Notons en passant que le bilan de l'exercice 1936 avait d'ailleurs fait ressortir un bénéfice de 1.013 piastres qui avaient été virées aux pertes antérieures. De plus, la récente création d'une coopérative agricole dans la province de Binh-Dinh, fonctionnant en harmonie avec la banque agricole, procurera un débouché sûr pour une partie des capitaux de la Caisse provinciale, et l'on peut, d'ores et déjà, prévoir que les exercices futurs seront régulièrement bénéficiaires pour cet établissement.

*Relevé du compte « Pertes et Profits »
au 31 décembre 1937*

DEBIT		CREDIT	
Virement des intérêts débiteurs	6.970 \$ 60	Virement des intérêts créditeurs	18.825 \$ 46
Intérêts non acquis à reporter.....	3.618 \$ 87	Pertes de l'exercice..	555 \$ 55
Virement du solde du compte « frais généraux »	8.516 \$ 04		
Amortissement du mobilier et du matériel (1/10).....	275 \$ 50		
	19.381 \$ 01		19.381 \$ 01

Bilan

ACTIF		PASSIF	
Caisse	7.240 \$ 53	Service central	81.618 \$ 08
Mandats	23.000 \$ 00	Dépôts	101.509 \$ 25
Coopérative agricole Binhdinh ..	34.966 \$ 46	Capital libéré.....	6.926 \$ 40
Avances	97.006 \$ 37	Intérêts à reporter..	3.618 \$ 87
Créances litigieuses	345 \$ 00		
Immeubles et mobilier	19.487 \$ 39		
Pertes et profits :			
Pertes antérieures	11.071 \$ 30		
Pertes de l'exercice	555 \$ 55		
	11.626 \$ 85		
	193.672 \$ 60		193.672 \$ 60

§ 4 — *Leur situation actuelle.*

L'exemple de la Banque provinciale du Binh-Dinh que nous venons de donner ne constitue pas une exception. La situation actuelle de l'ensemble des banques de crédit agricole mutuel indigène du Tonkin, de l'Annam et du Cambodge que nous donnons ci-après nous montre combien cette institution, malgré les difficultés qu'elle a rencontrées dans les premières années de son fonctionnement du fait de la crise économique mondiale, a su redresser sa situation qui, actuellement, est parfaitement saine :

SITUATION DES CAISSES DE C.A.M.

	<i>Tonkin</i>	<i>Annam</i>	<i>Cambodge</i>
	—	—	—
<i>Au 1^{er} janvier 1937.</i>			
Créances bonnes	805.000 \$	657.000 \$	617.000 \$
Créances douteuses et litigieuses	286.000	232.000	400.000
Provision pour créan- ces douteuses et liti- gieuses	242.000	230.000	125.000
<i>Au 1^{er} janvier 1938.</i>			
Créances bonnes	913.000	547.000	724.000
Créances douteuses et litigieuses	239.000	223.000	388.000
Provision pour créan- ces douteuses et liti- gieuses	230.000	216.000	147.000
<i>Au 30 juin 1938.</i>			
Créances bonnes	1.080.000	591.000	721.000
Créances douteuses et litigieuses	221.000	201.000	337.000
Provision pour créan- ces douteuses et liti- gieuses	212.000	206.000	127.000

Ce tableau montre d'abord que la masse des prêts est en progression au Tonkin et au Cambodge et en légère régres-

sion en Annam. Il établit surtout que les réserves couvrent les créances douteuses et litigieuses en Annam et au Tonkin, mais que la situation au Cambodge est plus délicate. Cette constatation confirme tout ce que nous avons dit au sujet des Caisses du Cambodge mais l'on doit noter que le chiffre des créances douteuses et litigieuses y est en décroissance continue, et ceci nous permet d'espérer que, pour peu que la situation économique continue à s'améliorer, les Caisses du Cambodge renforceront leur position au maximum en réduisant jusqu'à l'extrême limite le montant de créances irrécouvrables.

Nous croyons devoir résumer la situation de l'ensemble des caisses de crédit agricole mutuel indigène dans les trois pays de l'Union considérés, en donnant maintenant le tableau suivant :

SITUATION D'ENSEMBLE

	1 ^{er} janvier 1937	1 ^{er} janvier 1938	1 ^{er} juillet 1938
Créances bonnes....	2.372.985 \$	2.184.935 \$	2.393.357 \$
Créances douteuses	760.190	683.000	622.000
Créances litigieuses	186.864	167.000	138.000
Provision pour créances douteuses et litigieuses.	603.731	593.000	545.000

Par ailleurs, signalons qu'au 31 décembre 1937, les caisses provinciales groupaient au total 132.883 sociétaires contre 119.156 au 31 décembre 1936 avec un capital libéré de 194.000 piastres contre 180.000 piastres. En outre, le montant des prêts nouveau consentis qui était au 31 décembre 1936 de 922.000 piastres était au 31 décembre 1937 de 1.229.000 piastres avec un montant moyen par prêt de 25 piastres au lieu

de 31 piastres en 1936.

tant moyen des prêts a donc été réduit. Ce résultat, plus que de longs commentaires, prouve que l'Office poursuit bien le but qui lui est assigné : atteindre les petits possédants.

En résumé, les Caisses de l'Annam et du Tonkin, dont la situation avait pu faire naître quelques inquiétudes en 1932-33, époque à laquelle la crise économique s'est fait sentir en Indochine avec le plus d'acuité, ont réussi à franchir ce mauvais pas.

Le regroupement sous une même direction de quelques-unes de ces banques effectué dans le but de réduire leurs frais généraux, joint à une compression rigoureuse de leurs dépenses de gestion, a permis à la plupart de ces établissements, non seulement de faire face à leurs charges, mais encore de réaliser des bénéfices qui sont venus grossir leurs réserves.

D'autre part, grâce à la réévaluation des créances et à l'aménagement des remboursements établis avec le plus grand soin à la suite de la circulaire de 1934 de M. le Gouverneur Général Robin, les recouvrements se sont effectués à un rythme plus rapide.

Enfin, les prêts nouveaux qui avaient été à un moment à peu près suspendus ont pu être repris avec une intensité accrue.

On peut donc affirmer qu'à l'heure actuelle ces établissements ont donné des preuves suffisantes de leur vitalité et que, gérés avec prudence et conjugués avec des coopératives agricoles, ils sont appelés à prendre un grand développement tout en continuant à ne demander aucune aide aux budgets indochinois.

En ce qui concerne le Cambodge, si la situation y est moins satisfaisante, elle n'est cependant nullement compromise. Le redressement des caisses cambodgiennes au cours de ces deux dernières années permet de penser que leur situation, qui redeviendra bientôt saine, leur permettra, dans un très proche avenir, de répondre, elles aussi, au but en vue duquel elles ont été créées.

SECTION III

Fonctionnement des coopératives agricoles

Nous avons laissé prévoir plus haut le rôle très intéressant que peuvent jouer les coopératives agricoles. Il nous faut y revenir et préciser ici le fonctionnement de ces organismes.

Nous savons déjà que les coopératives agricoles ont pour but de permettre aux producteurs de ne pas vendre les produits de leurs exploitations dès la récolte faite et d'attendre ainsi que les cours, qui ont tendance à s'effondrer au moment des moissons, aient repris leur taux normal. Nous savons aussi que la création de coopératives agricoles permet d'étendre aux exploitants non propriétaires une aide dont, à défaut de garanties foncières, ils ne pouvaient bénéficier du seul fait de la création des caisses de crédit mutuel agricole, l'expérience ayant largement prouvé qu'il était impossible, en Indochine, d'accorder des prêts sans gages réels. Par contre, devenus membres d'une coopérative, les exploitants — comme les propriétaires — peuvent recevoir, moyennant un intérêt très modique, une avance égale aux $\frac{2}{3}$ de la valeur des produits qu'ils livrent à l'institution, somme qui représente souvent le prix qu'ils percevaient de leur vente. La coopérative qui conserve ces produits en magasin et les vend ensuite directement aux exportateurs, réalise pour ses sociétaires, un double bénéfice du fait que ces ventes sont faites à des cours élevés et que son intervention supprime de nombreux intermédiaires. Le crédit distribué dans ces conditions ne comporte plus que des risques très faibles pour l'institution qui peut, dès lors, réduire très sensiblement le taux d'intérêt qu'elle exige pour ses avances. C'est ainsi que le taux actuellement pratiqué par les coopératives agricoles est de 5 % alors que le taux exigé par les Caisses de crédit agricole mutuel est de 11 % et exceptionnellement de 10 %.

Ce système présente, en outre, cet avantage de mettre l'emprunteur à l'abri du danger d'endettement que lui fait courir l'octroi de prêts non gagés qui l'incitent en général à augmenter ses dépenses au delà de ses moyens.

Mais l'action de ces sociétés n'a pas été envisagée comme devant se borner à ce simple rôle de magasin général ouvrant l'accès du crédit à l'ensemble du paysannat. Comme le fait remarquer si justement M. Rêtaud, directeur de l'Office, dans un de ses rapports (1), elle vise encore et davantage à accroître ses ressources en augmentant la part du prix des produits qui revient au producteur, en favorisant ces produits par une amélioration de leur qualité et en accroissant leurs rendements.

Voyons donc successivement de plus près les trois objectifs principaux assignés aux coopératives agricoles, d'après le Directeur actuel de l'Office (2).

1°) Pour atteindre le premier de ces buts — avances à faible intérêt et vente aux plus hauts cours — les coopératives ont dû être organisées en coopératives de vente en commun. A cet effet, elles rassemblent les produits de leurs sociétaires en magasin et les vendent, comme nous l'avons vu, directement aux exportateurs à l'époque où les renseignements qui leurs sont transmis de France leur permet de croire que les cours sont à leur niveau maximum. « La seule présence de ces sociétés — précise M. Rêtaud — a d'ailleurs eu un effet nettement marqué sur les cours locaux des produits qui ont atteint dans leur rayon d'action des valeurs correspondant aux cours mondiaux au lieu de se maintenir à ces niveaux anormalement bas qu'imposaient quelques intermédiaires coalisés et sans concurrents à des producteurs isolés et sans moyen d'information. Ce phénomène a acquis toute son ampleur dans les zones excentriques peu fréquentées où l'on a pu enregistrer une hausse générale de 50 % provoquée par la simple présence de la coopérative en l'absence de toute variation de cours des produits. » (3)

2°) Le deuxième objectif assigné à ces établissements — amélioration de la qualité des produits agricoles livrés à

(1) Office Indochinois de Crédit Agricole Mutuel, rapport de gestion de l'exercice 1936, Hanoï IDEO, 1937.

(2) M. L. Rêtaud (publication précitée).

(3) Rapport précité. L. Rêtaud, op. cit.

l'exportation — est de la plus haute importance pour l'Indochine. L'indigène indochinois n'a en effet aucune notion de la qualité de la marchandise ou de sa présentation et n'hésite pas, le plus souvent, pour gagner quelques cents de plus, à rendre inutilisable et en tout cas inexportables ses produits, en les fraudant autant qu'il peut. Il nous a été personnellement donné de constater dans certaine province du Sud-Annam, que les Annamites et même les intermédiaires chinois ajoutaient à de la farine de manioc de bonne qualité et destinée à l'exportation, une assez grosse quantité de Kaolin pour augmenter — d'une façon insignifiante d'ailleurs — leurs gains au moment de la vente de ces produits.

Les désastreuses conséquences de cette mentalité n'ont pas tardé à se faire sentir au moment précisément où la Métropole cherchait à se procurer dans ses colonies les produits agricoles dont elle avait besoin. Dès les premières expéditions qui furent faites par l'Indochine, ce furent des réclamations générales de la part des acheteurs métropolitains et l'arrêt des demandes suivit bientôt ce premier essai.

Il fallait à tout prix améliorer la production et combattre impitoyablement la fraude. Les coopératives permirent cette amélioration et ce contrôle. C'est ainsi que l'amélioration de tous les produits qui exigent une transformation avant leur exportation — huiles, fibres de coco, féculs, etc., — laquelle exige un outillage industriel hors de la portée des indigènes et un contrôle chimique de la fabrication, fut entreprise par ces institutions. Les coopératives sont devenues ainsi des organismes de transformation dotées d'un matériel moderne pratiquant, sous la direction des laboratoires des Etablissements de recherches de la Colonie, des techniques rationnelles et obtenant des produits contrôlés par ces mêmes laboratoires, dont une analyse qui accompagne chaque envoi garantit la qualité, augmentant ainsi sa valeur.

3°) Il reste à préciser le troisième objectif des coopératives : l'amélioration des rendements de la culture.

La faiblesse des rendements souvent obtenus par les producteurs indigènes ainsi que le manque d'homogénéité de leurs produits tiennent avant tout à la mauvaise qualité des

semences qui, en l'absence de marchands grainiers, sont indéfiniment prélevées par les cultivateurs eux-mêmes sur leurs récoltes. Les Etablissements de recherches spécialisés — Office du riz pour cette céréale ; Institut des recherches agronomiques pour les autres plantes de grande culture — disposent bien, comme résultats de leurs travaux, de nombreuses semences de valeur qu'ils multiplient à l'échelle qui est la seule possible pour ces établissements : quelques tonnes, alors que la grande multiplication permettant le renouvellement complet des semences doit être envisagée sur des dizaines, des centaines ou des milliers de tonnes suivant les cultures. Cette production ne peut être réalisée sous une forme administrative et, seule, la Coopérative, conseillée et dirigée, peut y parvenir.

Comme le note M. Réteaud, « à leurs rôles précédents de magasins généraux, de coopératives de production, de transformation et vente, les sociétés créées doivent ajouter la production et l'achat en commun des semences et, naturellement, des engrais et de l'outillage agricole. C'est donc de toute nécessité la forme la plus complète et la plus évoluée que puissent atteindre ces sociétés qu'il a fallu adopter en Indochine pour les débuts de la coopération, alors que ces diverses fonctions sont généralement dévolues, en Europe, à des associations distinctes ». (1)

Les difficultés rencontrées devaient être nombreuses, aussi était-il indispensable que ces organismes fissent leur école et leur personnel son apprentissage. Les premières sociétés créées et mises en marche ont donc été, avant tout, des centres d'essais, d'enseignement et de propagande de l'idée mutualiste. La réussite des premières tentatives ayant été complète, les coopératives se sont développées à une cadence très rapide.

Elles étaient au nombre de 17 au 30 juin 1938, alors qu'il n'en existait que deux en 1935 : celle de Bac Giang-(Phu Lang Thuong) et celle de Quang ngai.

Les renseignements que nous avons pu réunir sur le

(1) Louis Réteaud, rapport précité, op. cit.

fonctionnement de ces diverses sociétés étant très réduits, du fait de leur création récente, nous n'étudierons à titre d'exemple que les deux sociétés les plus anciennement créées : celles de Bac Giang et de Quang ngai.

A. — *La coopérative de Bac Giang*
(Phu-Lang-Thuong)

Les premiers objectifs de la coopérative de Bac Giang ont été limités à la préparation de lots de paddy et de maïs bien conditionnés et à leur vente aux exportateurs. Par la suite, son activité n'a cessé de s'accroître, et ses opérations ont dû s'étendre à d'autres produits de la province (haricots, soja, oranges, etc...). Son intervention a permis à ses sociétaires de réaliser, à chaque campagne, un bénéfice supplémentaire moyen de 0 \$ 30 par 100 kilos de paddy ou de maïs sur les cours pratiqués dans la province.

Il convient d'ajouter que, dès la première année de son fonctionnement, la Coopérative de Phu-Lang-Thuong a pu couvrir ses dépenses d'exploitation à l'aide de ses seules ressources ainsi qu'il ressort du compte « pertes et profits » de l'exercice 1935 qui est reproduit ci-dessous.

Compte « pertes et profits » (1935)

DEBIT :

Frais généraux	897 \$ 35
Intérêts à la Caisse agricole de Bac Giang.	854 \$ 03
Gratifications accordées au Directeur..	200 \$ 00
Bénéfices de l'exercice à virer à « Réserves »	84 \$ 93
	2.036 \$ 31

CREDIT :

Intérêts perçus	1.174 \$ 85
Frais de magasinage	861 \$ 46
	2.036 \$ 31

Devant cette réussite, une rizerie a été adjointe, en 1937, à la coopérative, permettant d'obtenir des riz pour la consommation locale et des riz de choix pour l'exportation.

Une huilerie moderne, équipée avec des presses continues Egrot et Grangé permettant de traiter les graines de ricin et d'abrasin, a été mise en route et a permis de livrer des huiles de ricin stables, exemptes de matières gommeuses ou pectiques et dont l'acidité est inférieure à 1 %, c'est-à-dire telles qu'en exige le graissage des moteurs d'avion ou d'automobile.

De telles installations sont onéreuses et dépassent les possibilités d'une seule société. Il n'y aurait aucun intérêt à les multiplier. Il est préférable de créer des usines d'une certaine importance et d'y concentrer le traitement des produits de plusieurs coopératives voisines, ce qui diminue les frais généraux et, partant, les prix de revient.

Ajoutons encore qu'au cours de l'exercice 1936, les magasins de la coopérative de Bac Giang ont vu passer plus de 3.735 tonnes de produits, savoir : (1)

En consignation	{	sucres	11.750 kg.
		phosphate	76.500 —
		potasse	3.860 —
Au magasin de la coopérative	{	paddy	1.030.080 —
		riz	167.400 —
		maïs	150.000 —
		ricin	150.000 —
		huile de ricin ..	11.250 —
Au magasin de warrantage ..	{	paddy	879.580 —
		ricin	151.470 —
		abrasin	979.920 —
		huile abrasin ..	23.530 —

Enfin les avances atteignaient au 31 décembre 1936 la somme totale de 80.673 piastres réparties entre 1.122 sociétaires.

(1) Voir à ce sujet le rapport de M. L. Réteaud cité ci-dessus.

B). — *La coopérative de Quang ngai.*

En ce qui concerne cette coopérative, nous reproduisons ci-dessous le compte « profits et pertes » et le bilan de l'exercice 1936 qui donnent une idée exacte de sa situation au 31 décembre 1936. Il en ressort que les opérations de cette société bien que plus modestes que celles de la coopérative de Bac Giang (elles ont porté uniquement sur les sucres indigènes) n'en présentent pas moins un intérêt réel pour la région puisque :

a) le montant des avances a été de 25.004 piastres réparties entre 100 sociétaires ;

b) les produits emmagasinés ont atteint 310.175 kgs. ;

c) les plus values se sont élevées, en net, de 0,60 à 1 \$ 56 les cent kilogrammes, suivant la qualité des sucres remis par le sociétaires.

Compte « profits et pertes »

DEBIT		CREDIT	
Virement pour solde de frais généraux	165,77	Intérêts acquis en 1936	1.226,65
Intérêts payés à la banque agricole	860,88		
Gratification au Directeur	200, »		
	1.226,65		1.226,65

Bilan

ACTIF		PASSIF	
Caisse	417,53	Banque agricole	9.897,20
Avances	13.887,20	Capital	376, »
Matériel et mobilié r..	208,13	Participation de 0,50 %	
Ecritures à régulariser	243,23	aux gérants	56,60
Immeubles	317,07	Dotation	5.000, »
Achats	36,32		
Transports	190,32		
	15.329,80		15.329,80

Les indications sommaires que nous venons de donner sur les coopératives agricoles en Indochine nous permettent d'entrevoir le rôle considérable que ces organismes, encore à leur début, pourront jouer, dans un proche avenir, soit dans l'Economie indochinoise, soit pour l'amélioration du standard de vie du paysan indochinois, amélioration qui doit demeurer la principale préoccupation de la colonisation française dans ce pays.

CONCLUSION

Ainsi donc, partout en Indochine, en Cochinchine comme dans les autres pays de l'Union, le Crédit Agricole Mutuel indigène a eu à traverser des périodes extrêmement difficiles au point qu'on a pu penser, à un moment donné, que les effets désastreux de la crise économique mondiale en viendraient à bout.

En Cochinchine surtout, les S.I.C.A.M., dont l'organisation première était à maints égards défectueuse, ont dû, pour sortir d'une situation singulièrement compromise à la fois par les abus des hommes et les difficultés exceptionnelles du moment, subir des réformes profondes dans leur organisation et être aidées par la Puissance Publique.

La formule du « wait and see » qui avait été suivie au début de la période critique avait eu, en effet, pour conséquence de prolonger et d'accroître le malaise et les difficultés. S'il peut parfois, en période de prospérité, être « urgent d'attendre », en temps de crise la carence n'est pas une méthode de gouvernement ; le rajustement économique d'un pays n'est pas automatique, l'homme y a sa part. Le miracle est toujours, a dit le Président Daladier, « le fruit du labeur et de la patience ». Les résultats obtenus par les initiatives de Monsieur le Gouverneur Pagès le montrent avec force.

On a critiqué ces mesures, on a dit qu'en agissant comme elles l'ont fait, les autorités locales avaient outrepassé leurs droits, qu'elles avaient sacrifié de nombreux intérêts particuliers, etc...

A notre point de vue, les solutions adoptées se justifient pleinement. Le fait que la baisse continue des prix favorisait les créanciers au détriment des producteurs en augmentant le pouvoir d'achat de leurs créances, explique suffisamment un aménagement des dettes agricoles. Par ailleurs, le taux de

l'intérêt représentant un prix dans l'échéance entre biens présents et à venir, il était juste, tous les prix ayant baissé, d'abaisser le taux de l'intérêt, car il détermine en partie les conditions de vie des affaires et de recours au crédit ; il est un facteur essentiel de la compression des prix de revient. La détente du taux de l'intérêt devait donc être le premier article d'une politique de crédit liée à une action constructive. Enfin, si la terre peut devenir en période de prospérité une valeur de placement, elle ne peut plus être, en temps de crise, qu'un instrument de travail. Par suite, les banques d'affaires ne peuvent ni rechercher d'une façon permanente la clientèle que représentent les agriculteurs, ni leur consentir les conditions qu'ils réclament. Elles n'ont, naturellement, qu'un simple souci de gain d'argent. Or, « le rétablissement économique n'est possible que dans la mesure où l'on applique des valeurs sociales plus nobles ». (1) Dans ces conditions, l'Etat — par le Crédit agricole mutuel — se devait d'intervenir pour se substituer aux banques d'affaires défaillantes et accorder son aide large et bienveillante aux agriculteurs de bonne foi, surpris par une crise sans précédent, et ceci d'autant plus que l'intérêt de cette classe sociale correspondait le plus souvent à l'intérêt général.

Malheureusement, pour redresser la situation des sociétés indigènes de Crédit agricole mutuel de Cochinchine, le Gouvernement dut faire des sacrifices financiers importants. Cet effort l'obligea à décider la suspension des prêts et, même actuellement, il a pris pour la distribution des avances à consentir, des mesures telles que les paysans de Cochinchine sont, à nouveau, à la merci des usuriers.

Le Crédit agricole mutuel indigène, dans les pays de l'Union Indochinoise, autres que la Cochinchine, a, lui aussi, traversé une période difficile. Au Tonkin, en Annam et au Cambodge, l'intervention du Gouvernement a été nécessaire, comme en Cochinchine, pour aménager les dettes des débiteurs des caisses provinciales en les adaptant aux conditions nouvelles de la vie agricole. Nous avons vu que, grâce à cette action gouvernementale et grâce aussi, il faut le reconnaître,

(1) Président Roosevelt.

au bon esprit des paysans et des petits exploitants, le crédit agricole dans ces différents pays s'est rapidement relevé malgré les difficultés économiques accrues, malgré un horizon bouché. Si, au Cambodge, la situation a été plus compromise et si le redressement s'est effectué plus lentement, c'est que, par suite des circonstances locales, on avait été amené à renoncer, dans ce pays, aux principes fondamentaux posés par le crédit agricole sur les conditions des prêts, mais, sitôt que des sûretés solides ont été exigées pour l'octroi des avances, la situation des caisses cambodgiennes a commencé à se relever.

Quoi qu'il en soit, il est incontestable que, malgré ses vicissitudes, le crédit agricole mutuel au Tonkin, en Annam et au Cambodge a réussi à éviter le principal écueil que rencontrent en Extrême-Orient les institutions du même genre, savoir la difficulté où elles se trouvent d'atteindre directement le paysan, fermier ou très petit propriétaire. Le montant moyen des prêts actuellement consentis, qui oscille aux environs de 20 piastres, somme suffisante pour les besoins du métayer ou du petit propriétaire, mais trop faible pour alimenter l'industrie des prêteurs, en est le témoignage éclatant.

A côté de ces petits prêts qui lui ont permis d'aider une masse chaque jour plus nombreuse, le crédit agricole mutuel dans ces pays a pu financer des travaux d'amélioration foncière intéressant des collectivités, des communes, ou des provinces dont le bénéfice va normalement au petit producteur. Il l'atteint encore directement par des coopératives d'achat et de vente. Ces sociétés — qui demandent, ainsi que les caisses de crédit agricole, à être étroitement guidées — « sont en effet, créatrices, animatrices et régulatrices des marchés ; leur but n'est pas de monopoliser un produit ni de se substituer aux commerçants... Elles servent d'intermédiaire entre certains producteurs et le commerce, en fournissant à ce dernier des produits de qualité plus sûre. Elles règlent l'extension de leur action de manière à ne pas gêner le commerce libre tout en exerçant sur lui deux actions, l'une éducatrice, l'autre régulatrice des prix d'achat ». (1)

(1) Maurice Graffeuil, Résident Supérieur en Annam. Discours d'ouverture du Grand Conseil des intérêts économiques et financiers de l'Annam, 12 novembre 1937.

Après dix années de fonctionnement au cours desquelles la crise économique est venue modifier les valeurs acquises, le crédit agricole mutuel indigène du Tonkin, en Annam et au Cambodge a une situation parfaitement saine. L'institution, dont l'utilité n'est plus contestée par personne, a montré, dans ces différents pays, sa vitalité et son intérêt. Elle constitue dans son ensemble, grâce à l'adjonction des coopératives agricoles d'achat et de vente, l'un des moyens d'action les plus efficaces dont dispose la puissance protectrice pour assurer, avec la rénovation des méthodes agricoles, l'amélioration des conditions de vie de la population paysanne indochinoise.

*
**

Le succès des institutions de l'Annam, du Tonkin et du Cambodge et l'échec relatif des organismes de la Cochinchine s'expliquent par le fait que tandis qu'un contrôle administratif très strict fut créé dès la naissance du crédit agricole mutuel en Annam, au Tonkin et au Cambodge, une plus grande liberté d'action fut laissée aux dirigeants des S.I.C.A.M., ce qui leur permit d'abuser de leur situation privilégiée.

En Indochine, plus que partout ailleurs, le crédit agricole mutuel, pour réussir, doit être placé sous le contrôle direct de l'Etat. La Cochinchine l'a bien compris qui, dès les premiers effets de la crise, a décidé une réorganisation des S.I.C.A.M. dont le but principal était de renforcer le contrôle de la puissance publique.

Est-ce à dire que le crédit agricole indigène en Cochinchine doive cesser d'être placé sous le signe de la mutualité ? Bien au contraire ! Le crédit agricole coopératif répond en effet aux conditions nouvelles de la vie économique ; il associe étroitement dans un cadre assez souple les particuliers et les pouvoirs publics ; il ne travaille pas sur le plan individualiste et cependant il ne sacrifie pas l'individu à la puissance publique. Il unit naturellement les trois ordres de forces que représentent les individus, les groupements agricoles et l'Etat.

A l'Etat revient de plus en plus le soin de fixer les directives générales du Crédit, d'imposer à tous le respect des règles et des engagements ; aux groupements agricoles la mission de diversifier l'application du crédit, de faire pénétrer l'esprit de coopération et de mutualité dans les milieux ruraux, de créer des ententes régionales — en particulier des coopératives agricoles d'achat et de vente ayant pour but d'éduquer les masses, de donner aux producteurs le « juste prix » de leurs produits, de stabiliser les marchés, — aux individus, les initiatives qu'il leur appartient de prendre à leurs risques et périls avec l'appui des organismes précédents.

C'est là d'ailleurs le système qui fonctionne au Tonkin, en Annam et au Cambodge et qui a fait ses preuves. Dans ces conditions, pourquoi ne pas l'étendre à la Cochinchine ?

Cette extension ne présente, juridiquement, aucune difficulté. On peut même dire qu'elle existe déjà théoriquement et que seules des raisons d'ordre pratique et aussi l'attachement des Cochinchinois à leurs institutions, en ont retardé la réalisation.

En effet, la loi du 5 novembre 1894, qui constitue toujours, à travers l'arrêté du 28 janvier 1928 et les textes subséquents, la base de l'organisation du Crédit agricole mutuel indigène en Cochinchine, a été abrogée en France par la loi du 5 août 1920 et doit, par conséquent, être considérée comme abrogée dans les mêmes conditions en Cochinchine. Par ailleurs, le décret du 20 mai 1933, organisant l'Office indochinois du crédit agricole est applicable à la Cochinchine et, par suite, l'Office est le seul établissement légalement qualifié pour disposer des fonds affectés par l'Etat à l'institution du Crédit agricole mutuel indigène en Indochine.

Donc, dès la mise en application du décret du 20 mai 1933, les S.I.C.A.M. auraient pu, en s'adaptant aux règles qu'imposait ce nouveau texte, demander leur affiliation à l'Office indochinois du crédit agricole mutuel. Mais elles avaient, à cette époque, comme nous l'avons vu longuement, contracté vis-à-vis de la Banque de l'Indochine un lourd passif de plus

de 11 millions de piastres dont il fallait assumer l'aménagement et la liquidation. Or, on était en pleine crise économique et la fortune de l'Office qui venait de naître ne lui permettait pas d'entreprendre une pareille opération. C'est alors que la Caisse Centrale fut créée pour essayer de sortir les S.I.C.A.M. de l'ornière.

A l'heure actuelle, la situation a changé ; nous avons vu que l'œuvre de Monsieur le gouverneur Pagès avait permis de restaurer la situation financière des S.I.C.A.M. qui est redevenue saine. La situation économique s'est, elle aussi, améliorée ; en particulier, les cours du paddy couvrent désormais largement le prix de revient et, par voie de conséquence, les terres sont revalorisées. Il faut donc, à nouveau, mettre à la disposition des agriculteurs un crédit à bon marché et facilement accessible pour tous. L'usure qui renaît doit être, cette fois, définitivement vaincue. Et puisque les S.I.C.A.M. ne peuvent plus jouer leur rôle, il faut les remplacer par des organismes placés sous le contrôle de l'Office indochinois de crédit agricole mutuel comme cela existe dans les autres pays de l'Union.

*
**

«Diverses solutions pratiques peuvent être envisagées pour la réalisation de ce programme ; chacune a ses avantages et ses inconvénients.

Le premier moyen qui vient à l'esprit est de juxtaposer aux institutions actuelles une organisation nouvelle qui serait chargée de la distribution du crédit tandis que les caisses qui existent actuellement limiteraient leur action à la liquidation de leur passif et, cette tâche réalisée, seraient dissoutes.

Ce procédé aurait incontestablement l'avantage de simplifier la comptabilité des nouveaux organismes à créer, mais, par contre, il aurait le grave inconvénient de décourager les débiteurs des S.I.C.A.M. Comment en effet obtenir des amortissements ponctuels d'un débiteur qui sait que la bonne volonté mise à l'apurement de son passif ancien ne lui aura aucun titre dans l'obtention d'avances nouvelles ? Il ne faut pas

oublier non plus que le paysan indochinois se méfiera des nouvelles institutions pendant un temps assez long, comme il se méfie de tout ce qui le change de ses habitudes, et que cet état d'esprit ralentira très sensiblement l'action des nouveaux organismes.

La seconde solution que l'on peut envisager pour résoudre le problème de l'affiliation des institutions de Cochinchine à l'Office du Crédit agricole est de créer des institutions nouvelles qui, dans certains cas, reprendraient par voie de rachat le portefeuille des caisses actuelles et prêteraient leur concours à la Caisse Centrale (qui subsisterait) aux lieu et place des S.I.C.A.M. (qui seraient dissoutes), pour le recouvrement des prêts aménagés.

Ce système présente, en les aggravant encore, les inconvénients de la première solution. En effet, faire concourir les caisses à créer à l'extinction des arriérés des caisses actuelles serait particulièrement difficile si les membres des deux institutions étaient, comme cela peut arriver, étrangers les uns aux autres. De plus, la dévolution aux nouvelles caisses de la succession des anciennes serait singulièrement délicate. Comment, enfin, se ferait la discrimination entre les organismes dont le portefeuille serait racheté et ceux qui seraient abandonnés à leur sort ? Toutes ces mesures entraîneraient des complications telles qu'elles pèseraient lourdement sur l'avenir de l'institution nouvelle. Partant avec un tel handicap, pourrait-elle vivre normalement ?

La dernière solution qui nous paraît possible et à laquelle nous nous rallierons est l'affiliation pure et simple des S.I.C.A.M., après réorganisation complète, à l'Office indochinois du Crédit agricole mutuel.

Nous avons vu que cette réorganisation ne présente aucune difficulté théorique, ni pratique. Les textes réglementaires, décret du 20 mai 1933 et arrêté du 30 août 1934, n'ont pas à être modifiés ; ils sont généraux et s'appliquent à toute l'Indochine. Il suffira en somme d'adapter les statuts des S.I.C.A.M. aux exigences de la réglementation nouvelle. Le seul point délicat consistera dans la nécessité de liquider aussi

rapidement que possible le lourd arriéré qui pèse encore actuellement sur le fonctionnement des S.I.C.A.M. A cet effet, une nouvelle évaluation des créances devra être faite et lorsque les opérations de revision du portefeuille des caisses auront permis de faire avec précision le départ entre l'actif définitivement perdu et celui récupérable à plus ou moins longue échéance, les S.I.C.A.M., incorporés avec des bases solides dans les institutions de l'ensemble de l'Indochine, pourront reprendre leur marche en avant et la Caisse centrale, simple organisme de liquidation, pourra disparaître sans aucun inconvénient.



Affiliés à l'Office indochinois du Crédit agricole mutuel, les S.I.C.A.M. pourront, comme les caisses populaires des autres pays de l'Union indochinoise, bénéficier de l'aide pécuniaire de cet organisme. Or, en Cochinchine et ailleurs en Indochine, la préservation de la petite propriété, l'orientation au moins partielle des agriculteurs vers des travaux qui détournent progressivement l'Indochine de la culture quasi exclusive du riz — car cette monoculture aggrave terriblement, est-il besoin de le préciser, les effets des crises économiques — l'aide financière aux agriculteurs enfin, par le crédit à bon marché, exigent des capitaux relativement importants et parfois leur immobilisation pour une assez longue durée. L'aide de l'Etat doit donc se faire sentir davantage encore.

En France, toute une série de lois et de décrets, depuis 1931, ont mis à la disposition de la Caisse nationale de crédit agricole, déjà très largement pourvue, des sommes sans cesse accrues ; la Banque de France, la Caisse des dépôts et consignations, devant cette œuvre si intéressante qu'était l'aide à l'agriculture, n'ont pas hésité à donner tout leur concours au gouvernement.

A plus forte raison, un pays neuf comme l'Indochine française, en pleine expansion économique — où une seule région comme la Cochinchine, possède en rizières plus de deux mil-

lions d'hectares, représentant au minimum un capital d'un milliard de francs — ne pourra se contenter, pour que le crédit agricole y réponde aux besoins réels, de sa dotation actuelle.

Cette dotation devra, soit grâce à l'aide directe de l'Etat, soit grâce à des avances à faible taux d'intérêt consenties par la Banque d'Emission, être considérablement accrue pour permettre aux institutions nouvelles la réalisation d'une gamme de prêts pouvant, par leur durée et leur taux, s'aligner exactement sur les besoins spéciaux de l'agriculture du pays.

Et alors, le crédit agricole mutuel indigène, étant devenu une institution puissante, à direction unique, nantie de moyens d'action à la mesure de sa tâche, sera entre les mains des gouvernants indochinois l'outil qui leur permettra de réaliser le but que doit poursuivre la France dans ce pays et qui peut se résumer par ces seuls mots : le bonheur du nhaqué.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES ET DOCUMENTS DIVERS

- Carsow* (Michel). — Quelques aspects du commerce impérial de la France. t. I. (Paris. 1935)
- Colin et Capitant*. — Cours élémentaire de droit civil français. 5^e édit. t. II. (Paris. 1929)
- Dalloz*. — Répertoire pratique.
- Dareste* (P.). — Traité de droit colonial (2 vol. Paris, 1931). Recueils de législation, doctrine et jurisprudence coloniales (Paris, 41, rue de la Bienfaisance).
- Hardy* (Georges). — Nos grands problèmes coloniaux. (Paris, 1929)
- Penant*. — Recueil général de jurisprudence, de doctrine et de législation coloniales et maritimes (Paris, 33, Chaussée-d'Antin).
- Solus* (H.). — Traité de la condition des indigènes en droit privé. (Paris. 1927)

II. — OUVRAGES ET DOCUMENTS D'ECONOMIE POLITIQUE, RURALE ET SOCIALE

- Alimanestianu* (Constantin). — Le crédit agricole dans ses rapports avec la coopération. Thèse. (Paris. 1936)
- Augé-Laribé* (M.). — Syndicats et coopératives agricoles. (Paris. 1926)
- Balmanda* (Julien C.). — Agricultural credit cooperatives associations in the Phillipines (Manille. 1924)

Bourdin (F.). — Le Crédit agricole et la crise. Thèse. (Paris. 1937)

Cramois (André). — Rapport sur le rôle du crédit agricole pour la valorisation économique des colonies tropicales et subtropicales. F.I.T.A. Bulletin d'information et de documentation Mars-Juin. (Rome. 1937)

Les associations agricoles dans les colonies françaises. (Rapport présenté au 6^e congrès de la mutualité coloniale et des pays de protectorat à Paris. (28-30 septembre 31)

Dalloz. — Manuel des syndicats agricoles, de la mutualité et de la coopération agricoles. (Paris. 1925)

Durand (André). — Le statut juridique et fiscal des coopératives agricoles de production, de transformation et de vente. Thèse. (Paris. 1936)

Geulesco (G.). — Coopératives et ententes agricoles. Thèse. (Paris. 1931)

Gide (Charles). — Cours d'économie politique. 6^e édit. (Paris. 1920)

Les associations coopératives agricoles. Cours Collège de France. (1924-1925)

Henry (Yves). — Le crédit populaire agricole et commercial aux Indes Néerlandaises. (Hanoï. 1926)

Le crédit agricole aux Iles Philippines. (Hanoï. 1927)

Herisson. — Le crédit agricole mutuel au Maroc. Thèse. (Paris 1937)

Lavergne (B.). — Philosophie et avenir de l'ordre coopératif. (Paris. 1928)

Lyautey (P.). — Les dettes agraires au Japon, en Chine et aux Indes, leurs effets sur les crises politiques et économiques. (Conférence prononcée à l'Institut Agronomique. Paris. 1933)

Maunier (René). — L'économie politique et la sociologie (Paris. 1910)

La coopération des indigènes et des Européens dans la mise en valeur des pays coloniaux. (Congrès international des Sciences économiques. Paris. 1937. T. S.)

Nast (A.). — Le régime juridique des coopératives. Thèse. (Paris. 1929)

Pirou. — Cours d'économie politique. 1932-1933.

Ramadier (P.). — Le droit des coopératives en France. (Paris. 1932)

Vimeaux (P.). — Le crédit agricole mutuel (Le temps économique, 13 mars 1934)

III. — OUVRAGES ET DOCUMENTS CONCERNANT L'INDOCHINE

Angladette. — Le riz dans le monde et la situation rizicole en Cochinchine. (Paris. 1933)

Auphelle (Maurice). — Protection sanitaire de l'Indochine Française en matière de maladies pestilentiellles. Thèse. (Paris. 1937)

Ballard. — Le problème du riz en Cochinchine. (Supplément au B. quotidien de la société d'études et d'informations économiques. (Mai. 1935)

Bernard (P.). — Nouveaux aspects du problème économique indochinois. (Paris. 1937)

Bouvier. — Richesse et misère du delta tonkinois. (Paris. 1937)

Cuniac (Albert). — Essai sur le crédit agricole en Indochine. Thèse. (Paris. 1904)

Dumont (R.). — La culture du riz dans le delta du Tonkin. (Paris. 1935)

- Dureteste* (A.). — Cours de droit de l'Indochine. (Paris. 1938)
- Durieu*. — Le crédit agricole en Indochine. (Dépêche coloniale du 21 mai 1912.)
- Estebe* (P.). — Le problème du riz en Indochine. (Toulouse. 1934)
- De Feyssal*. — L'endettement agraire en Cochinchine (Hanoï. 1933.)
- Gallois Montbrun* (L.). — Du gage immobilier et de l'hypothèque en droit annamite. (Paris. 1915)
- Guillaume* (M.). — La coopérative agricole en Indochine. (Bulletin économique de l'Indochine, fascicule I. (Hanoï. 1938)
- Gourou* (Pierre). — Les paysans du delta tonkinois. (Paris. 1936)
- Henry* (Yves). — Economie agricole de l'Indochine. (Hanoï. 1932)
- Hibon* (A.). — La crise économique en Indochine. Thèse. (Paris 34)
- Kérian* (G.). — Le rôle de la coopération dans l'Union Indochinoise (La Revue Indochinoise économique et juridique. Hanoï. 1937)
- Loye* (Auguste). — Guide pour la création des syndicats et des caisses de crédit. (Saïgon. 1913)
— Conférence sur le crédit agricole mutuel indigène en Cochinchine. (Saïgon. 1929)
- Luro*. — Le pays d'Annam. (Paris. 1878)
- Mathieu* (E.). — Le prêt usuraire et le crédit en Cochinchine. Thèse. (Paris. 1912)
- Philastre*. — Le code annamite. 2 vol. (Paris. 1876)
- Robequain* (Ch.). — L'Indochine française. (Paris. 1935)
- Sylvestre*. — Considérations sur l'étude du droit annamite. (Penant. 1897 à 1900)

Touzet (A.). — L'économie indochinoise et la grande crise universelle. (Paris. 1934)

IV. — PUBLICATIONS OFFICIELLES

Le journal officiel de la République Française.

Journal officiel de l'Indochine Française.

Bulletin administratif de l'Annam, du Tonkin, du Cambodge et de la Cochinchine.

Statuts types des sociétés indigènes de crédit agricole mutuel de Cochinchine.

Statuts types des caisses populaires de crédit agricole mutuel indigène de l'Annam, du Tonkin et du Cambodge.

Annuaire statistique de l'Indochine. 6^e vol. 1934-35-36. (Hanoï).

Procès-verbaux du Conseil colonial de la Cochinchine.

Livre vert de la Cochinchine (rapports sur le fonctionnement des S.I.C.A.M. et de la caisse centrale. Saïgon).

Rapport de gestion du crédit populaire agricole (1929-1933).

Rapports de gestion de l'Office indochinois du crédit agricole mutuel. (1934-1937)

Bulletin économique de l'Indochine (Hanoï).

Bulletin de l'agence économique de l'Indochine. (Paris. 29, rue la Boétie).

V. — REVUES

L'Action coopérative (mensuel).

L'Association agricole (bulletin de documentation économique des groupements agricoles, 33, rue d'Amsterdam).

Annales de la mutualité et de la coopération agricoles (129, boulevard St-Germain).

Bulletin mensuel d'Etudes et d'Informations économiques (21, boulevard Haussmann).

La Coopérative agricole (mensuel, 123, rue de Lille).

L'Economiste français (9, rue Bleue).

Revue Internationale d'Agriculture (Institut International d'Agriculture).

Revue indochinoise juridique et économique (Hanoï).

Le Monde colonial illustré.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
<i>Introduction</i>	5

TITRE PRELIMINAIRE

Historique du Crédit agricole indigène en Indochine française

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les prêts sur récolte</i>	13
Section I. — Prêts aux indigènes de Cochinchine ...	13
Section II. — Prêts aux indigènes de l'Annam-Tonkin.	15
Section III. — Résultats de l'institution des prêts sur les récoltes	17
CHAPITRE DEUXIÈME. — <i>Le Crédit agricole mutuel</i>	20
Section I. — En Cochinchine	21
Section II. — En Annam, au Tonkin et au Cambodge.	31

TITRE PREMIER

Les institutions de Cochinchine.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Organisation</i>	37
Section I. — La Caisse Centrale	37

Section II. — Les S.I.C.A.M. (Sociétés indigènes de crédit agricole mutuel)	47
CHAPITRE DEUXIÈME. — <i>Fonctionnement</i>	72
Section I. — Les difficultés et l'effort de redresse- ment	72
Section II. — La situation actuelle	91
1) de la Caisse Centrale	91
2) des S.I.C.A.M.	99

TITRE DEUXIEME

Les institutions des pays de l'Union indochinoise autres que la Cochinchine

CHAPITRE PREMIER. — <i>Organisation</i>	105
Section I. — L'Office indochinois du C.A.M.	105
Section II. — Les Caisses provinciales indigènes ..	115
Section III. — Les associations et sociétés affiliées.	129
CHAPITRE DEUXIÈME. — <i>Fonctionnement</i>	139
Section I. — De l'Office central	139
Section II. — Des Caisses provinciales indigènes ...	144
Section III. — Des coopératives (sociétés affiliées) ...	161
<i>Conclusion</i>	169
<i>Bibliographie</i>	179

Vu : LE DOYEN.

G. RIPERT.

Vu et approuvé,

Ce 4 Janvier 1939.

Le Président de Thèse :

René MAUNIER.

Vu et permis d'imprimer,

Le Recteur de l'Académie de Paris,

D^r ROUSSY.

==== Imprimerie =====
GEORGES PETIT
6, Rue des Martyrs, PARIS
=====

